

Rapport de gestion

pour le quatrième trimestre et l'exercice clos le 31 mars 2013

1. POINTS SAILLANTS

DONNÉES FINANCIÈRES

QUATRIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2013

Produits des activités ordinaires en hausse par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2012

- Les produits des activités ordinaires consolidés se sont établis à 587,9 millions \$ ce trimestre, en hausse de 65,8 millions \$, soit 13 %, par rapport au trimestre précédent et de 81,2 millions \$, soit 16 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012.

Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société en hausse par rapport au trimestre précédent et en baisse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012

- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 43,8 millions \$ (soit 0,17 \$ par action) ce trimestre, comparativement à 37,8 millions \$ (soit 0,15 \$ par action) au trimestre précédent, ce qui représente une augmentation de 6,0 millions \$, soit 16 %, et comparativement à 53,2 millions \$ (soit 0,21 \$ par action) au quatrième trimestre de l'exercice précédent, ce qui représente une baisse de 9,4 millions \$, soit 18 %;
- Des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 13,7 millions \$ (10,1 millions \$ après impôts) ont été comptabilisés ce trimestre, comparativement à 13,4 millions \$ (8,8 millions \$ après impôts) au trimestre précédent. Abstraction faite de ces coûts, le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est chiffré à 53,9 millions \$ (soit 0,21 \$ par action) ce trimestre et à 46,6 millions \$ (soit 0,18 \$ par action) pour le trimestre précédent.

Flux de trésorerie disponibles¹ positifs de 108,6 millions \$ ce trimestre

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles se sont élevés à 128,3 millions \$ ce trimestre, comparativement à 104,4 millions \$ au trimestre précédent et à 122,1 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance¹ et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 10,6 millions \$ ce trimestre, comparativement à 12,5 millions \$ au trimestre précédent et à 13,1 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Le produit de la cession d'immobilisations corporelles a été de 1,1 million \$ ce trimestre, de 7,8 millions \$ au trimestre précédent et de 6,1 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent;
- Les dividendes versés ont totalisé 10,2 millions \$ ce trimestre, 9,0 millions \$ au trimestre précédent et 8,4 millions \$ au quatrième trimestre de l'exercice précédent.

EXERCICE 2013

Produits des activités ordinaires en hausse par rapport à ceux de l'exercice 2012

- Les produits des activités ordinaires consolidés se sont établis à 2 104,5 millions \$, en hausse de 283,3 millions \$, soit 16 %, par rapport à l'exercice précédent.

Diminution du résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société

- Le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société s'est élevé à 139,4 millions \$ (soit 0,54 \$ par action), comparativement à 180,3 millions \$ (soit 0,70 \$ par action) à l'exercice précédent, ce qui représente une baisse de 40,9 millions \$, soit 23 %;
- Abstraction faite des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 68,9 millions \$ (51,3 millions \$ après impôts), le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société aurait été de 190,7 millions \$ (soit 0,74 \$ par action) pour l'exercice écoulé;
- Pour l'exercice précédent, abstraction faite des charges de 8,4 millions \$ (2,7 millions \$ après impôts) liées à l'acquisition et à l'intégration de Medical Educational Technologies, Inc. (METI), le résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société aurait été de 183,0 millions \$ (soit 0,71 \$ par action).

Flux de trésorerie disponibles positifs de 118,9 millions \$

- Les flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles se sont élevés à 204,1 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 233,9 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et les dépenses liées aux autres actifs se sont élevées à 57,0 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 61,2 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Le produit de la cession d'immobilisations corporelles a été de 8,9 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 34,4 millions \$ pour l'exercice précédent;
- Les dividendes versés ont totalisé 37,1 millions \$ pour l'exercice écoulé, comparativement à 33,4 millions \$ pour l'exercice précédent.

¹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Capital utilisé² de 2 051,3 millions \$ à la fin de l'exercice

- Le capital utilisé a augmenté de 474,8 millions \$, soit 30 %, pour l'exercice écoulé;
- Le fonds de roulement hors trésorerie² a augmenté de 37,4 millions \$ au cours de l'exercice 2013 pour s'établir à 150,8 millions \$ à la fin de l'exercice;
- Les immobilisations corporelles ont augmenté de 204,9 millions \$;
- Les autres actifs non courants et les autres passifs non courants ont augmenté respectivement de 304,4 millions \$ et de 71,9 millions \$;
- La dette nette² a augmenté de 382,5 millions \$ au cours de l'exercice pour s'établir à 916,8 millions \$ à la fin de l'exercice.

COMMANDES²

- Le ratio valeur comptable des commandes/ventes² pour le trimestre s'est établi à 1,45 (ratio de 1,83 pour les secteurs civils combinés, de 0,95 pour les secteurs militaires combinés et de 1,0 pour le secteur Nouveaux marchés principaux). Pour les 12 derniers mois, le ratio était de 1,07 (ratio de 1,18 pour les secteurs civils combinés, de 0,92 pour les secteurs militaires combinés et de 1,0 pour le secteur Nouveaux marchés principaux);
- Les prises de commandes se sont chiffrées à 2 246,9 millions \$ pour l'exercice écoulé, en hausse de 118,6 millions \$ par rapport à l'exercice précédent;
- Le carnet de commandes² s'établissait à 4 091,9 millions \$ au 31 mars 2013, en hausse de 367,7 millions \$ par rapport à l'exercice précédent.

Secteurs civils

- Le secteur Formation et services associés – Civil a conclu des contrats d'une valeur prévue de 917,7 millions \$;
- Le secteur Produits de simulation – Civil a reçu des nouvelles commandes de 446,7 millions \$, notamment des contrats portant sur la fourniture de 35 simulateurs de vol (FFS).

Secteurs militaires

- Le secteur Produits de simulation – Militaire a reçu des nouvelles commandes de 393,7 millions \$ portant sur la fourniture de nouveaux systèmes d'entraînement et de mises à niveau;
- Le secteur Formation et services associés – Militaire a conclu des contrats d'une valeur de 376,7 millions \$.

Secteur Nouveaux marchés principaux

- Le secteur Nouveaux marchés principaux a reçu des nouvelles commandes évaluées à 112,1 millions \$.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES ET COENTREPRISES

- Le 16 mai 2012, nous avons acquis 100 % des actions d'Oxford Aviation Academy Luxembourg S.à r.l. (OAA), un fournisseur de services de formation aéronautique et de placement des membres d'équipage;
- Nous avons acquis Advanced Medical Technologies, LLC (Blue Phantom), une société spécialisée dans la conception, le développement et la vente de modèles synthétiques pour la formation fondée sur la simulation d'échographie;
- Au quatrième trimestre de l'exercice écoulé, nous avons conclu un nouvel accord de coentreprise visant la création de Rotorsim USA LLC (participation de 50 %).

AUTRES

- En mai 2012, nous avons conclu une facilité de crédit non garantie de premier rang assortie d'une durée de deux ans, sur laquelle nous avons utilisé 304,1 millions \$ pour financer l'acquisition d'OAA. La facilité de crédit portait intérêt à des taux variables fondés sur les taux des acceptations bancaires ou le TIBEUR majoré d'une marge, et elle a été remboursée et annulée au cours de l'exercice;
- Le 29 juin 2012, nous avons modifié nos facilités de crédit renouvelables non garanties de manière à reporter la date d'échéance d'avril 2015 à avril 2017, ainsi qu'à porter le montant disponible aux termes de la facilité de 450,0 millions \$ US à 550,0 millions \$ US à des conditions plus favorables. En juillet 2012, nous avons augmenté de 100,0 millions \$ notre emprunt aux termes de ces facilités et en avons utilisé les produits pour rembourser une tranche de 100,0 millions \$ sur la facilité de crédit non garantie de premier rang, qui avait été contractée en mai 2012 pour financer l'acquisition d'OAA, comme nous l'avons déjà mentionné;
- En décembre 2012, nous avons émis 348,9 millions \$ (125,0 millions \$ et 225,0 millions \$ US) de billets non garantis de premier rang échéant entre décembre 2019 et décembre 2027. Une tranche de 209,1 millions \$ du produit total a été affectée au remboursement de l'encours de la facilité de crédit non garantie de premier rang conclue en mai 2012, la tranche restante ayant été utilisée pour rembourser une partie de l'encours de la facilité de crédit à terme renouvelable non garantie;
- Le 23 mai 2012, nous avons annoncé des mesures de restructuration visant à réorienter nos ressources et nos capacités en réponse à des changements dans les marchés de la défense que nous desservons. Le 8 novembre 2012, nous avons annoncé des mesures de restructuration supplémentaires pour rajuster la taille de nos activités, surtout en Europe. Vous trouverez un complément d'information sous *Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition*.

² Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

2. INTRODUCTION

Dans le présent rapport, *nous, notre, nos, CAE et la Société* renvoient à CAE inc. et à ses filiales. Sauf indication particulière :

- *Cet exercice et 2013* désignent l'exercice financier prenant fin le 31 mars 2013;
- *Le dernier exercice, l'exercice précédent et l'an dernier* désignent l'exercice financier clos le 31 mars 2012;
- Les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport a été préparé en date du 16 mai 2013 et présente les commentaires et l'analyse de nos résultats par notre direction (le rapport de gestion) pour l'exercice et le trimestre clos le 31 mars 2013, ainsi que les états financiers consolidés et les notes qui les complètent pour l'exercice clos le 31 mars 2013. Nous l'avons rédigé pour vous aider à mieux comprendre les activités, la performance et la situation financière de la Société au cours de l'exercice 2013. Sauf indication contraire, toute l'information financière est présentée selon les Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute l'information trimestrielle présentée dans le présent rapport de gestion est fondée sur des chiffres non audités.

Pour des renseignements complémentaires, veuillez vous référer à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice écoulé, que vous trouverez dans notre rapport annuel pour l'exercice clos le 31 mars 2013. Le rapport de gestion vise à vous fournir un aperçu général de CAE selon le point de vue de la direction. Il présente un complément d'information sur divers aspects de l'entreprise dont :

- Notre vision;
- Notre stratégie et notre proposition de valeur;
- Nos activités;
- Variations de change;
- Mesures hors PCGR et autres mesures financières;
- Résultats consolidés;
- Résultats par secteur;
- Mouvements de trésorerie et liquidités consolidés;
- Situation financière consolidée;
- Regroupements d'entreprises;
- Risques et incertitudes liés à notre activité;
- Transactions avec des parties liées;
- Modifications de méthodes comptables;
- Contrôles et procédures;
- Rôle de surveillance du comité d'audit et du conseil d'administration.

Vous trouverez notre plus récent rapport annuel et notre plus récente notice annuelle sur notre site Web, www.cae.com, sur celui de SEDAR, www.sedar.com, ou sur celui d'EDGAR, www.sec.gov.

NOTION D'INFORMATION IMPORTANTE

Le présent rapport présente les renseignements que nous avons estimés importants pour les investisseurs en ayant pris en compte toutes les considérations, y compris l'éventuelle sensibilité des marchés. Nous considérons qu'une information est importante :

- Si elle provoque, ou que nous avons des motifs raisonnables de croire qu'elle pourrait provoquer, une variation notable du cours ou de la valeur de nos actions, ou;
- Si les chances sont grandes qu'un investisseur raisonnable puisse considérer cette information comme importante pour les décisions qu'il a à prendre.

MISE EN GARDE SUR LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant nos perspectives commerciales, l'évaluation des conditions de marché, nos stratégies, nos projets futurs, nos ventes futures, les prix de nos principaux produits et nos dépenses d'investissement en immobilisations. Les énoncés prospectifs commencent normalement par des verbes comme *croire, compter que, s'attendre à, prévoir, envisager, continuer de, estimer, pouvoir, devoir*, et font aussi emploi de verbes au futur ou au conditionnel et de formulations analogues. Les énoncés prospectifs ne garantissent nullement le rendement à venir. Ils sont fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons appropriés dans les circonstances.

Ces énoncés reposent sur des estimations et des hypothèses que nous jugeons raisonnables au moment de la rédaction de ce rapport. Nos résultats réels pourraient être sensiblement différents en raison des risques et incertitudes liés à notre activité. Les risques importants qui pourraient être à l'origine de différences comprennent notamment la durée des cycles de vente, l'évolution rapide des produits, les budgets de la défense, la situation du secteur de l'aviation civile, la concurrence, la disponibilité des intrants critiques, les taux de change et le fait de faire des affaires à l'étranger. En outre, des différences pourraient découler d'événements susceptibles d'être annoncés ou de survenir après la date du rapport, incluant les fusions, acquisitions ou autres opérations de regroupement ou de cession d'activités. De plus amples précisions sur les risques et incertitudes inhérents à notre activité vous sont fournies à la rubrique *Risques et incertitudes liés à notre activité* du rapport de gestion.

Nous n'actualisons pas ni ne révisons nos énoncés prospectifs, même si des faits nouveaux surviennent, sauf dans la mesure prévue par la loi. Vous ne devriez pas vous fier exagérément à ces énoncés prospectifs.

3. À PROPOS DE CAE

3.1 Qui nous sommes

CAE est un chef de file mondial dans le domaine des technologies de simulation et de modélisation et des services intégrés de formation destinés principalement à l'aviation civile et aux forces de défense du monde entier. Nous tirons aussi parti de nos capacités de simulation dans les marchés des soins de santé et des mines. Nous sommes présents dans le monde entier, comptant environ 8 000 employés dans plus de 100 installations et centres de formation répartis dans une trentaine de pays. Durant l'exercice 2013, nos produits des activités ordinaires annuels ont été supérieurs à 2,1 milliards \$ et provenaient d'exportations mondiales et d'activités internationales dans une proportion de 90 %. Nous disposons du plus important parc de simulateurs de vol civils et militaires et d'un vaste réseau mondial de formation aéronautique. Nous offrons des services de formation civile, militaire et sur hélicoptère dans plus de 45 établissements partout dans le monde, à partir desquels nous assurons chaque année la formation d'environ 100 000 membres d'équipage civils et militaires. Nos principaux produits incluent des simulateurs de vol qui recréent le comportement des appareils dans une vaste gamme de situations et de conditions environnementales. Nous mettons notre expertise en matière de simulation et notre expérience opérationnelle au service de nos clients afin de les aider à renforcer la sécurité, à améliorer l'efficacité, à assurer leur préparation et à résoudre des problèmes difficiles.

Près de la moitié de nos produits des activités ordinaires proviennent de la vente de produits de simulation, de logiciels et de mises à niveau de simulateurs; le reste provient de services, dont la formation, la maintenance, la formation initiale des pilotes, les services de placement de membres d'équipage et les solutions intégrées d'entreprise.

Fondée en 1947, CAE, dont le siège social est à Montréal (Canada), s'est bâtie une excellente réputation et entretient des relations durables avec ses clients grâce à l'expérience qu'elle a acquise depuis plus de 65 ans, à ses solides compétences techniques, à son personnel hautement qualifié et à son envergure mondiale.

Les actions ordinaires de CAE sont cotées à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York, sous le symbole CAE.

3.2 Notre vision

Nous voulons être le partenaire de choix des clients exerçant leurs activités dans des environnements complexes et essentiels en leur fournissant des produits et des services innovateurs en vue de renforcer la sécurité, d'accroître l'efficacité, de permettre la prise de meilleures décisions et d'assurer la préparation aux missions.

3.3 Notre stratégie et notre proposition de valeur

Notre stratégie

Nous sommes l'un des plus importants fournisseurs de solutions de formation faisant appel à la modélisation et à la simulation, d'optimisation et d'aide à la prise de décisions dans le monde. Nous répondons depuis longtemps aux besoins des clients œuvrant dans le marché aéronautique civil et le marché de la défense; au cours des dernières années, nous avons étendu nos compétences aux secteurs des soins de santé et des mines, où la marque CAE occupe une place de plus en plus prépondérante.

L'un des principes clés de notre stratégie dans le marché aéronautique civil et le marché de la défense est de tirer une partie importante de nos activités de la flotte existante plutôt que des livraisons futures d'aéronefs. Nous proposons notamment des solutions à nos clients à l'égard des aéronefs civils et militaires dans le monde. Au cours des dernières années, l'augmentation des produits des activités ordinaires que nous tirons des services récurrents a réduit notre dépendance envers les livraisons d'aéronefs.

Nous sommes parvenus à diversifier nos sources de revenus à l'échelle mondiale, ce qui permet à CAE de se démarquer en offrant ses solutions à proximité des installations des clients. Grâce à notre diversification à l'échelle mondiale, nous dépendons moins d'un marché en particulier et, étant donné que la conjoncture est rarement la même d'un pays à l'autre, nous sommes d'avis que cette stratégie nous permet de maintenir une stabilité à l'égard de nos revenus. Nous investissons dans les marchés développés et émergents afin de tirer profit des occasions d'affaires actuelles et futures. Environ le tiers de nos revenus proviennent des États-Unis, un autre tiers de l'Europe, alors que le reste du monde se partage le dernier tiers, y compris les marchés émergents à croissance rapide.

Proposition de valeur

La valeur que nous proposons aux clients est la capacité d'accroître la sécurité de leurs activités, d'améliorer la préparation aux missions dans des situations pouvant présenter des dangers et de diminuer leurs coûts en les aidant à améliorer leur efficacité opérationnelle. Nous offrons un éventail de produits et de services qui améliorent les capacités de planification et de prise de décisions de nos clients, ainsi qu'une vaste gamme de produits et services, lesquels peuvent être personnalisés pour répondre à l'évolution des besoins des clients au fil du temps. Nous sommes également un fournisseur de produits et services largement présent dans le monde. Par conséquent, nous sommes en mesure de fournir des solutions à proximité de nos clients, ce qui constitue un facteur coût-bénéfice important pour eux.

Nos compétences de base et avantages concurrentiels comprennent :

- Chef de file mondial en technologies de modélisation et de simulation;
- Connaissance approfondie des méthodes de formation et d'apprentissage;
- Éventail complet de produits et services de formation;
- Relations durables avec les clients;
- Valeur reconnue;
- Soutien technique des systèmes et processus de gestion des programmes éprouvés;
- Soutien à la clientèle de premier plan;
- Présence bien établie sur les nouveaux marchés et les marchés émergents.

Chef de file mondial en technologies de modélisation et de simulation

Nous jouissons d'un leadership technologique manifeste. Des pilotes des quatre coins du monde considèrent nos simulations comme étant ce qui se rapproche le plus des conditions de vol réelles. Nous avons toujours su garder une longueur d'avance pour ce qui est de l'évolution technologique des systèmes de formation et de simulation de vol, et innover en mettant des produits inédits sur le marché. Nous avons conçu des simulateurs pour toute la gamme des gros aéronefs civils utilisés à l'heure actuelle, pour bon nombre des principaux avions de transport régional et avions d'affaires, et pour certains types d'hélicoptères civils. Nous sommes aussi un chef de file dans le domaine de la fourniture de solutions de simulation et de formation sur les aéronefs de transport à voilure fixe, les aéronefs de patrouille en mer et de nombreux hélicoptères militaires. Nous jouissons par ailleurs d'un vaste savoir, d'une expérience poussée et d'une grande crédibilité pour ce qui est de la conception et du développement de simulateurs des nouveaux avions de la plupart des grands avionneurs. Nous utilisons maintenant notre expertise en modélisation et simulation au-delà de la formation vers d'autres secteurs essentiels à la mission, comme les services d'intervention d'urgence, pour lesquels ces technologies servent à la prise de meilleures décisions. Nous avons également étendu ces compétences aux marchés des soins de santé et des mines.

Connaissance approfondie des méthodes de formation et d'apprentissage

Avec plus de 65 ans d'expérience en simulation, nous sommes des spécialistes de l'industrie en matière de formation aéronautique et nous offrons une solution complète dans le domaine de la formation. Dans le secteur de l'aviation, nous travaillons constamment à introduire et à mettre en œuvre des moyens d'améliorer la sécurité et l'efficacité de la formation, de la formation initiale jusqu'à la formation des pilotes chevronnés. Par exemple, nous combinons des données de vol réelles et l'analyse des données de formation obtenues des centres de formation afin d'élaborer des programmes de formation et du contenu de briefing/débriefing fondés sur les faits, ce qui se traduit par des programmes de formation qui sont actuels, pertinents à l'égard des circonstances opérationnelles et pratiques, et utilisables en situation réelle. Citons aussi notre leadership du secteur en ce qui a trait à la mise en œuvre de formation dans le domaine de la récupération en cas de décrochage et de perte de contrôle visant précisément à préparer les pilotes aux conditions de vol défavorables et extrêmes. Nous tirons parti de notre expérience en matière d'élaboration de méthodes de formation et d'apprentissage en aéronautique en vue d'ajouter des technologies de modélisation et de simulation à nos solutions de formation dans les secteurs des soins de santé et des mines ainsi que d'améliorer les technologies existantes. Dans le secteur des soins de santé, nous offrons une expertise en formation et la plus importante gamme de produits de formation fondée sur la simulation du secteur, grâce à des entraîneurs et à des simulateurs chirurgicaux, de patients et d'échographie pour plus de 20 spécialités du secteur médical. Notre système de gestion des centres de simulation LearningSpace reproduit fidèlement les simulations réelles, permettant des séances de débriefing multimédia instantanées et l'amélioration continue de la formation, en plus de permettre aux clients de gérer de manière efficiente les coûts financiers et administratifs liés à l'exploitation de centres de simulation de toute taille, le tout par l'intermédiaire d'une seule solution Web. Dans le secteur minier, nous avons emprunté aux normes du secteur de l'aviation afin d'introduire de nouvelles solutions de formation des conducteurs de véhicules miniers.

Éventail complet de produits et services de formation

Nous offrons un vaste éventail de produits de formation, allant des entraîneurs de bureau au FFS, qui répondent aux besoins de formation de nos clients civils et militaires. Grâce à un important réseau de centres de formation, nous sommes aussi un chef de file mondial dans le domaine de la formation aéronautique. Cela nous permet de fournir une solution complète qui répond aux besoins des clients en matière de placement et de formation des pilotes. Nos programmes de formation au pilotage couvrent plus de 100 différents modèles d'aéronefs, y compris les avions de ligne, les avions d'affaires et les hélicoptères civils. Sur le marché de la défense, nos programmes portent sur les avions de transport, les hélicoptères, les entraîneurs pour avion-école, les appareils de ravitaillement en vol et les aéronefs de patrouille maritime. Notre gamme de services de formation comprend la formation initiale, périodique, à la certification de type et à la maintenance. Notre solution de dotation en pilotes civils ajoute de la valeur et fait croître les entreprises de nos clients en leur offrant des services de recrutement, d'évaluation, de sélection, de formation et, ultimement, de placement des pilotes au sein de leurs compagnies aériennes. De plus, nous offrons des services de formation initiale des pilotes par l'intermédiaire de CAE Oxford Aviation Academy.

Relations durables avec les clients

L'exécution de notre mission consistant à être le partenaire de choix de nos clients est illustrée par les liens que nous avons établis avec la majorité des compagnies aériennes, des exploitants d'aéronefs, des gouvernements et des constructeurs d'équipement d'origine (OEM) dans le monde. Notre vaste présence géographique nous permet de répondre rapidement et économiquement aux besoins des clients et de saisir de nouvelles occasions d'affaires tout en ayant une compréhension approfondie des lois et coutumes locales et en nous y conformant. Nous exploitons une flotte de plus de 245 simulateurs de vol et de missions dans plus de 45 établissements de formation civile, militaire et sur hélicoptère dans le monde afin de répondre aux nombreux besoins opérationnels de nos clients. Parmi nos milliers de clients, nous avons des accords de services de formation à long terme et de coentreprises avec plus de 20 importants transporteurs et exploitants du domaine de l'aviation dans le monde et nous avons tissé des liens avec environ 50 forces de défense dans quelque 35 pays.

Valeur reconnue

Nous sommes uniques dans le secteur de la simulation en ce sens que nous sommes la seule société véritablement mondiale à se spécialiser dans la modélisation, la simulation et la formation. Nous renforçons continuellement notre orientation, notre expérience et notre leadership technologique en positionnant la Société auprès des clients dans le monde. Nous investissons dans l'élargissement et le maintien de notre marque et de notre réputation en tant que société vouée à l'innovation afin d'aider nos clients à améliorer la sécurité, à être plus efficaces, à prendre des décisions plus éclairées et à être prêt pour les missions. Nous offrons la gamme la plus complète du secteur de l'aviation en matière de produits de simulation, de services de formation et de placement de membres d'équipage, et nous sommes en mesure de proposer une solution de formation adaptée aux exigences de chaque client. Nos produits de simulation sont parmi les mieux cotés de l'industrie sur le plan de la fiabilité et de la disponibilité. Cet avantage est essentiel puisque les simulateurs sont appelés à fonctionner jusqu'à 20 heures par jour, sept jours par semaine. Nous concevons des simulateurs que nos clients peuvent mettre à niveau par la suite, soit pour suivre l'évolution technique des appareils, soit pour satisfaire à de nouvelles règles de navigabilité. La marque CAE est synonyme des meilleures technologies de simulation du secteur et d'un soutien à la clientèle de premier plan, et nous faisons tout pour être le partenaire de choix de nos clients en matière de simulation et de formation.

Soutien technique des systèmes et processus de gestion des programmes éprouvés

Nous continuons de développer des solutions et de livrer des programmes complexes sur le plan technique pour assurer que les équipages et les troupes de partout dans le monde sont entraînés et prêts pour les missions. Nous avons fait nos preuves en matière de livraison de simulateurs pour des nouveaux appareils complexes dans les secteurs civil et militaire. Notre expérience et notre investissement continu en recherche et développement consolident notre leadership technologique et renforcent notre savoir-faire en gestion de programmes dotés de la simulation des capteurs aux fins d'activités en mer, d'environnements tactiques synthétiques aux fins d'activités navales et de chasse, ainsi que de technologies de visualisation et de bases de données communes qui produisent des environnements synthétiques immersifs et évolués pour fournir les scénarios de formation et de répétition de missions les plus efficaces possible.

Soutien à la clientèle de premier plan

Nous accordons une grande importance au soutien après-vente, lequel est souvent essentiel et peut nous valoir de nouveaux contrats de vente ainsi que des occasions d'affaires en prestation de services de mise à niveau et de maintenance. Nos pratiques en matière de soutien à la clientèle, notamment un portail client Web, un tableau de bord du rendement et des fiches de rendement automatisées, ont donné lieu à une amélioration du soutien à la clientèle selon les commentaires obtenus des clients.

Présence bien établie sur les nouveaux marchés et les marchés émergents

Nous sommes fiers d'être établis dans chacun de nos marchés dans le monde tout en conservant l'efficacité et les avantages d'être une entreprise internationale. Cette approche nous a permis de prendre la tête dans des marchés en croissance tels que la Chine, l'Inde, le Moyen-Orient, l'Amérique du Sud et l'Asie du Sud-Est, où nous sommes actifs depuis plusieurs décennies.

3.4 Nos activités

Nous sommes un chef de file mondial ayant un vaste éventail de capacités pour aider nos clients à atteindre des niveaux accrus de sécurité, d'efficacité opérationnelle, de capacités en matière de prise de décisions et de préparation aux missions. Nous offrons des solutions intégrées qui comportent souvent des contrats de plusieurs années avec nos clients afin de leur offrir un ensemble complet de produits et de services.

Nous desservons essentiellement quatre grands marchés à l'échelle mondiale :

- Le marché civil comprend les constructeurs, les grandes compagnies aériennes, les transporteurs régionaux, les exploitants d'avions d'affaires et d'hélicoptères civils, les centres de formation exploités par des tiers, les organismes de formation aéronautique (FTO), les organismes d'entretien, de réparation et de révision (MRO) et les entreprises spécialisées dans la location-financement d'appareils;
- Le marché militaire englobe les constructeurs OEM ainsi que les organismes gouvernementaux et les forces de défense du monde entier;
- Le marché des soins de santé regroupe des centres de simulation en milieu hospitalier et universitaire, des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des organisations paramédicales, des forces de défense, des entreprises médicales et des constructeurs OEM;
- Le marché minier comprend des sociétés minières d'envergure mondiale, des sociétés d'exploration, des sous-traitants du secteur minier et les plus importants cabinets d'experts-conseils de ce secteur.

MARCHÉ CIVIL

Formation et services associés – Civil (FS/C)

Ce secteur fournit des services de formation pour l'aviation commerciale, l'aviation d'affaires et sur hélicoptère à l'équipage de conduite, à l'équipage de cabine, au personnel de maintenance et au personnel au sol, ainsi que des services de formation initiale des pilotes et de placement de membres d'équipage

Nous sommes le principal fournisseur de services de formation sur avions commerciaux et sur hélicoptères dans le monde et le deuxième plus important fournisseur de services de formation pour l'aviation d'affaires. Nous dominons le marché dans les régions émergentes à forte croissance de la Chine, de l'Inde, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est. Grâce à notre important réseau de centres de formation à l'échelle mondiale, nous sommes présents dans tous les secteurs de l'aviation civile (aviation générale, aviation régionale et aviation commerciale), des exploitants d'hélicoptères et de l'aviation d'affaires. Nous exploitons actuellement 227 FFS et nous offrons de la formation et des services aéronautiques dans des centres de formation répartis dans plus de 25 pays partout dans le monde, notamment des services de formation des pilotes fondée sur la simulation, de placement de membres d'équipage et de formation initiale. Parmi nos milliers de clients, plus de 20 grandes compagnies aériennes et exploitants d'aéronefs du monde entier ont conclu avec nous des ententes de services de formation à long terme et des coentreprises. Nous offrons une gamme complète de solutions et services de formation, dont l'élaboration de programmes de formation, l'exploitation de centres de formation, la formation des pilotes, la formation des membres d'équipage, la formation des techniciens de maintenance, l'apprentissage en ligne et les didacticiels, et les services de consultation. En tant que chef de file des sciences aéronautiques, nous utilisons l'analyse des données de vol pour rendre les compagnies aériennes plus sécuritaires et améliorer la maintenance, les opérations aériennes et la formation. CAE Oxford Aviation Academy est le plus important réseau d'écoles de formation initiale dans le monde avec 11 écoles de pilotage et une capacité de formation de 2 000 élèves-pilotes par année. La division CAE Parc Aviation est le chef de file mondial dans le domaine du placement sur contrat de professionnels de l'aviation, fournissant actuellement plus de 1 400 pilotes, techniciens de maintenance et autres professionnels de l'aviation en affectation à des compagnies aériennes, à des constructeurs OEM et à des entreprises de location partout dans le monde.

Produits de simulation – Civil (PS/C)

Ce secteur conçoit, réalise et fournit des dispositifs de formation fondée sur la simulation et des systèmes visuels pour la formation aéronautique civile

Nous sommes le chef de file mondial de la fourniture de dispositifs de simulation de vol pour l'aviation civile, dont des simulateurs ainsi qu'une gamme complète de dispositifs intégrés d'entraînement aux procédures, de dispositifs de formation et d'outils d'apprentissage en ligne faisant appel aux mêmes logiciels haute fidélité de niveau D que ceux utilisés dans les simulateurs. Nous avons conçu et construit plus de FFS pour des compagnies aériennes nationales et régionales, des centres de formation exploités par des tiers et des constructeurs OEM que toute autre société. Nous avons acquis une grande expérience en matière de conception des premiers simulateurs sur le marché pour plus de 35 nouveaux modèles d'appareils. Ces dernières années, nous avons conçu des simulateurs pour l'Airbus A350 XWB, l'avion de transport de dimension moyenne d'AVIC, le Boeing 747-8, le jet régional de Mitsubishi (MRJ), les ATR42-600 et ATR72-600, les Bombardier CSeries, Global 5000/6000, Global 7000/8000 et Learjet 85, les Embraer Phenom 100 et 300, le Dassault Falcon 7X ainsi que les ARJ21 et C919 de Commercial Aircraft Corporation of China, Ltd. (COMAC). Tirant parti de notre important réseau de pièces de rechange et d'équipes de service, nous offrons également une gamme complète de soutien et de services, y compris le soutien d'urgence, la mise à niveau et la modernisation de simulateurs, les services de maintenance et le déménagement des simulateurs.

Tendances et perspectives commerciales

Dans le secteur de l'aviation commerciale, l'augmentation de la capacité des avions et du trafic passagers est surtout tributaire du produit intérieur brut (PIB). L'ensemble du secteur de l'aéronautique anticipe une croissance moyenne à long terme du trafic aérien d'environ 5 % par année au cours des deux prochaines décennies. Les taux de croissance dans certains marchés établis comme l'Europe ont été atténués par la récession, alors que la croissance dans les marchés émergents a surclassé la croissance moyenne mondiale. Aux États-Unis, les transporteurs ont entrepris le renouvellement de leur flotte d'aéronefs en faveur d'avions plus modernes et efficaces. Collectivement, la croissance du trafic aérien et les exigences liées au renouvellement de la flotte ont contribué au nombre élevé d'avions commerciaux en carnet, à l'intensification de la production des constructeurs OEM et à l'annonce de nouveaux programmes d'appareils.

La demande dans les secteurs de l'aviation d'affaires et des hélicoptères est surtout tributaire de la rentabilité des entreprises et de la conjoncture économique en général. Selon la Federal Aviation Administration (FAA) des États-Unis, le nombre de vols de jets d'affaires est demeuré stable au cours des 12 derniers mois. Le secteur affiche toujours un optimisme prudent quant à la poursuite de la reprise et à la croissance à long terme de l'aviation d'affaires; en conséquence, d'importants constructeurs d'avions d'affaires, dont Bombardier, Cessna, Dassault et Gulfstream, ont annoncé de nouveaux programmes d'appareils.

Dans le secteur PS/C, le niveau d'activité du marché est demeuré élevé au cours de l'exercice 2013 avec la vente de 35 FFS.

Les tendances à long terme suivantes constituent toujours le fondement de notre stratégie d'investissement sur le marché civil :

- Croissance à long terme prévue du trafic aérien;
- Demande dans les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien;
- Carnets de commandes et taux de livraison d'appareils;
- Plateformes d'appareils plus efficaces et évoluées;
- Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et membres d'équipage).

Croissance à long terme prévue du trafic aérien

Au cours de l'année civile 2012, le trafic passagers mondial a augmenté de 5,3 % par rapport à l'année civile 2011. Pour les trois premiers mois de l'année civile 2013, le trafic passagers a progressé de 4,2 % comparativement aux trois premiers mois de l'année civile 2012. Pour la même période, les marchés émergents ont réalisé les meilleures performances, le trafic passagers ayant affiché une croissance de 12,9 % au Moyen-Orient et une croissance respective de 5,7 % et de 5,3 % en Amérique latine et en Asie-Pacifique, tandis que le trafic passagers est demeuré stable en Europe. Au cours de la dernière année civile, la croissance moyenne du trafic passagers dans le monde est demeurée saine, quoique légèrement déprimée au second semestre de l'exercice, surtout en raison d'une croissance plus faible en Europe et en Amérique du Nord. Au cours des 20 dernières années, le trafic aérien a progressé à un taux moyen de 4,8 %. Cette moyenne devrait se maintenir pour les 20 prochaines années. Au titre des événements majeurs susceptibles de perturber cette croissance soutenue, mentionnons l'instabilité politique régionale, le terrorisme, les pandémies, les catastrophes naturelles, une hausse importante et soutenue du prix du carburant, une crise économique prolongée ou d'autres événements mondiaux importants.

Demande dans les marchés émergents liée à une croissance à long terme et au besoin d'infrastructures pour soutenir le trafic aérien

Le trafic aérien et l'activité économique des marchés émergents, tels que ceux de la Chine, de l'Europe de l'Est, du sous-continent indien, du Moyen-Orient, de l'Amérique du Sud et de l'Asie du Sud-Est, devraient continuer de connaître à long terme une croissance supérieure à celle des marchés parvenus à maturité comme l'Amérique du Nord et l'Europe de l'Ouest. Nous estimons que ces marchés seront les moteurs à long terme de la demande pour la vaste gamme de produits et de services que nous offrons. Nous sommes présents dans ces marchés émergents à forte croissance depuis plusieurs décennies et occupons une position de chef de file du marché, grâce à des activités, à des partenariats stratégiques ou à des coentreprises bien établis dans chacune de ces régions.

Carnets de commandes et taux de livraison d'appareils

Les constructeurs OEM d'avions commerciaux continuent d'assumer un carnet record de plus de 11 000 appareils. Notre secteur civil est essentiellement tributaire de la flotte déjà en service pour soutenir la demande : près des deux tiers de nos produits des activités ordinaires proviennent de la formation et des services qui appuient la flotte mondiale. Nos ventes de produits sont principalement liées aux livraisons d'appareils issus des chaînes de production des constructeurs OEM. Les transporteurs traditionnels américains ont entrepris le renouvellement de leurs flottes vieillissantes, comme en témoignent les commandes récentes de United/Continental Airlines et d'American Airlines. Des transporteurs européens, dont Turkish Airlines, Lufthansa et Ryanair, ont aussi passé des commandes massives d'appareils. Des transporteurs à faible coût comme Norwegian Air Shuttle en Europe ainsi que AirAsia et Lion Air en Asie ont passé des commandes auprès de constructeurs OEM pour la croissance de leurs flottes. Nous prévoyons que le rythme élevé et soutenu des livraisons d'appareils se traduira par le maintien d'une forte demande de produits de formation et aussi par une demande accrue de services.

Plateformes d'appareils plus efficaces et évoluées

Les plateformes d'appareils plus efficaces et évoluées vont entraîner une demande pour de nouveaux types de simulateurs et de programmes de formation. Une de nos priorités stratégiques est de nouer des partenariats avec les constructeurs pour être en position de profiter de nouvelles occasions d'affaires. Ces dernières années, nous avons conclu des contrats avec Bombardier pour les nouveaux avions CSeries et les avions Global 7000/8000, avec ATR pour l'appareil ATR42/72-600, avec Mitsubishi Aircraft Corporation pour l'appareil MRJ, avec Airbus pour l'appareil A350 XWB, avec AVIC pour l'avion de transport de taille moyenne et avec COMAC pour l'avion C919. Ces contrats nous permettent de tirer parti de notre expertise en modélisation, en simulation et en formation pour fournir des solutions de formation, dont des FFS de la Série CAE 7000, des dispositifs d'entraînement aux procédures CAE Simfinity^{MC} et des programmes de formation complets, et d'étendre notre réseau afin de répondre aux besoins des compagnies aériennes en matière de formation. La demande pour des plateformes nouvelles et plus efficaces est commandée par une meilleure souplesse opérationnelle, des frais de maintenance réduits, des coûts de carburant réduits, et l'amélioration des émissions et de l'empreinte environnementale. Les compagnies aériennes cherchent activement des moyens de réduire le coût du carburant et le risque lié à des fluctuations de celui-ci ainsi qu'à tirer parti des avantages qu'offrent les appareils et technologies de propulsion de nouvelle génération. Si un programme subit des retards sur les livraisons de nouveaux appareils, ces retards se répercutent aussi sur nos prises de commandes et nos livraisons de FFS.

Les exploitants de jets d'affaires exigent des appareils à haute performance

Les constructeurs d'appareils d'affaires ont annoncé leur intention de lancer, ou ont déjà lancé, de nouvelles plateformes dotées des dernières innovations technologiques, dont les Bombardier Learjet 70, 75 et 85, Global 7000/8000, les appareils de la série Embraer Legacy et Lineage 1000, les Gulfstream G650 ainsi que les Cessna Citation M2, Latitude et Longitude, afin d'améliorer la performance et les avantages pour les exploitants, notamment la portée, la rapidité, le confort et l'accessibilité de l'aviation d'affaires.

Demande à long terme et pénurie de professionnels de l'aviation qualifiés (pilotes, personnel de maintenance et membres d'équipage)

La demande mondiale devrait progresser à long terme

La croissance du marché de l'aviation civile a stimulé la demande en pilotes, en techniciens de maintenance et en agents de bord à l'échelle mondiale, ce qui a provoqué une pénurie de professionnels qualifiés dans plusieurs marchés, en particulier dans les marchés émergents à forte croissance. Les contraintes sur l'offre de pilotes comprennent le vieillissement des équipages, le nombre moins élevé de pilotes militaires qui se recyclent dans le secteur civil et la diminution des inscriptions dans les écoles techniques.

Les nouveaux modes d'attestation des pilotes sont davantage fondés sur la formation faisant appel à la simulation

La formation fondée sur la simulation pour obtenir une attestation de compétence de pilote commence à jouer un rôle encore plus important dans le monde avec la licence de pilote en équipage multiple (MPL) et la formation dans le domaine de la prévention et de la récupération en cas de décrochage et de perte de contrôle. L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et divers organismes de réglementation nationaux et régionaux du secteur de l'aviation ont mis en place de nouvelles exigences réglementaires, normes et directives en la matière.

La MPL est une méthode de rechange en matière de formation et d'attribution de licences qui place davantage l'accent sur la formation fondée sur la simulation afin d'amener les élèves-pilotes à devenir des copilotes dans un environnement propre aux transporteurs aériens. À ce jour, une cinquantaine de pays ont adopté des règles relatives aux MPL et plus de 15 d'entre eux appliquent déjà celles-ci aux fournisseurs de formation et aux transporteurs. Certains transporteurs font appel aux programmes de MPL de CAE en Asie et en Europe. Dans notre secteur d'activité, la MPL produit des résultats encourageants à l'échelle mondiale, et des centaines de titulaires d'une MPL dans le monde occupent maintenant des postes de pilotes auprès de leur transporteur. À mesure que la méthode de MPL poursuit son élan, il en résultera un recours accru à la formation fondée sur la simulation.

Enfin, les exigences proposées liées à la licence de pilote de ligne (ATPL) aux États-Unis prévoient également un recours plus important à la formation fondée sur la simulation, dont la formation spécialisée fondée sur la simulation dans le domaine de la prévention et de la récupération en cas de conditions météorologiques défavorables, de décrochage à haute altitude et de perte de contrôle. Ces exigences devraient être officialisées en août 2013.

MARCHÉ MILITAIRE

Nous croyons que, étant donné le contexte actuel du marché de la simulation, notre capacité de contribuer à la réduction des coûts liés à la préparation militaire des gouvernements et des forces de défense est unique. Trois importants facteurs font en sorte que nos activités du secteur de la défense se distinguent et sous-tendent le vaste bassin d'occasions pour nos solutions fondées sur la modélisation et la simulation. Tout d'abord, nous jouissons d'une position unique à l'échelle mondiale qui assure notre équilibre et notre diversité dans les marchés mondiaux de la défense. Nous avons ensuite notre solide expérience des plateformes d'appareils durables dont le cycle de vie devrait être long, dans le secteur de la défense comme dans le secteur humanitaire. Enfin vient le facteur le plus fondamental : la formation fondée sur la simulation offre une valeur considérable aux forces de défense dont les budgets sont restreints, mais qui doivent quand même assurer l'entraînement et un degré élevé de préparation.

Produits de simulation – Militaire (PS/M)

Ce secteur conçoit, réalise et fournit de l'équipement de formation militaire évolué et des outils logiciels pour les forces aériennes, terrestres et navales

Nous sommes un chef de file mondial dans les domaines de la conception et de la production d'équipements militaires de simulation de vol. Nous offrons des solutions permettant à nos clients de maintenir et d'améliorer leur sécurité, leur efficacité, leur préparation aux missions et leurs capacités à prendre des décisions. Nous développons du matériel de simulation, des systèmes d'entraînement et des outils logiciels pour une multitude d'aéronefs militaires, incluant des jets rapides, des hélicoptères, des avions d'entraînement, des aéronefs de patrouille en mer, et des avions de ravitaillement et de transport. Nous offrons également des solutions fondées sur la simulation aux forces terrestres et navales, dont une gamme de dispositifs d'entraînement pour les conducteurs et les tireurs de chars d'assaut et de véhicules blindés de combat, ainsi que des dispositifs d'entraînement virtuels à la maintenance. Nous avons livré des produits de simulation et des systèmes d'entraînement à plus de 50 exploitants du secteur de la défense dans environ 35 pays.

Formation et services associés – Militaire (FS/M)

Ce secteur fournit des services de formation clés en main, des solutions intégrées d'entreprise fondées sur la simulation ainsi que des solutions de maintenance et de soutien en service

Nous fournissons des services de formation clés en main, une expertise dans l'intégration des systèmes de formation et des services de soutien à la formation aux forces armées du monde entier. Nous fournissons aussi une gamme de services de soutien à la formation comme des services de soutien logistique, des services de maintenance, des services d'instruction en classe et l'entraînement sur simulateur dans plus de 80 établissements dans le monde, une variété de solutions intégrées d'entreprise fondées sur la modélisation et la simulation, et une gamme de solutions de soutien en service comme l'ingénierie des systèmes et la gestion du cycle de vie.

Tendances et perspectives commerciales

Les retards du processus d'approvisionnement des gouvernements continuent d'influer sur le calendrier d'obtention des contrats de défense et sur la croissance à court terme de nos produits des activités ordinaires et de notre résultat. Aux États-Unis, les compressions obligatoires sont entrées en vigueur en mars 2013, exacerbant un processus déjà lent pendant que les coupures budgétaires requises sont mises en œuvre. Malgré les pressions budgétaires dans certains marchés, nous continuons de présenter des soumissions pour un grand nombre de projets dans le monde et nous prévoyons continuer d'obtenir notre juste part des nouvelles activités. En Europe, les compressions au niveau de la structure des forces de défense et les plans d'investissements futurs revus à la baisse ont rétréci l'éventail de nouvelles possibilités. Cependant, nous maintenons un éventail d'activités récurrentes en fonction desquelles nous avons adapté l'ampleur de nos opérations. Alors que les États-Unis et l'Europe sont aux prises avec des marchés défavorables, nous constatons une augmentation des possibilités émanant de régions où les budgets de la défense sont en hausse, comme l'Asie et le Moyen-Orient, où CAE est bien établie et accroît sa présence. Pour l'exercice 2013, environ 35 % de nos nouvelles commandes proviennent de ces régions. En outre, il existe des indications encourageantes de la spécialisation de notre marché, et nous sommes convaincus que le recours à la formation fondée sur la simulation continuera d'augmenter dans l'avenir. En particulier, le Government Accountability Office des États-Unis a déclaré que la U.S. Navy et l'U.S. Air Force prévoient augmenter le pourcentage de la formation basée sur la simulation d'ici 2020.

Les tendances suivantes constituent toujours le fondement de l'utilisation de nos produits fondés sur la simulation et de nos services dans le secteur de la défense :

- Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation;
- Partenaire de choix des constructeurs OEM en matière de simulation et de formation;
- Recours à la modélisation et à la simulation pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions;
- Intérêt de l'impartition des services de formation et de maintenance;
- Besoins en matière de formation synthétique pour les répétitions de missions, y compris la formation en coopération et la formation de forces interarmées.

Volonté clairement exprimée des gouvernements et des forces de défense d'avoir davantage recours à la modélisation et à la simulation

Les forces de défense et les gouvernements sont de plus en plus nombreux à adopter des programmes de formation fondée sur la simulation en raison de la plus grande efficacité, des coûts nettement plus faibles, des contraintes opérationnelles moindres en ce qui concerne les aéronefs qui se déprécient plus rapidement que prévu, et des risques moins élevés que la simulation apporte par rapport à la formation sur le matériel d'armes réel. La formation sur simulateur réduit aussi le nombre d'heures de vol sur les aéronefs et permet d'entraîner les pilotes à faire face à des situations qui, en vol réel, pourraient mettre en péril l'avion ou l'équipage et les passagers. L'U.S. Air Force, qui est le plus grand consommateur d'énergie du gouvernement américain, estime que ses coûts liés au carburant ont augmenté de plus de 225 % au cours de la dernière décennie. La montée du prix du carburant est l'un des facteurs qui favorisent l'adoption plus généralisée de la formation fondée sur la simulation. À l'inverse de l'aviation civile où le recours à la formation sur simulateur est courant, les forces armées n'ont pas l'obligation réglementaire de former leurs pilotes sur simulateur, et la nature de la formation axée sur les missions exige au moins un certain degré de formation sur appareil.

Nous commençons à voir des forces armées qui prévoient le recours accru à la simulation dans le cadre de leur programme de formation global. Par exemple, la U.S. Navy indique que la place réservée à la formation fondée sur la simulation sur certaines de ses plateformes pourrait atteindre près de 50 % d'ici 2020, et l'U.S. Air Force apporte d'importantes améliorations à sa flotte d'entraîneurs au vol opérationnel KC-135, en plus d'acquérir de nouveaux entraîneurs aux systèmes d'armes à l'intention des opérateurs de perche. L'objectif consiste à accroître la quantité de formation synthétique pour les équipages d'avions-citernes KC-135 afin de réduire les coûts globaux, à prolonger la durée d'utilité des aéronefs et à harmoniser l'utilisation des aéronefs avec les exigences opérationnelles. Le coût du carburant, les impacts défavorables sur l'environnement et les dommages causés par l'usure des systèmes d'armement et des aéronefs sont autant d'arguments en faveur d'un recours accru à la simulation et à la formation synthétique. Étant donné les coûts associés à l'exécution d'exercices de formation sur appareil, la plupart des organisations militaires prévoient modifier l'équilibre entre la formation sur appareil et la formation virtuelle et constructive (informatisée) pour consacrer une plus grande partie du programme de formation sur la simulation virtuelle et constructive à la maison mère. Par exemple, pour réduire les coûts, l'armée américaine envisage de réduire l'utilisation de la formation sur appareil et en transférer une partie à la simulation virtuelle et constructive, ce qui entraînera des possibilités pour les dispositifs et les services de formation. Nous sommes d'avis que CAE est une des clés de la baisse des coûts de formation tout en maintenant ou en améliorant la préparation.

Partenaire de choix des constructeurs OEM en matière de simulation et de formation

Nous nous allions à des constructeurs du secteur de la défense en vue de renforcer nos liens avec ceux-ci et de nous positionner pour saisir des occasions d'affaires. Les constructeurs OEM ont mis sur le marché de nouvelles plateformes et ils continuent de mettre à niveau et de prolonger la durée de vie des plateformes existantes, ce qui alimente la demande mondiale de simulateurs et de services de formation. Par exemple, Boeing a conçu le nouvel aéronef de patrouille en mer P-8A; Airbus Military a vendu et continue de commercialiser l'A330 MRTT et le C295 partout dans le monde; Lockheed Martin commercialise avec succès des variantes de l'avion de transport C-130J Hercules; Alenia Aermacchi et BAE Systems vendent les avions d'entraînement M-346 et Hawk pour la formation initiale des pilotes de chasse; et AgustaWestland poursuit la conception d'un éventail d'hélicoptères comme l'AW139 et l'AW189. Nous avons des relations bien établies avec chacun des constructeurs OEM pour ces plateformes.

Recours à la modélisation et à la simulation pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions

La modélisation et la simulation servaient jusqu'à ce jour au soutien à la formation, et elles sont de plus en plus appliquées dans l'ensemble du cycle de vie du programme, y compris pour l'aide à l'analyse et à la prise de décisions. Nous constatons que les gouvernements et les forces militaires cherchent à appliquer les environnements synthétiques fondés sur la simulation pour appuyer les programmes de recherche et de développement, la conception et l'essai des systèmes, l'analyse des renseignements, l'intégration et l'exploitation, ainsi que pour fournir les outils d'aide à la prise de décisions nécessaires au soutien relatif à la planification des missions. Par exemple, nous avons mis en place un centre national de modélisation et de simulation (CNMS) pour le ministère de la Défense du Brunei, et nous sommes d'avis qu'il existe d'autres occasions de développement de centres de modélisation et de simulation intégrés.

Intérêt de l'impartition des services de formation et de maintenance

Les forces de défense et les gouvernements scrutent leurs dépenses pour trouver des moyens de réduire les coûts et de permettre aux militaires en service actif de se concentrer sur les besoins opérationnels, ce qui a un impact sur les budgets et les ressources de la défense. Une tendance croissante se dessine dans les milieux militaires d'étudier l'impartition de divers services de formation, tendance qui devrait se maintenir. Les gouvernements se tournent vers l'industrie pour la prestation de services de formation parce que celle-ci peut souvent s'exécuter plus rapidement et à moindres coûts.

Besoins en matière de formation synthétique pour les répétitions de missions, y compris la formation en coopération et la formation de forces interarmées

Les forces de défense se tournent de plus en plus vers la formation synthétique pour satisfaire dans une plus large mesure leurs besoins en matière d'entraînement aux missions. Les solutions technologiques fondées sur la simulation permettent aux clients du secteur militaire de planifier des missions très élaborées et de mener des répétitions de missions complètes dans un environnement synthétique, en complément aux entraînements et aux exercices de préparation traditionnels. La formation synthétique offre aux militaires un moyen économique de s'entraîner à toute sorte de scénarios en maintenant leur état de préparation au niveau optimal. Les alliés coopèrent et créent des forces interarmées et de coalition, ce qui entraîne une demande d'exercices d'entraînement et d'opérations menés en coopération et en réseau. Les dispositifs d'entraînement qui peuvent être mis en réseau afin d'entraîner des équipages différents et de permettre des formations en réseau sur une série de plateformes sont de plus en plus importants étant donné que les forces de défense souhaitent de plus en plus effectuer des exercices de préparation aux missions dans un environnement synthétique. Nous préconisons activement les architectures de simulation ouvertes et standardisées, comme la base de données commune (CDB), ainsi que de nouvelles capacités comme l'environnement synthétique dynamique (DSE) de CAE, qui facilitent les répétitions de missions et l'entraînement conjoint en réseau.

NOUVEAUX MARCHÉS PRINCIPAUX (NMP)

Marché des soins de santé

La formation fondée sur la simulation est de plus en plus considérée comme l'un des moyens les plus efficaces de préparer les praticiens à prodiguer des soins aux patients et à réagir aux situations de crise tout en réduisant le risque global pour les patients. Par l'entremise d'acquisitions et de partenariats avec des experts du secteur des soins de santé, nous mettons à contribution nos connaissances, notre expérience et nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation afin de fournir des technologies et des solutions de formation innovatrices qui permettront d'améliorer la sécurité et l'efficacité de ce secteur. Notre objectif est d'offrir aux étudiants et aux praticiens des outils réalistes très complets pour les aider à perfectionner leurs compétences et à mieux se préparer à traiter leurs patients. Notre offre, qui intègre la modélisation et la simulation, va de la création de programmes de formation au déploiement d'une gamme étendue de simulateurs par spécialité. Le marché de la simulation pour les soins de santé croît rapidement avec des centres de simulation qui deviennent la norme dans les écoles de soins infirmiers et les écoles de médecine, tandis que les établissements d'enseignement ont maintenant recours à la technologie et à la simulation pour faire concurrence aux institutions publiques.

Nous générons des produits des activités ordinaires dans cinq principaux secteurs : les simulateurs de patients; les simulateurs chirurgicaux; les simulateurs d'échographie; les applications et les didacticiels de formation; et les systèmes de gestion de centres de formation. Nos simulateurs de patients offrent un niveau élevé de crédibilité et de réalisme, ce qui permet aux étudiants et aux praticiens d'intervenir rapidement avec des mesures cliniques qui peuvent sauver des vies. Nos simulateurs chirurgicaux sont dotés d'une technologie haptique permettant aux étudiants et aux praticiens de s'entraîner et d'acquérir les compétences requises pour effectuer des interventions minimalement invasives, comme des bronchoscopies, des endoscopies et un remplacement de valves cardiaques. Nos solutions d'échographie font appel à l'apprentissage en ligne, à des modèles de formation à l'échographie, à des mannequins et à un affichage 3D animé en temps réel, ce qui permet aux apprenants et aux praticiens de se familiariser avec l'échographie diagnostique au chevet du patient. Nos applications d'apprentissage fondé sur la simulation, comme les modules d'apprentissage, l'apprentissage en ligne et les applications mobiles, fournissent des outils de simulation pouvant être intégrés au milieu de travail hospitalier ou à de grands établissements de formation, ce qui permet d'optimiser le temps d'apprentissage de l'étudiant grâce à la livraison de contenu à distance, de même que d'effectuer des expériences et des évaluations autogérées. Nos solutions de gestion de centres de simulation médicale sont conçues pour simplifier les opérations entourant la gestion d'activités complexes de simulation, d'évaluation, d'enregistrement et de débriefing, de même que l'apprentissage.

CAE Santé est un chef de file des technologies fondées sur la simulation dans le domaine de la santé, comptant plus de 8 000 livraisons de simulateurs de patients, d'échographie et de chirurgie dans des écoles de médecine, des écoles de soins infirmiers, des hôpitaux, des forces de défense et d'autres entités. CAE Santé a maintenant des bureaux au Canada, aux États-Unis, en Hongrie et en Allemagne et compte plus de 300 employés qui collaborent avec une équipe de 50 formateurs cliniques et un réseau de 45 distributeurs dans 60 pays.

Tendances et perspectives commerciales

Le marché des soins de santé fondés sur la simulation est surtout concentré sur la formation; il englobe l'exploitation, la maintenance et la fourniture de tous les types de technologies de simulation et sa valeur est estimée à plus de 850 millions \$. La plus importante part de ce marché représente le secteur des simulateurs de patients, qui devrait connaître une croissance dans les deux chiffres au cours des prochaines années en raison du besoin d'assurer la sécurité des patients et d'améliorer l'efficacité et l'efficacités de la formation en soins de santé avec l'aide de la technologie de simulation. Nous voulons que CAE Santé soit à l'avant-garde de l'adoption de solutions de formation fondée sur la simulation pour les praticiens et qu'elle contribue à la sécurité des patients, ce qui permettra de sauver des vies tout en réduisant le coût global de la formation.

La simulation médicale permet aux étudiants et aux praticiens d'appliquer les procédures dans un environnement où les erreurs n'entraînent pas de conséquences non souhaitées. Les erreurs médicales entraînent de 50 000 à 100 000 décès par année aux États-Unis seulement, selon le rapport publié par l'Institute of Medicine (IOM) intitulé *To Err is Human: Building a Safer Health System*. Les simulateurs médicaux peuvent contribuer à réduire les erreurs de procédures en travaillant essentiellement à changer l'évaluation des compétences et la formation des praticiens en soins de santé, exactement comme les simulateurs de vol ont révolutionné la formation et l'attestation des pilotes il y a des décennies de cela. Outre 850 000 médecins actifs et 67 000 étudiants en médecine, on compte quelque 3 millions d'infirmiers et 250 000 élèves-infirmiers aux États-Unis, ainsi que 8,8 millions de médecins et 14,5 millions d'infirmiers dans le monde.

La demande pour nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Utilisation de simulateurs de patients;
- Utilisation accrue de la chirurgie endoscopique;
- Développement d'applications technologiques en imagerie pour les soins de santé;
- Augmentation du coût des soins de santé;
- Pénurie de fournisseurs de services.

Utilisation de simulateurs de patients

Les simulateurs de patients sont les simulateurs les plus couramment utilisés dans les marchés de l'éducation et de la formation en soins de santé. Les simulateurs de patients ont été conçus et développés pour un éventail d'applications en matière d'éducation et de formation des praticiens. La simulation de patients réduit la fréquence et la gravité des erreurs médicales tout en améliorant les soins fournis aux patients grâce à un apprentissage clinique des événements risqués et peu fréquents.

La simulation de patients offre aussi aux praticiens la possibilité de s'exercer à soigner des problèmes aigus comme l'obstruction des voies aériennes, les arrêts cardiaques, les hémorragies, les états de choc et diverses autres situations d'urgence courantes. Grâce aux simulateurs, les intervenants peuvent acquérir une expérience de chaque situation clinique en évaluant les symptômes, en posant les gestes appropriés et en gérant la réaction du simulateur aux divers traitements.

Utilisation accrue de la chirurgie endoscopique

La chirurgie endoscopique est réalisée au moyen de petites incisions chirurgicales pratiquées grâce à des instruments chirurgicaux spécialisés ainsi qu'à l'imagerie endoscopique ou une autre imagerie chirurgicale. Compte tenu des avantages de la chirurgie endoscopique, comme la diminution du traumatisme pour le patient et périodes d'hospitalisation plus courtes, on assiste à une augmentation de l'utilisation de cette technique dans un certain nombre de procédures chirurgicales qui étaient, auparavant, invasives. Les progrès constants de la technologie chirurgicale et des techniques de chirurgie endoscopique pour diverses procédures font de la chirurgie un important élément moteur de la formation fondée sur la simulation.

Développement d'applications technologiques en imagerie pour les soins de santé

L'intégration de l'imagerie au secteur des soins de santé a augmenté en raison de la réforme de la réglementation sur les soins de santé, du développement de produits technologiques abordables et de la sensibilisation accrue du secteur aux avantages de la mise en œuvre de la technologie. La sensibilisation accrue des patients aux options technologiques de remplacement en chirurgie et aux autres procédures médicales a aussi contribué à inciter les assureurs et les fournisseurs de services à accepter et à mettre en œuvre des technologies de l'information et des technologies évoluées d'imagerie. Par exemple, l'échographie au chevet est devenue un outil irremplaçable dans la prise en charge de patients gravement atteints. Les appareils d'échographie portatifs offrent un formidable potentiel dans la mesure où ils peuvent fournir au chevet du patient des données diagnostiques immédiates qu'un examen clinique seul ne pourrait pas révéler. À condition que les praticiens l'utilisant pour effectuer des examens hors laboratoire soient correctement formés, l'appareil d'échographie portatif peut représenter un avantage énorme pour l'évaluation au chevet et le traitement des patients en soins intensifs.

Augmentation du coût des soins de santé

L'augmentation des services de première ligne et du coût de ceux-ci est en corrélation avec la croissance de la population et l'expansion de la couverture des soins de santé. L'augmentation de l'espérance de vie et la génération du baby-boom ont entraîné une demande importante pour des services liés aux maladies chroniques et au vieillissement de la population. De plus, il existe un consensus parmi les économistes de la santé sur le fait que la hausse du coût et des dépenses de soins de santé découle principalement de l'adoption à grande échelle des technologies médicales et d'un nombre accru de services et de traitements médicaux complexes tant pour les patients hospitalisés que pour les patients externes. L'adoption répandue des technologies médicales et le nombre accru de services médicaux complexes pourraient à la limite se traduire par une augmentation de la demande en produits et services de formation. Les experts ont démontré que l'utilisation de la simulation médicale améliore les résultats sur les patients et réduit les taux d'erreur, ce qui aide à atténuer le taux d'augmentation du coût global des soins de santé.

Pénurie de fournisseurs de services

On s'attend à des pénuries de médecins dans les secteurs des soins de première ligne, de la médecine familiale et de la médecine spécialisée. Les simulateurs médicaux et chirurgicaux virtuels favoriseront la formation des médecins et des professionnels de la santé en contribuant à soulager les goulots d'étranglement et à améliorer l'efficacité de la formation. Le vieillissement de la population intensifie la demande en soins de santé, tandis que le vieillissement des travailleurs de la santé augmente le risque lié au roulement de personnel dans les hôpitaux. Dans l'Union européenne, le secteur des soins de santé pourrait accuser un déficit de un million de professionnels de la santé en 2020, soit jusqu'à 600 000 infirmiers et 230 000 médecins. Selon le Bureau of Labor Statistics des États-Unis, le nombre d'infirmiers actifs sera porté à 3,45 millions en 2020, en hausse de 26 % par rapport à 2010. La croissance de la demande d'infirmiers et le besoin de remplacer les infirmiers vieillissants pourraient se traduire par l'entrée de 1,2 million d'infirmiers sur le marché du travail d'ici 2020. L'Organisation mondiale de la Santé a également indiqué que les pénuries sont critiques dans 57 pays, ce qui représente l'équivalent d'un déficit global de 2,4 millions de médecins, d'infirmiers et de sages-femmes à l'échelle mondiale. Lorsque les nouveaux diplômés entreront sur le marché du travail, les hôpitaux auront de plus en plus besoin de programmes d'intégration qui transforment les nouveaux infirmiers en praticiens compétents d'une manière efficace et efficiente. La simulation est en train d'effectuer la transition de la salle de classe vers la pratique clinique en tant qu'environnement sécuritaire de formation clinique.

Marché des mines

Nous avons des clients dans plus de 90 pays, qui sont desservis par nos bureaux en Afrique du Sud, en Australie, au Brésil, au Canada, au Chili, aux États-Unis, en Inde, au Kazakhstan, au Mexique, au Pérou et au Royaume-Uni. Nous fournissons des produits et services pour l'exploitation à ciel ouvert et l'exploitation souterraine aux sociétés minières, qui vont des grandes sociétés diversifiées aux jeunes sociétés minières et de consultation.

Nous générons des produits des activités ordinaires en fournissant des produits et services dans l'ensemble de la chaîne de valeur du marché minier. Nos logiciels sont utilisés pour la gestion des données géologiques et d'exploration, la stratégie minière, l'optimisation, la conception détaillée et la planification de toutes les méthodes d'exploitation minière et des matières premières. Nos services de consultation technique incluent plus de 100 géologues et ingénieurs expérimentés, répondant aux besoins des clients, comme la gestion des programmes de forage exploratoire, des études minières, l'évaluation des ressources, les services techniques sur place et les projets d'amélioration des affaires. Nos simulateurs d'exploitation minière CAE Terra, développés durant l'exercice 2012, mettent à profit notre expérience en matière de simulation pour offrir un degré de réalisme incomparable. Nos simulateurs sont dotés d'un système complet de gestion des stagiaires, d'outils de planification des cours et d'un poste de l'instructeur équipé d'écrans tactiles interactifs. Nos services de formation incluent la planification du perfectionnement de la main-d'œuvre, l'analyse des besoins en formation, le développement professionnel dans des disciplines techniques et la conception et la mise en œuvre de programmes de formation des opérateurs. Notre didacticiel de formation des opérateurs est conçu pour diverses méthodes d'apprentissage, soit l'apprentissage à distance au rythme de chacun, la formation en classe donnée par un instructeur, la formation pratique et les scénarios fournis dans nos simulateurs haute fidélité.

Tendances et perspectives commerciales

Nos clients font appel à notre technologie et à nos services pour accroître la productivité et la sécurité. La demande pour nos produits et services est déterminée par les facteurs suivants :

- Pénurie de compétences;
- Priorité accordée aux questions de santé et sécurité;
- Baisse des teneurs et hausse de la consommation d'énergie se traduisant par l'accroissement du coût d'extraction;
- Gestion et contrôle de l'exploitation.

Pénurie de compétences

La pénurie de compétences dans de nombreuses régions exerce des pressions sur les salaires et sur les coûts des projets. À défaut d'une hausse importante du nombre de travailleurs expérimentés ou de la mise en œuvre de nouvelles technologies permettant d'intensifier la production avec moins de travailleurs, la croissance de l'approvisionnement sera entravée. La pénurie de compétences fera probablement stimuler la demande de formation supplémentaire.

Priorité accordée aux questions de santé et sécurité

Les sociétés continuent de cibler l'amélioration des normes de santé et sécurité au moyen de percées technologiques et d'intensification de la formation axée sur les compétences pour créer un effectif plus compétent et mieux formé. Les sociétés minières se tournent vers l'équipement automatisé, le contrôle à distance des activités et la formation fondée sur la simulation pour améliorer la sécurité dans son ensemble.

Baisse des teneurs et hausse de la consommation d'énergie se traduisant par l'accroissement du coût d'extraction

Au cours des 30 dernières années, la teneur moyenne des corps minéralisés a diminué de moitié et la quantité de déchets de roche a plus que doublé, ce qui s'est traduit par la hausse de la consommation d'énergie et du coût d'extraction. En raison de la volatilité du prix des minéraux et du coût de l'énergie, le secteur doit adopter des stratégies différentes. Ces dernières incluront l'utilisation accrue d'outils d'optimisation, de la simulation et de l'analyse de scénarios afin de maximiser la valeur et de maintenir la viabilité des activités en cours, dans le but d'aider les sociétés minières à privilégier la récupération de métal au lieu de maximiser la capacité. Nous sommes activement impliqués dans la recherche de solutions technologiques pour la récupération de métaux en utilisant le moins d'énergie possible. Nos outils existants pour l'optimisation et l'analyse de scénarios aident les sociétés minières à répondre à l'évolution des prix et aux coûts des intrants afin de maximiser le potentiel de leurs opérations existantes.

Gestion et contrôle de l'exploitation

En raison de l'étendue et de la complexité croissantes de l'exploitation, les sociétés minières sont à la recherche de solutions de surveillance en temps réel, de coordination, de prise de décisions et de contrôle à distance d'actifs fixes et mobiles. Nous collaborons dans des marchés du monde entier et fournissons aux exploitants miniers la possibilité d'intégrer nos systèmes miniers largement utilisés à d'autres technologies de gestion opérationnelle.

3.5 Variations de change

Tous les montants présentés sont en dollars canadiens. Nous mesurons les actifs, les passifs et les transactions libellés en monnaies étrangères selon divers taux de change, comme l'exigent les IFRS.

Les tableaux ci-après montrent les variations des taux de change à la clôture et des taux de change moyens applicables à nos trois principales monnaies opérationnelles.

Nous avons utilisé les taux de change de clôture ci-dessous pour convertir la valeur des actifs, des passifs et du carnet de commandes en dollars canadiens à la clôture de chacune des périodes suivantes :

	2013	2012	Augmentation/ (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,02	1,00	2 %
Euro (€)	1,30	1,33	(2 %)
Livre sterling (£)	1,54	1,60	(4 %)

Les taux de change moyens utilisés pour convertir les produits des activités ordinaires et les charges étaient les suivants :

	2013	2012	Augmentation/ (diminution)
Dollar américain (\$ US)	1,00	0,99	1 %
Euro (€)	1,29	1,37	(6 %)
Livre sterling (£)	1,58	1,58	-

Pour l'exercice 2013, la conversion en dollars canadiens des résultats de nos établissements à l'étranger s'est traduite par une diminution de 19,6 millions \$ des produits des activités ordinaires et par une augmentation de 1,4 million \$ du résultat net par rapport à l'exercice 2012.

Les variations des taux de change se répercutent sur trois grands champs d'activité :

– **Notre réseau d'établissements de formation et de services à l'étranger**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées par nos établissements de formation et de services à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette de ces établissements et le montant net des investissements. Les profits ou les pertes résultant de la conversion du montant net des participations dans un établissement à l'étranger sont reportés dans le poste des différences de conversion (cumul des autres éléments du résultat global), qui est présenté dans la section capitaux propres de l'état consolidé de la situation financière. Toute incidence d'une fluctuation des taux de change sur la rentabilité nette influencera immédiatement le compte consolidé de résultat de même que les comparaisons entre exercices et entre trimestres.

– **Nos activités de produits de simulation hors du Canada (Australie, Allemagne, États-Unis, Inde, Royaume-Uni et Singapour)**

La plupart des produits des activités ordinaires dégagés et des dépenses engagées au chapitre de ces activités par les établissements à l'étranger le sont essentiellement dans la monnaie du pays, hormis certains achats de données et d'équipements qui peuvent occasionnellement être effectués dans d'autres monnaies, tout comme les travaux effectués par nos activités de fabrication au Canada. Les variations du cours des monnaies étrangères par rapport au dollar canadien ont une incidence sur la rentabilité nette des activités et le montant net des participations dans ces établissements, exprimés en dollars canadiens, comme nous l'expliquons plus haut.

– Nos activités de produits de simulation au Canada

Même si les actifs nets des activités que nous menons au Canada ne sont pas exposés aux variations du cours des monnaies étrangères (sauf les comptes débiteurs et créditeurs libellés en monnaies étrangères), une part importante des produits des activités ordinaires annuels que nous réalisons à partir du Canada est libellée en monnaies étrangères (principalement en dollars américains et en euros), et une part importante des dépenses est engagée en dollars canadiens.

De façon générale, les paiements échelonnés sur les contrats de vente libellés en monnaies étrangères font l'objet d'une transaction de couverture visant à nous mettre au moins partiellement à l'abri du risque de change. Puisque moins de 100 % de nos produits des activités ordinaires sont couverts, il n'est pas possible d'offrir une couverture parfaite contre les incidences des fluctuations des taux de change, qui se font par conséquent partiellement ressentir sur le compte consolidé de résultat.

Nous détenons toujours un éventail de positions de couverture de change afin de protéger une partie de nos produits des activités ordinaires futurs des risques de volatilité du taux de change entre le dollar canadien et les monnaies étrangères. Nous couvrons une partie des produits des activités ordinaires de façon que la partie non couverte corresponde à la composante coûts étrangers du contrat. En ce qui concerne le solde des produits des activités ordinaires futurs prévus, nos activités de fabrication au Canada restent exposées aux variations de la valeur du dollar canadien.

Afin de réduire la variabilité de certains coûts de fabrication comptabilisés en dollars américains et en euros, nous effectuons des transactions de couverture de coûts libellés en monnaies étrangères à l'égard de certains éléments entrant dans notre processus de fabrication.

Analyse de sensibilité

Nous avons réalisé une analyse de sensibilité en vue de déterminer l'effet à court terme des variations de change. Aux fins de cette analyse de sensibilité, nous avons évalué les sources des produits des activités ordinaires et des charges libellés en devises et déterminé que le risque de change sur une base consolidée se manifestait principalement dans deux secteurs, à savoir :

- Les produits des activités ordinaires et les charges en devises liés aux activités de fabrication au Canada – nous prenons des couvertures sur une partie des risques;
- La conversion des opérations en devises à l'étranger. Le risque couru à cet égard concerne principalement notre résultat opérationnel.

Dans un premier temps, nous avons calculé les produits des activités ordinaires et les charges par devise en vue d'établir le résultat opérationnel dans chaque devise. Nous en avons ensuite soustrait le montant des produits des activités ordinaires faisant l'objet d'une couverture pour arriver au risque net par devise. Puis, nous avons ajouté le risque net des établissements à l'étranger pour arriver au risque de change consolidé pour chacune des devises.

Enfin, nous avons réalisé une étude de sensibilité visant à déterminer l'effet qu'aurait une dépréciation de 1 cent du dollar canadien par rapport à chacune des trois autres devises. Le tableau ci-après présente l'effet type de cette variation (après impôts) sur nos produits des activités ordinaires et notre résultat opérationnel annuels, ainsi que notre risque net :

Risque (<i>en millions</i>)	Produits des activités ordinaires	Résultat opérationnel	Couverture	Risque Net
Dollar américain (\$ US)	10,4 \$	2,8 \$	(2,2) \$	0,6 \$
Euro (€)	3,9	0,2	(0,1)	0,1
Livre sterling (£)	1,4	0,3	(0,1)	0,2

Un raffermissement probable de 1 cent du dollar canadien aurait eu l'effet contraire.

3.6 Mesures hors PCGR et autres mesures financières

Le présent rapport de gestion comprend des mesures hors PCGR et d'autres mesures financières. Les mesures hors PCGR fournissent une information utile et complémentaire aux mesures financières normalisées établies conformément aux PCGR. Le lecteur doit se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux PCGR, de les substituer à celles-ci ou de les comparer aux mesures similaires qu'utilisent d'autres sociétés.

Capital utilisé

Le capital utilisé est une mesure hors PCGR par laquelle nous évaluons et contrôlons combien nous investissons dans notre entreprise. Nous mesurons ce capital de deux points de vue :

Du point de vue de l'utilisation qui en est faite :

- Au niveau d'ensemble de l'entreprise, en prenant le montant total de l'actif (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite de la dette à long terme, partie courante comprise);
- Au niveau sectoriel, en prenant le montant total de l'actif (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des actifs d'impôt et des autres actifs non opérationnels) et en soustrayant le montant total du passif (déduction faite des passifs fiscaux, de la dette à long terme, partie courante comprise, des obligations relatives aux redevances, des obligations au titre des avantages du personnel et des autres passifs non opérationnels).

Du point de vue de la provenance du capital :

- Pour voir d'où provient notre capital, nous faisons la somme de la dette nette et des capitaux propres.

Carnet de commandes

La valeur du carnet de commandes est une mesure financière hors PCGR qui nous indique à combien se montent en principe les commandes que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées.

- Pour les secteurs PS/C, PS/M et FS/M, nous considérons qu'une commande est en carnet dès l'instant où nous avons signé avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties (obligations reprises dans le contrat ou la commande);
- Les contrats militaires sont ordinairement exécutés sur de longues périodes, et certains doivent être reconduits tous les ans. Pour les secteurs PS/M et FS/M, nous n'inscrivons un contrat dans le carnet de commandes que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement;
- Dans le cas du secteur FS/C, nous prenons en compte les produits des activités ordinaires attendus des contrats de formation à court et à long terme dès que nous avons de la part des clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur ce paiement de la part de nos clients acquis.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes correspond au total des commandes divisé par le total des produits des activités ordinaires de la période.

Commandes non financées

Les commandes non financées sont une mesure hors PCGR qui représente les commandes fermes des secteurs militaires que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. Nous tenons compte des options non exercées dont la probabilité d'exercice est élevée, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée.

Dépenses d'investissement en immobilisations (maintenance et croissance)

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure hors PCGR que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique.

Dette nette

La dette nette est une mesure hors PCGR qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte les actifs liquides tels que la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Dette nette ajustée

La dette nette ajustée est une mesure hors PCGR par laquelle nous contrôlons le niveau de notre dette nette sans tenir compte des obligations supplémentaires au titre des contrats de location-financement. Nous surveillons cet indicateur et nous croyons que les lecteurs de notre rapport de gestion l'utilisent pour évaluer notre rendement avec les sociétés semblables. Pour la calculer, nous soustrayons du total de notre dette à long terme, y compris la partie courante de la dette à long terme, la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les obligations au titre des contrats de location-financement.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure hors PCGR qui nous indique les sommes dont nous disposons pour faire croître l'entreprise, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité. Ils correspondent à la trésorerie nette dégagée des activités opérationnelles maintenues, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les autres actifs sans lien avec la croissance et les dividendes versés et à laquelle est ajouté le produit de la cession d'immobilisations corporelles.

Fonds de roulement hors trésorerie

Le fonds de roulement hors trésorerie est une mesure hors PCGR qui nous indique combien d'argent notre entreprise immobilise dans son fonctionnement au quotidien. Il correspond à la différence entre l'actif courant (abstraction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que de la partie courante des actifs disponibles à la vente) et le passif courant (abstraction faite de la partie courante de la dette à long terme et de la partie courante des passifs liés aux actifs disponibles à la vente).

Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont une mesure financière que nous utilisons pour évaluer les dépenses directement attribuables aux activités de recherche et de développement que nous avons comptabilisées en charges au cours de la période, déduction faite des crédits d'impôt à l'investissement et des contributions gouvernementales.

Marge brute

La marge brute est une mesure hors PCGR qui correspond au résultat opérationnel dont sont déduits les frais de recherche et de développement, les frais de vente, généraux et d'administration, le montant net des autres (profits) pertes de même que les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition.

Nombre équivalent de simulateurs actifs

Le nombre équivalent de simulateurs actifs (NESA) est une mesure financière qui nous indique le nombre moyen de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des produits des activités ordinaires au cours de la période. Dans le cas d'un centre exploité en contrepartie à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NESA que la moitié des simulateurs de vol en service dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des produits des activités ordinaires.

Rendement du capital utilisé

Le rendement du capital utilisé (RCU) est une mesure hors PCGR que nous utilisons pour évaluer la rentabilité de notre capital investi. Nous calculons ce ratio sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat provenant des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, en excluant les intérêts débiteurs, nets d'impôts, par le montant moyen du capital utilisé.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel est une mesure hors PCGR qui nous indique quel résultat nous avons obtenu avant la prise en compte des effets de certaines décisions financières et structures fiscales. Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel, car nous trouvons qu'il permet de comparer plus facilement nos résultats avec ceux de périodes antérieures et avec ceux d'entreprises appartenant à des secteurs d'activité où la structure de capital et la réglementation fiscale sont différentes des nôtres.

Résultat opérationnel sectoriel

Le résultat opérationnel sectoriel (ROS) est une mesure hors PCGR et la principale valeur considérée pour mesurer le résultat financier individuel des secteurs opérationnels. Il donne une bonne indication de la rentabilité individuelle des secteurs, puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur performance. Le ROS correspond au résultat opérationnel sectoriel abstraction faite du montant net des charges financières, des impôts sur le résultat, des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition et des autres éléments non précisément liés à la performance du secteur.

4. RÉSULTATS CONSOLIDÉS**4.1 Résultat opérationnel – Quatrième trimestre de l'exercice 2013**

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013	T4-2012
Produits des activités ordinaires	587,9	522,1	514,4	480,1	506,7 \$
Coût des ventes	420,5	370,9	370,4	321,0	336,6 \$
Marge brute ³	167,4	151,2	144,0	159,1	170,1 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	28,5	29,0	28,0	33,1	33,6 %
Frais de recherche et de développement ³	18,1	14,0	14,5	14,0	15,2 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	66,9	67,3	67,3	68,4	71,8 \$
Autres profits – montant net	(2,9)	(5,9)	(14,5)	(0,1)	(5,6) \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	13,7	13,4	9,8	32,0	- \$
Résultat opérationnel ³	71,6	62,4	66,9	44,8	88,7 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	12,2	12,0	13,0	9,3	17,5 %
Produits financiers	(1,5)	(2,7)	(1,6)	(1,5)	(1,5) \$
Charges financières	19,7	18,2	19,2	18,4	18,1 \$
Charges financières – montant net	18,2	15,5	17,6	16,9	16,6 \$
Résultat avant impôts sur le résultat	53,4	46,9	49,3	27,9	72,1 \$
Charge d'impôt sur le résultat	7,0	9,4	12,5	6,2	18,4 \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôts (taux d'impôt)</i>	13	20	25	22	26 %
Résultat net	46,4	37,5	36,8	21,7	53,7 \$
Attribuable aux :					
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	43,8	37,8	36,5	21,3	53,2 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,6	(0,3)	0,3	0,4	0,5 \$
	46,4	37,5	36,8	21,7	53,7 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société					
De base et dilué	0,17	0,15	0,14	0,08	0,21 \$

³ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Produits des activités ordinaires en hausse de 13 % par rapport au dernier trimestre et de 16 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012

Les produits des activités ordinaires sont en hausse de 65,8 millions \$ par rapport à ceux du trimestre précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont augmenté de 36,4 millions \$, soit 39 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs partiellement construits et de la progression des niveaux de production découlant de l'augmentation des commandes enregistrées;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont augmenté de 14,4 millions \$, soit 10 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques, australiens et nord-américains, contrebalancée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 8,0 millions \$, soit 4 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires réalisés en Amérique du Nord et au Moyen-Orient de même que de l'incidence favorable du raffermissement de l'euro et du dollar américain par rapport au dollar canadien. Cette augmentation a été contrebalancée en partie par la diminution des produits des activités ordinaires réalisés en Asie due aux déménagements de FFS;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont augmenté de 6,7 millions \$, soit 10 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains, de la hausse du niveau d'activité à l'égard de nos programmes de formation sur hélicoptères et de la progression des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP sont demeurés stables, affichant une augmentation de 0,3 million \$. La hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé découlant de l'intégration de Blue Phantom, acquise en novembre 2012, a été neutralisée par la baisse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines.

Les produits des activités ordinaires affichent une hausse de 81,2 millions \$ par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice 2012. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 69,5 millions \$, soit 53 %, principalement en raison de l'intégration d'OAA dans nos résultats et de la hausse des produits des activités ordinaires réalisés dans les marchés émergents. Cette hausse a été annulée en partie par la baisse de la demande de formation en Europe;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont augmenté de 46,7 millions \$, soit 56 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs partiellement construits et des niveaux de production découlant d'une augmentation des commandes enregistrées;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont augmenté de 4,8 millions \$, soit 20 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé qui découle de la progression des ventes de systèmes de gestion des centres et de l'intégration de Blue Phantom, ainsi que de la hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont augmenté de 0,9 million \$, soit 1 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains, neutralisée en partie par le recul du niveau d'activité à l'égard de nos programmes de formation sur hélicoptères et de nos services IES ainsi que par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont diminué de 40,7 millions \$, soit 21 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012, les produits de ce trimestre ayant tenu compte de programmes qui étaient presque achevés et d'un simulateur C-130 qui a été partiellement construit et pour lequel nous avons signé un contrat au cours de l'exercice précédent, de même que de la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens. Le recul a été compensé en partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Résultat opérationnel en hausse de 9,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent et en baisse de 17,1 millions \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012

Le résultat opérationnel s'est établi à 71,6 millions \$ ce trimestre, soit 12,2 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 62,4 millions \$, soit 12,0 % des produits des activités ordinaires, au trimestre précédent et à 88,7 millions \$, soit 17,5 % des produits des activités ordinaires, au quatrième trimestre de l'exercice 2012. Compte non tenu des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 13,7 millions \$ comptabilisés ce trimestre, de 13,4 millions \$ comptabilisés au trimestre précédent et de néant comptabilisés au quatrième trimestre de l'exercice 2012, le résultat opérationnel se serait établi à 85,3 millions \$, à 75,8 millions \$ et à 88,7 millions \$, respectivement.

Le résultat opérationnel sectoriel⁴ a progressé de 9,5 millions \$, soit 13 %, par rapport au trimestre précédent. Les hausses du résultat opérationnel sectoriel se sont élevées à 4,3 millions \$, à 2,7 millions \$, à 1,5 million \$, à 0,9 million \$ et à 0,1 million \$ pour les secteurs PS/C, FS/C, FS/M, PS/M et NMP, respectivement.

Le résultat opérationnel sectoriel a fléchi de 3,4 millions \$, soit 4 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012. La baisse de 15,4 millions \$ du résultat opérationnel sectoriel du secteur PS/M et de 0,8 million \$ de celui du secteur FS/M a été contrebalancée en partie par les hausses respectives du résultat opérationnel de 8,3 millions \$, de 3,0 millions \$, et de 1,5 million \$ pour les secteurs PS/C, NMP et FS/C.

Vous trouverez un complément d'information sous *Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition* et *Résultats par secteur*.

⁴ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Montant net des charges financières en hausse de 2,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 1,6 million \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012

Le montant net des charges financières a affiché une hausse par rapport au trimestre précédent, qui s'explique essentiellement par l'augmentation de la charge d'intérêts découlant du nouveau placement privé de billets de premier rang émis et par la baisse du produit d'intérêts sur les créances à long terme, contrebalancée en partie par la diminution de la charge d'intérêts traduisant le recul de l'utilisation des facilités de crédit.

Le montant net des charges financières a affiché une hausse par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012, qui s'explique essentiellement par l'augmentation de la charge d'intérêts découlant du nouveau placement privé de billets de premier rang émis et de l'utilisation accrue des facilités de crédit, contrebalancée en partie par la réduction de la charge d'intérêts liée aux redevances et aux obligations au titre des contrats de location-financement.

Taux d'impôt effectif de 13 % ce trimestre

Pour ce trimestre, les impôts sur le résultat se sont chiffrés à 7,0 millions \$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 13 %, comparativement à 20 % au trimestre précédent et à 26 % au quatrième trimestre de l'exercice 2012.

La diminution du taux d'impôt effectif comparativement au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2012 est principalement attribuable au règlement de contrôles fiscaux et à un changement dans la composition des revenus provenant de différentes juridictions. Abstraction faite des éléments non récurrents comptabilisés ce trimestre, la charge d'impôt sur le résultat se serait élevée à 11,5 millions \$.

4.2 Résultat opérationnel – Exercice 2013

<i>(en millions, sauf les montants par action)</i>	Exercice 2013	Exercice 2012
Produits des activités ordinaires	2 104,5	1 821,2 \$
Coût des ventes	1 482,8	1 221,1 \$
Marge brute	621,7	600,1 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	29,5	33,0 %
Frais de recherche et de développement	60,6	62,8 \$
Frais de vente, généraux et d'administration	269,9	256,4 \$
Autres profits – montant net	(23,4)	(21,2) \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	68,9	-
Résultat opérationnel	245,7	302,1 \$
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	11,7	16,6 %
Produits financiers	(7,3)	(6,6) \$
Charges financières	75,5	69,2 \$
Charges financières – montant net	68,2	62,6 \$
Résultat avant impôts sur le résultat	177,5	239,5 \$
Charge d'impôt sur le résultat	35,1	57,5 \$
<i>En pourcentage du résultat avant impôts (taux d'impôt)</i>	20	24 %
Résultat net	142,4	182,0 \$
Attribuable aux :		
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	139,4	180,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3,0	1,7 \$
	142,4	182,0 \$
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		
De base et dilué	0,54	0,70 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 16 %, soit 283,3 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Les produits des activités ordinaires sont en hausse par rapport à ceux de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/C ont augmenté de 257,2 millions \$, soit 52 %, en raison de l'intégration d'OAA dans nos résultats et de la hausse des produits des activités ordinaires réalisés en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et dans les marchés émergents. Cette hausse a été annulée en partie par l'affaiblissement de l'euro par rapport au dollar canadien et par la baisse de la demande de formation en Europe;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/C ont augmenté de 59,9 millions \$, soit 17 %, principalement en raison des niveaux de production accrus découlant d'une hausse des commandes enregistrées;
- Les produits des activités ordinaires du secteur NMP ont augmenté de 29,1 millions \$, soit 35 %, principalement en raison de la hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé qui découle essentiellement de l'intégration de METI, acquise en août 2011, et de la croissance provenant de l'expansion de notre gamme de produits et de notre position sur le marché, ainsi que de l'augmentation des produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines;
- Les produits des activités ordinaires du secteur PS/M ont diminué de 57,6 millions \$, soit 9 %, principalement en raison de la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et européens ainsi que du recul du niveau d'activité de nos produits IES. Cette diminution a été annulée en partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques et australiens;
- Les produits des activités ordinaires du secteur FS/M ont diminué de 5,3 millions \$, soit 2 %, principalement en raison du recul du niveau d'activité de nos services IES, de la baisse des produits des activités ordinaires tirés de nos programmes européens et de l'incidence défavorable du change à la conversion des comptes de nos établissements en Europe, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés de nos programmes nord-américains et australiens ainsi que par la hausse du niveau d'activité de nos programmes de formation sur hélicoptères.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

Marge brute en hausse de 21,6 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La marge brute s'est établie à 621,7 millions \$ pour l'exercice, soit 29,5 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 600,1 millions \$, soit 33,0 % des produits des activités ordinaires, pour l'exercice précédent. En pourcentage des produits des activités ordinaires, la marge brute a reculé par rapport à l'exercice précédent, essentiellement en raison de la baisse des marges de notre secteur FS/C découlant de l'intégration d'OAA, y compris Parc Aviation, dans nos résultats.

Résultat opérationnel en baisse de 56,4 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel de l'exercice s'est élevé à 245,7 millions \$, soit 11,7 % des produits des activités ordinaires, comparativement à 302,1 millions \$, soit 16,6 % des produits des activités ordinaires, pour l'exercice précédent. Compte non tenu des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition de 68,9 millions \$, le résultat opérationnel se serait établi à 314,6 millions \$, soit 14,9 % des produits des activités ordinaires, pour l'exercice. Abstraction faite des charges de 8,4 millions \$ liées à l'acquisition et à l'intégration de METI, acquise à l'exercice 2012, le résultat opérationnel aurait été de 310,5 millions \$, soit 17,0 % des produits des activités ordinaires, pour l'exercice précédent.

Comparativement à l'exercice précédent, le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 12,5 millions \$, soit 4 %. Les hausses du résultat opérationnel sectoriel de 22,0 millions \$ pour le secteur PS/C et de 20,2 millions \$ pour le secteur NMP ont été atténuées par des baisses de 23,3 millions \$, de 5,7 millions \$ et de 0,7 million \$ pour les secteurs PS/M, FS/M et FS/C, respectivement.

Vous trouverez un complément d'information sous *Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition* et *Résultats par secteur*.

Montant net des charges financières en hausse de 5,6 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

<i>(en millions)</i>	Exercice 2012 à exercice 2013
Charges financières de la période précédente	69,2 \$
Augmentation des charges financières liées à la dette à long terme (hormis les obligations au titre des contrats de location-financement)	13,1
Diminution des charges financières liées aux obligations au titre des contrats de location-financement	(1,2)
Diminution des charges financières liées aux obligations relatives aux redevances	(3,4)
Diminution des autres charges financières	(1,6)
Diminution des coûts d'emprunt inscrits à l'actif	(0,6)
Augmentation des charges financières depuis la période précédente	6,3 \$
Produits financiers de la période précédente	(6,6) \$
Augmentation du produit d'intérêts sur les prêts et créances	(0,9)
Diminution du produit au titre des autres intérêts	0,2
Augmentation des produits financiers depuis la période précédente	(0,7) \$
Charges financières de la période écoulée, montant net	68,2 \$

Le montant net des charges financières s'est élevé à 68,2 millions \$, en hausse de 5,6 millions \$, soit 9 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique essentiellement par l'utilisation accrue des facilités de crédit traduisant l'acquisition d'OAA et par la hausse des charges d'intérêts découlant du placement privé de billets de premier rang, facteurs partiellement annulés par la réduction de la charge d'intérêts liée aux redevances et aux obligations au titre des contrats de location-financement.

Taux d'impôt effectif de 20 %

Pour l'exercice, les impôts sur le résultat se sont chiffrés à 35,1 millions \$, ce qui représente un taux d'impôt effectif de 20 %, comparativement à 24 % pour l'exercice précédent. La diminution du taux d'impôt effectif par rapport à l'exercice 2012 était principalement attribuable au règlement de contrôles fiscaux et à la variation de la proportion des produits provenant de différentes juridictions.

4.3 Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition

Le 23 mai 2012, nous avons annoncé des mesures de restructuration qui visaient à réorienter nos ressources et nos capacités en réponse à des changements dans les marchés de la défense que nous desservons. Le 8 novembre 2012, nous avons annoncé des mesures de restructuration supplémentaires pour rajuster la taille de nos activités, surtout en Europe. Des coûts de restructuration de 43,8 millions \$, qui se composent principalement d'indemnités de fin de contrat de travail et d'autres coûts liés, ont été pris en compte dans le résultat net de l'exercice 2013.

En mai 2012, nous avons acquis 100 % des actions d'OAA, un fournisseur de services de formation aéronautique et de placement de membres d'équipage. À ce jour, des coûts de 25,1 millions \$ au titre des activités de restructuration, d'intégration et d'acquisition ont été pris en compte dans le résultat net de l'exercice 2013. Les coûts de restructuration se composent principalement des indemnités de fin de contrat de travail et autres coûts liés. Les coûts d'intégration représentent les coûts différentiels directement liés à l'intégration d'OAA dans nos activités courantes. Il s'agit principalement des dépenses concernant le redéploiement des simulateurs, la normalisation au titre de la réglementation et des procédés, l'intégration des systèmes et d'autres activités. Les coûts d'acquisition représentent les coûts directement liés à l'acquisition d'OAA, à savoir les charges, les frais, les commissions et les autres coûts associés à la collecte d'information, à la négociation des contrats et aux évaluations des risques, ainsi qu'aux services des avocats, des conseillers et des spécialistes.

De plus amples renseignements sur les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition sont fournis à la note 23 afférente aux états financiers consolidés.

4.4 Prises de commandes et carnet de commandes consolidés

La valeur de notre carnet de commandes consolidé était de 4 091,9 millions \$ à la fin de l'exercice 2013, en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent. Les nouvelles commandes de 2 246,9 millions \$ ont augmenté la valeur du carnet de commandes pour l'exercice, tandis que des produits de 2 104,5 millions \$ ont été tirés du carnet de commandes.

Carnet de commandes en hausse de 10 % par rapport à l'exercice précédent

<i>(en millions)</i>	Exercice 2013	Exercice 2012
Carnet de commandes en début de période	3 724,2 \$	3 449,0 \$
+ commandes	2 246,9	2 128,3
- produits des activités ordinaires	(2 104,5)	(1 821,2)
+/- ajustements	225,3	(31,9)
Carnet de commandes en fin de période	4 091,9 \$	3 724,2 \$

Les ajustements de l'exercice 2013 incluent l'ajout d'un montant de 254,0 millions \$ au carnet de commandes par suite de l'acquisition d'OAA et de la réduction d'une commande existante de simulateurs de niveau B enregistrée en 2006.

Pour l'exercice 2012, les ajustements tiennent compte d'un montant de 38,0 millions \$ lié à l'annulation d'une commande, à la cessation de certains programmes et à l'ajustement d'un programme de services pour les forces de défense à la suite d'un retard dans l'exécution d'une obligation de livraison du constructeur OEM. L'ajustement a été partiellement neutralisé par l'incidence du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,45. Pour les douze derniers mois, il a été de 1,07.

Vous trouverez un complément d'information sous *Résultats par secteur*.

5. RÉSULTATS PAR SECTEUR

Aux fins de la gestion et de la présentation de l'information financière, nos activités sont réparties entre cinq secteurs :

Secteurs civils :

- Formation et services associés – Civil (FS/C);
- Produits de simulation – Civil (PS/C).

Secteurs militaires :

- Produits de simulation – Militaire (PS/M);
- Formation et services associés – Militaire (FS/M).

Secteur Nouveaux marchés principaux (NMP).

Les transactions entre les secteurs opérationnels sont comptabilisées au coût et consistent principalement en des transferts de simulateurs du secteur PS/C vers le secteur FS/C.

Lorsqu'il nous est possible de mesurer l'emploi que chaque secteur fait des actifs communs, des charges et des passifs (essentiellement des frais généraux), nous lui attribuons la part qui correspond à cet emploi. Sinon, nous faisons une répartition au prorata du coût des ventes de chaque secteur.

PRINCIPAUX INDICES DE RENDEMENT

Résultat opérationnel sectoriel

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	Exercice 2013	Exercice 2012	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013	T4-2012	
<i>Secteurs civils</i>								
Formation et services associés – Civil	121,5	122,2	31,8	29,1	27,3	33,3	30,3	\$
	16,1	24,5	15,8	15,0	14,4	19,5	22,9	%
Produits de simulation – Civil	73,6	51,6	22,3	18,0	18,9	14,4	14,0	\$
	18,3	15,1	17,2	19,3	19,1	17,9	16,8	%
<i>Secteurs militaires</i>								
Produits de simulation – Militaire	77,9	101,2	19,2	18,3	20,9	19,5	34,6	\$
	13,9	16,3	12,4	13,0	16,0	14,4	17,7	%
Formation et services associés – Militaire	35,2	40,9	10,2	8,7	7,4	8,9	11,0	\$
	12,9	14,7	14,1	13,2	11,0	13,2	15,4	%
Nouveaux marchés principaux	6,4	(13,8)	1,8	1,7	2,2	0,7	(1,2)	\$
	5,7	-	6,2	5,9	7,8	2,7	-	%
Résultat opérationnel sectoriel (ROS) total	314,6	302,1	85,3	75,8	76,7	76,8	88,7	\$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	(68,9)	-	(13,7)	(13,4)	(9,8)	(32,0)	-	\$
Résultat opérationnel	245,7	302,1	71,6	62,4	66,9	44,8	88,7	\$

Capital utilisé⁵

<i>(en millions)</i>	31 mars 2013	31 décembre 2012	30 septembre 2012	30 juin 2012	31 mars 2012
<i>Secteurs civils</i>					
Formation et services associés – Civil	1 551,6	1 542,1	1 517,7	1 535,3	1 173,0
Produits de simulation – Civil	42,9	61,9	73,2	53,7	39,1
<i>Secteurs militaires</i>					
Produits de simulation – Militaire	315,8	324,0	358,1	336,6	270,4
Formation et services associés – Militaire	212,3	208,1	186,1	197,1	181,2
Nouveaux marchés principaux	199,2	198,6	177,6	181,9	179,3
	2 321,8	2 334,7	2 312,7	2 304,6	1 843,0

⁵ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

5.1 Secteurs civils

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2013

Acquisition

- Nous avons acquis Oxford Aviation Academy, ce qui renforce notre position de chef de file mondial en formation dans le domaine de l'aviation commerciale et élargit notre offre grâce à une solution complètement intégrée. Cette acquisition s'est traduite par l'ajout de sept centres de formation, de 40 FFS, de quatre écoles de pilotage ainsi que d'un catalogue de placement de personnel composé de plus de 1 400 professionnels de l'aviation en affectation;
- Par suite de l'acquisition, nous avons lancé une série d'activités d'intégration visant à générer des synergies en matière de produits des activités ordinaires, de coûts opérationnels et de dépenses d'investissement en immobilisations ainsi qu'à harmoniser le résultat opérationnel d'OAA avec les entreprises de formation de CAE. L'intégration a affiché des progrès satisfaisants au cours de l'exercice 2013, les activités d'OAA ayant généré un résultat opérationnel sectoriel de 12,7 millions \$ depuis la date de l'acquisition, et nous sommes en bonne voie d'atteindre les synergies de coûts lorsque le processus sera achevé, à l'exercice 2014.

Nouveaux programmes et produits

- Bombardier Aéronautique nous a nommés fournisseur de formation autorisé pour la formation des pilotes et des techniciens de maintenance sur les jets d'affaires en Europe et fournisseur mondial de formation autorisé pour les jets d'affaires de la série Global. Nous avons également annoncé l'élargissement de l'entente de fournisseur de formation autorisé avec l'ajout des simulateurs pour les appareils Learjet 31 et Learjet 60 et le déploiement des simulateurs de vol des avions Learjet 31 et Learjet 60 aux installations de formation de CAE situées à Dallas (États-Unis);
- Nous avons lancé le dispositif intégré d'entraînement aux procédures (IPT) CAE Simfinity^{MC} de prochaine génération équipé d'un poste de pilotage virtuel amélioré;
- Nous avons installé un nouveau simulateur de vol pour l'Airbus A320, qui est la propriété de CAE, au centre de formation d'Airbus à Miami (États-Unis) dans le cadre de l'accord de coopération conclu entre Airbus et CAE pour la prestation de services de formation;
- Nous avons annoncé que nous avons amélioré considérablement les programmes de formation des exploitants d'hélicoptères qui desservent le marché de l'exploitation pétrolière et gazière, en les personnalisant en fonction des activités d'exploitation en mer.

Expansion

- Dans le secteur de l'aviation commerciale, nous avons inauguré avec notre coentrepreneur Cebu Pacific Air le Philippine Academy for Aviation Training, aux Philippines. Nous avons ouvert de nouveaux centres de formation à Barcelone (Espagne), Vueling Airlines en étant le client phare, et à Lima (Pérou), LAN Perù en étant le client phare. Nous avons commencé à fournir la formation sur l'Airbus A330 à Johannesburg (Afrique du Sud), soit le premier emplacement de formation pour l'aviation commerciale de CAE en Afrique, South African Airways en étant le client phare;
- Dans le secteur de l'aviation d'affaires, nous avons annoncé un nouvel emplacement de formation situé à Shanghai (Chine) visant la formation des pilotes des Gulfstream G450 et G550 et avons annoncé que CAE est le premier fournisseur de formation indépendant à avoir obtenu l'approbation de l'Administration de l'aviation civile de Chine (CAAC) à titre d'organisme de formation pour la maintenance des appareils Dassault Falcon. Nous avons également inauguré un programme de formation des pilotes et techniciens de maintenance sur l'appareil Hawker Beechcraft King Air 350 doté de l'avionique ProLine 21 à Melbourne (Australie) et lancé la formation des pilotes et des techniciens de maintenance sur les appareils Phenom à São Paulo (Brésil) dans le cadre de la coentreprise Embraer CAE Training Services (ECTS);
- Nous avons inauguré avec notre coentrepreneur China Southern Airlines notre premier programme de formation sur hélicoptères civils en Chine au Zhuhai Flight Training Centre.

RÉSULTATS FINANCIERS COMBINÉS

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	Exercice 2013	Exercice 2012	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013	T4-2012
Produits des activités ordinaires	1 158,0	840,9	331,6	287,2	288,0	251,2	215,4 \$
Résultat opérationnel sectoriel	195,1	173,8	54,1	47,1	46,2	47,7	44,3 \$
Marges opérationnelles	16,8	20,7	16,3	16,4	16,0	19,0	20,6 %
Carnet de commandes	1 985,4	1 535,0	1 985,4	1 707,0	1 746,1	1 761,9	1 535,0 \$

Pour les secteurs civils dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 1,83 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,18.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – CIVIL

Le secteur FS/C a obtenu ce trimestre des contrats devant générer des produits des activités ordinaires futurs de 456,7 millions \$, notamment les contrats à long terme suivants :

- Avec LAN et TAM Airlines pour des services de formation des pilotes;
- Avec GE Capital Aviation Services pour des services de placement de membres d'équipage et des services de soutien technique;
- Avec Ryanair pour des services de formation et de recrutement;
- Avec Turkish Airlines pour des services de formation des pilotes;
- Avec Virgin Atlantic pour des services de formation des pilotes;
- Avec Brussels Airlines pour des services de formation des pilotes.

Résultats financiers

(en millions, sauf marges opérationnelles, unités NESA et FFS déployés)

	Exercice 2013	Exercice 2012	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013	T4-2012
Produits des activités ordinaires	755,6	498,4	201,8	193,8	189,1	170,9	132,3 \$
Résultat opérationnel sectoriel	121,5	122,2	31,8	29,1	27,3	33,3	30,3 \$
Marges opérationnelles	16,1	24,5	15,8	15,0	14,4	19,5	22,9 %
Dotation aux amortissements	102,0	81,3	26,4	26,0	25,9	23,7	20,7 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	127,4	137,1	24,1	24,4	39,2	39,7	37,2 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	20,1	9,4	3,0	12,0	2,6	2,5	2,8 \$
Capital utilisé	1 551,6	1 173,0	1 551,6	1 542,1	1 517,7	1 535,3	1 173,0 \$
Carnet de commandes	1 602,2	1 183,4	1 602,2	1 345,8	1 360,9	1 400,0	1 183,4 \$
Unités NESA ⁶	181	139	187	186	187	164	142
FFS déployés	227	171	227	222	218	216	171

Produits des activités ordinaires en hausse de 4 % par rapport au trimestre précédent et de 53 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires réalisés en Amérique du Nord et au Moyen-Orient et par l'incidence favorable de l'appréciation de l'euro et du dollar américain par rapport au dollar canadien. Cette hausse a été annulée en partie par la baisse des produits des activités ordinaires réalisés en Asie due aux déménagements de FFS durant le trimestre.

L'augmentation par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012 s'explique par l'intégration d'OAA dans nos résultats et par la hausse des produits des activités ordinaires réalisés dans les marchés émergents. Cette hausse a été annulée en partie par la baisse de la demande de formation en Europe.

Produits des activités ordinaires de 755,6 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 52 %, soit 257,2 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation par rapport à l'exercice précédent est attribuable en grande partie à l'intégration d'OAA dans nos résultats et aux produits des activités ordinaires plus élevés réalisés en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et dans les marchés émergents. Cette hausse a été annulée en partie par l'affaiblissement de l'euro par rapport au dollar canadien et par la baisse de la demande de formation en Europe.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 9 % par rapport au trimestre précédent et de 5 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 31,8 millions \$ (15,8 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 29,1 millions \$ (15,0 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre précédent et à 30,3 millions \$ (22,9 % des produits des activités ordinaires) pour le quatrième trimestre de l'exercice 2012.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 2,7 millions \$, soit 9 %, par rapport au trimestre précédent. L'augmentation est surtout attribuable à la hausse du résultat opérationnel en Amérique du Nord et au Moyen-Orient ainsi qu'à la progression du résultat opérationnel découlant de l'intégration d'OAA dans nos résultats. Elle a été partiellement neutralisée par le recul du résultat opérationnel en Asie du fait des déménagements de FFS et de l'intégration de centres de formation récemment opérationnalisés, ainsi que par la réalisation de profits à la vente de deux FFS au trimestre précédent.

Le résultat opérationnel sectoriel a augmenté de 1,5 million \$, soit 5 %, par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012. L'augmentation est attribuable essentiellement à l'intégration d'OAA dans nos résultats, à la hausse du résultat opérationnel au Moyen-Orient et à l'incidence favorable du change. Cette hausse a été neutralisée en partie par la baisse du résultat opérationnel en Europe, le recul du résultat opérationnel en Asie du fait des déménagements de FFS et de l'intégration de centres de formation récemment opérationnalisés, ainsi que par les profits découlant des initiatives d'expansion stratégique comptabilisés à l'exercice précédent.

Résultat opérationnel sectoriel de 121,5 millions \$, en baisse de 1 %, soit 0,7 million \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 121,5 millions \$ (16,1 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice, comparativement à 122,2 millions \$ (24,5 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

La diminution par rapport à l'exercice précédent est attribuable essentiellement aux profits découlant des initiatives d'expansion stratégique comptabilisés à l'exercice précédent, à la baisse du résultat opérationnel en Europe et au recul du résultat opérationnel en Asie du fait des déménagements de FFS et de l'intégration de centres de formation récemment opérationnalisés, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par l'intégration d'OAA dans nos résultats et la hausse du résultat opérationnel au Moyen-Orient, en Amérique du Nord et en Amérique du Sud.

⁶ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Dépenses d'investissement en immobilisations corporelles de 24,1 millions \$ ce trimestre et de 127,4 millions \$ pour l'exercice

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance se sont établies à 2,6 millions \$ ce trimestre et à 23,0 millions \$ pour l'exercice. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 21,5 millions \$ ce trimestre et à 104,4 millions \$ pour l'exercice. Nous poursuivons l'investissement sélectif dans notre réseau de formation, là où il y a de la demande, afin d'accroître notre part de marché et de satisfaire les exigences de nos clients en matière de formation.

Capital utilisé en hausse de 9,5 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 378,6 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation du capital utilisé par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à l'augmentation du fonds de roulement hors trésorerie.

Le capital utilisé a augmenté par rapport à l'exercice précédent, ce qui s'explique essentiellement par l'augmentation des immobilisations incorporelles, des immobilisations corporelles et des comptes débiteurs, neutralisée en partie par la hausse des comptes créditeurs et des charges à payer découlant de l'intégration d'OAA dans nos résultats.

Carnet de commandes de 1 602,2 millions \$ à la fin de l'exercice

<i>(en millions)</i>	Exercice 2013	Exercice 2012
Carnet de commandes en début de période	1 183,4 \$	986,5 \$
+ commandes	917,7	686,9
- produits des activités ordinaires	(755,6)	(498,4)
+/- ajustements	256,7	8,4
Carnet de commandes en fin de période	1 602,2 \$	1 183,4 \$

Pour l'exercice 2013, les ajustements sont principalement attribuables à l'ajout d'un montant de 254,0 millions \$ au carnet de commandes par suite de l'acquisition d'OAA.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 2,26. Pour les douze derniers mois, il a été de 1,21.

PRODUITS DE SIMULATION – CIVIL

Au cours du trimestre écoulé, le secteur PS/C a obtenu des contrats portant sur la fourniture des 10 FFS suivants :

- Trois FFS, soit deux Airbus A320 et un Boeing 737, pour Shanghai Eastern Flight Training Centre (Chine);
- Un FFS Airbus A320 pour Zhuhai Flight Training Centre (ZFTC) à Zhuhai (Chine), coentreprise de China Southern Airlines et de CAE;
- Un FFS Global 5000/6000 pour Bombardier Aéronautique;
- Cinq FFS pour des clients dont l'identité demeure confidentielle.

Le nombre total de commandes de FFS du secteur PS/C pour l'exercice est de 35.

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf marges opérationnelles)</i>	Exercice 2013	Exercice 2012	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013	T4-2012
Produits des activités ordinaires	402,4	342,5	129,8	93,4	98,9	80,3	83,1 \$
Résultat opérationnel sectoriel	73,6	51,6	22,3	18,0	18,9	14,4	14,0 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	18,3	15,1	17,2	19,3	19,1	17,9	16,8 %
Dotation aux amortissements	8,6	7,4	3,0	2,2	1,9	1,5	2,1 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	4,9	5,8	0,6	0,8	0,8	2,7	2,3 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	20,4	19,3	5,5	5,3	4,6	5,0	5,2 \$
Capital utilisé	42,9	39,1	42,9	61,9	73,2	53,7	39,1 \$
Carnet de commandes	383,2	351,6	383,2	361,2	385,2	361,9	351,6 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 39 % par rapport au trimestre précédent et de 56 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012

L'augmentation par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2012 s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des ventes de simulateurs partiellement construits et par les niveaux de production accrus découlant d'une hausse des commandes enregistrées.

Produits des activités ordinaires de 402,4 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 17 %, soit 59,9 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

La hausse des produits des activités ordinaires est surtout attribuable à l'augmentation du niveau de production découlant de la hausse des commandes enregistrées.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 24 % par rapport au trimestre précédent et de 59 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 22,3 millions \$ (17,2 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 18,0 millions \$ (19,3 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 14,0 millions \$ (16,8 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2012.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent et au quatrième trimestre de l'exercice 2012 s'explique surtout par la hausse des produits des activités ordinaires susmentionnée, neutralisée en partie par l'augmentation des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale.

Résultat opérationnel sectoriel de 73,6 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 43 %, soit 22,0 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 73,6 millions \$ (18,3 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice, comparativement à 51,6 millions \$ (15,1 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

L'augmentation résulte essentiellement de la hausse des produits des activités ordinaires susmentionnée, d'une répartition favorable des programmes, de taux de couverture favorables et de l'incidence favorable du change.

Capital utilisé en baisse de 19,0 millions \$ par rapport au trimestre précédent et en hausse de 3,8 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La diminution du capital utilisé par rapport au trimestre précédent découle essentiellement de la hausse des comptes créditeurs et des charges à payer de même que de la baisse des comptes débiteurs, facteurs neutralisés en partie par l'augmentation des actifs au titre des contrats en cours.

L'augmentation du capital utilisé par rapport à l'exercice précédent découle essentiellement de la progression des stocks et des actifs au titre des contrats en cours, contrebalancée en partie par la hausse des comptes créditeurs et des charges à payer de même que par la baisse des comptes débiteurs.

Carnet de commandes en hausse de 9 % par rapport à l'exercice précédent

<i>(en millions)</i>	Exercice 2013	Exercice 2012
Carnet de commandes en début de période	351,6 \$	303,8 \$
+ commandes	446,7	398,7
- produits des activités ordinaires	(402,4)	(342,5)
+/- ajustements	(12,7)	(8,4)
Carnet de commandes en fin de période	383,2 \$	351,6 \$

Pour l'exercice 2013, les ajustements représentent essentiellement la réduction d'une commande existante de simulateurs de niveau B enregistrée en 2006, contrebalancée en partie par l'incidence favorable du change.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,16. Pour les 12 derniers mois, il a été de 1,11.

5.2 Secteurs militaires

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2013

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons lancé notre dispositif d'entraînement aux missions sur drones, qui combine une architecture ouverte à un matériel et à un logiciel de simulation prêts à l'emploi pour fournir un système d'entraînement complet non lié à une plateforme, à l'intention des pilotes de drones, des opérateurs de capteurs et des commandants de missions, et nous avons effectué avec succès une série de vols du drone Miskam à Alma (Canada), continuant nos avancées dans le programme de recherche et développement;
- Nous avons signé un accord de coopération avec l'Université de la Défense nationale de Malaisie et Armour Sentral portant sur le développement de solutions de formation fondée sur la simulation destinées au marché des systèmes terrestres en Malaisie ainsi que dans les régions avoisinantes;
- Nous avons obtenu un contrat de la part du gouvernement du Canada aux termes du programme d'enquêtes techniques et d'études d'ingénierie du simulateur. De concert avec l'Université Carleton, nous assurerons les services de soutien liés aux expérimentations, aux répétitions de mission, aux exercices et à la formation relative à la maintenance pour les militaires des Forces canadiennes;
- Le ministère de la Défense nationale du Canada a inauguré officiellement le nouveau Centre d'instruction de la mobilité aérienne à la base des Forces canadiennes de Trenton, où nous avons livré une gamme complète de dispositifs de formation CC-130J et où nous fournirons à partir de maintenant du soutien en service pendant 20 ans;
- Nous avons amorcé la formation des équipages de la Royal Navy à notre centre de formation des équipages d'hélicoptères moyens de soutien (MSHATF) à la base de la Royal Air Force (RAF) de Benson (Royaume-Uni). Les équipages de la Royal Navy ont commencé à délaissier les hélicoptères Sea King Mk4 au profit de l'AW101 Merlin Mk3 et suivront leur formation au sol et leur formation synthétique à notre centre MSHATF au cours de la prochaine année.

Expansion

- Nous avons annoncé qu'un nouveau simulateur AW139 de Série 3000 construit par CAE, situé à notre centre de formation en coentreprise avec Rotorsim à Sesto Calende (Italie), a obtenu la certification de niveau D.

RÉSULTATS FINANCIERS COMBINÉS

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	Exercice 2013	Exercice 2012	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013	T4-2012
Produits des activités ordinaires	834,4	897,3	227,3	206,2	198,1	202,8	267,1 \$
Résultat opérationnel sectoriel	113,1	142,1	29,4	27,0	28,3	28,4	45,6 \$
Marges opérationnelles	13,6	15,8	12,9	13,1	14,3	14,0	17,1 %
Carnet de commandes	2 106,5	2 189,2	2 106,5	2 126,0	2 163,0	2 132,6	2 189,2 \$

Pour les secteurs militaires dans leur ensemble, le ratio valeur comptable des commandes/ventes s'est établi à 0,95 pour le trimestre. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,92.

Les commandes non financées⁷ des secteurs militaires combinés s'établissaient à 255,9 millions \$ au 31 mars 2013.

PRODUITS DE SIMULATION – MILITAIRE

Le secteur PS/M a obtenu des commandes de 104,8 millions \$ ce trimestre, notamment :

- Une commande de la U.S. Navy aux termes du programme de vente de matériel militaire à l'étranger pour la conception et la construction d'un entraîneur à la maintenance de l'avionique et au chargement des armes MH-60R pour la Royal Australian Navy;
- Un contrat d'Elbit Systems portant sur la conception et la construction de certains segments d'une série de simulateurs M-346 d'Alenia Aermacchi pour appuyer le futur programme de l'avion d'entraînement de la Force aérienne israélienne;
- Un contrat de la U.S. Navy pour la mise à niveau des entraîneurs au vol opérationnel et des entraîneurs à l'utilisateur tactique de l'armement MH-60S en vue d'accroître la fidélité du système de formation et de suivre les mises à niveau des appareils;
- Une option exercée par Lockheed Martin pour la conception et la construction d'un entraîneur aux systèmes d'armes C-130J supplémentaire pour l'U.S. Air Force dans le cadre du programme C-130J Maintenance and Aircrew Training System Phase II;
- Un contrat de l'U.S. Army Corps of Engineers aux termes du programme de vente de matériel militaire à l'étranger afin de construire un établissement de formation pour la Kuwait Air Force à la base aérienne Al Mubarak (Koweït).

⁷ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	Exercice 2013	Exercice 2012	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013	T4-2012
Produits des activités ordinaires	561,6	619,2	154,9	140,5	130,8	135,4	195,6 \$
Résultat opérationnel sectoriel	77,9	101,2	19,2	18,3	20,9	19,5	34,6 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	13,9	16,3	12,4	13,0	16,0	14,4	17,7 %
Dotation aux amortissements	15,3	12,0	4,2	3,9	4,1	3,1	3,3 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	5,2	10,8	(0,6)	2,3	1,6	1,9	2,4 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	26,1	19,0	6,8	6,4	6,9	6,0	5,8 \$
Capital utilisé	315,8	270,4	315,8	324,0	358,1	336,6	270,4 \$
Carnet de commandes	685,0	786,0	685,0	728,9	723,1	755,6	786,0 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 10 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 21 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques, australiens et nord-américains qui a été partiellement neutralisée par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens.

La diminution par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012 est principalement attribuable à la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012, y compris des programmes qui étaient presque achevés et un simulateur C-130 qui a été partiellement construit et pour lequel nous avons signé un contrat durant l'exercice précédent, et à la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens. La baisse a été neutralisée en partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques.

Produits des activités ordinaires de 561,6 millions \$ pour l'exercice, en baisse de 9 %, soit 57,6 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

La diminution des produits des activités ordinaires par rapport à l'exercice précédent s'explique essentiellement par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et européens et par le recul du niveau d'activité de nos produits IES. La baisse a été annulée en partie par l'augmentation des produits des activités ordinaires tirés des programmes asiatiques et australiens.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 5 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 45 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 19,2 millions \$ (12,4 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 18,3 millions \$ (13,0 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 34,6 millions \$ (17,7 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2012.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent s'explique essentiellement par la hausse des marges opérationnelles de nos produits IES, la progression du volume à l'égard de nos programmes asiatiques et le recul des frais de vente, généraux et d'administration, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par la baisse du volume et des marges opérationnelles à l'égard des programmes européens et la hausse des frais de recherche et de développement, déduction faite de l'aide gouvernementale.

La diminution par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012 s'explique essentiellement par la baisse du volume et des marges opérationnelles à l'égard des programmes nord-américains et européens. La baisse a été contrebalancée en partie par la diminution des frais de vente, généraux et d'administration et par l'augmentation du volume à l'égard des programmes asiatiques.

Résultat opérationnel sectoriel de 77,9 millions \$ pour l'exercice, en baisse de 23 %, soit 23,3 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 77,9 millions \$ (13,9 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice, comparativement à 101,2 millions \$ (16,3 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

La diminution du résultat opérationnel sectoriel par rapport à l'exercice précédent découle essentiellement de la baisse du volume et des marges opérationnelles à l'égard de certains programmes nord-américains et européens, contrebalancée en partie par la reprise d'un passif éventuel découlant d'un regroupement d'entreprises, le recul des frais de vente, généraux et d'administration, l'augmentation du volume et des marges opérationnelles à l'égard des programmes asiatiques et l'incidence favorable du change.

Capital utilisé en baisse de 8,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent et en hausse de 45,4 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La baisse par rapport au trimestre précédent découle essentiellement de la diminution du fonds de roulement hors trésorerie, contrebalancée en partie par l'investissement accru dans les immobilisations incorporelles et les autres actifs.

La hausse par rapport à l'exercice précédent s'explique surtout par l'investissement accru dans les immobilisations incorporelles et les autres actifs et par l'augmentation du fonds de roulement hors trésorerie.

Carnet de commandes en baisse de 13 % par rapport à l'exercice précédent

<i>(en millions)</i>	Exercice 2013	Exercice 2012
Carnet de commandes en début de période	786,0 \$	888,7 \$
+ commandes	393,7	528,8
- produits des activités ordinaires	(561,6)	(619,2)
+/- ajustements	66,9	(12,3)
Carnet de commandes en fin de période	685,0 \$	786,0 \$

Pour l'exercice 2013, les ajustements s'expliquent essentiellement par le reclassement de l'équipement fourni aux termes d'un contrat de services à long terme.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 0,68. Pour les 12 derniers mois, il était de 0,70.

FORMATION ET SERVICES ASSOCIÉS – MILITAIRE

Le secteur FS/M a obtenu ce trimestre des contrats d'une valeur de 111,1 millions \$, notamment :

- Un contrat de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) visant à fournir des services de maintenance pour le simulateur de poste de pilotage et le dispositif d'entraînement E-3A construits par CAE qui sont situés sur la base aérienne Geilenkirchen de l'OTAN (Allemagne);
- Des contrats de Lockheed Martin pour le maintien d'une série de services de maintenance et de soutien pour l'U.S. Air Force dans le cadre du programme Maintenance and ATS visant le C-130J et du programme ATS visant le C-130;
- Un contrat pour le maintien de services de maintenance et de soutien pour les dispositifs de formation C-130H construits par CAE et exploités par la Force aérienne taïwanaise;
- Une prolongation de contrat des Forces armées allemandes pour le maintien de services de maintenance du matériel de simulation sur place;
- Un contrat avec l'U.S. Air Force pour fournir des services de soutien opérationnel et à la maintenance sur les entraîneurs aux systèmes d'armes destinés aux opérateurs de perche du KC-135 dans le cadre du programme ATS visant le KC-135.

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	Exercice 2013	Exercice 2012	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013	T4-2012
Produits des activités ordinaires	272,8	278,1	72,4	65,7	67,3	67,4	71,5 \$
Résultat opérationnel sectoriel	35,2	40,9	10,2	8,7	7,4	8,9	11,0 \$
<i>Marges opérationnelles</i>	12,9	14,7	14,1	13,2	11,0	13,2	15,4 %
Dotation aux amortissements	19,7	18,1	6,2	4,7	4,3	4,5	5,2 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	15,2	9,2	7,6	4,7	1,6	1,3	1,5 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	2,7	1,7	0,6	0,5	0,8	0,8	1,1 \$
Capital utilisé	212,3	181,2	212,3	208,1	186,1	197,1	181,2 \$
Carnet de commandes	1 421,5	1 403,2	1 421,5	1 397,1	1 439,9	1 377,0	1 403,2 \$

Produits des activités ordinaires en hausse de 10 % par rapport au trimestre précédent et de 1 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012

L'augmentation des produits des activités ordinaires par rapport au trimestre précédent est principalement attribuable à la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains, au niveau d'activité plus élevé à l'égard de nos programmes de formation sur hélicoptères et à la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens.

L'augmentation par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012 s'explique en grande partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains, contrebalancée en partie par le recul du niveau d'activité de nos programmes de formation sur hélicoptères et nos services IES et par la baisse des produits des activités ordinaires tirés des programmes européens.

Produits des activités ordinaires de 272,8 millions \$ pour l'exercice, en baisse de 2 %, soit 5,3 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

La baisse des produits des activités ordinaires par rapport à l'exercice précédent traduit essentiellement le recul du niveau d'activité de nos services IES, la baisse des produits des activités ordinaires tirés de nos programmes européens et l'incidence défavorable du change à la conversion des comptes de nos établissements en Europe, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la hausse des produits des activités ordinaires tirés des programmes nord-américains et australiens, ainsi que par le niveau d'activité accru de nos programmes de formation sur hélicoptères.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 17 % par rapport au trimestre précédent et en baisse de 7 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 10,2 millions \$ (14,1 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 8,7 millions \$ (13,2 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à 11,0 millions \$ (15,4 % des produits des activités ordinaires) au quatrième trimestre de l'exercice 2012.

L'augmentation par rapport au trimestre précédent est surtout attribuable à la hausse du volume à l'égard de nos programmes nord-américains et européens, annulée en partie par la baisse du volume et des marges opérationnelles à l'égard de nos services IES.

La diminution par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012 est surtout attribuable au recul du niveau d'activité de nos programmes de formation sur hélicoptères, à la baisse du volume et des marges opérationnelles à l'égard de nos services IES et à la réduction du dividende reçu à l'égard d'un placement du secteur FS/M au Royaume-Uni. La baisse a été contrebalancée en partie par la hausse du volume et des marges opérationnelles à l'égard de nos programmes nord-américains et par le recul des frais de vente, généraux et d'administration.

Résultat opérationnel sectoriel de 35,2 millions \$ pour l'exercice, en baisse de 14 %, soit 5,7 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 35,2 millions \$ (12,9 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice, comparativement à 40,9 millions \$ (14,7 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent.

La baisse s'explique principalement par la diminution du volume à l'égard des programmes européens, la réduction du dividende reçu à l'égard d'un placement de FS/M au Royaume-Uni et la baisse du volume et des marges opérationnelles à l'égard de nos services IES, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par la diminution des frais de vente, généraux et d'administration et l'augmentation du volume à l'égard des programmes nord-américains et australiens.

Capital utilisé en hausse de 4,2 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 31,1 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent s'explique en grande partie par l'augmentation des immobilisations corporelles et par la diminution des autres passifs, facteurs contrebalancés en partie par la baisse de l'investissement dans le fonds de roulement hors trésorerie et les autres actifs.

L'augmentation par rapport à l'exercice précédent s'explique essentiellement par l'investissement accru dans les immobilisations corporelles et le fonds de roulement hors trésorerie ainsi que par et le recul des autres passifs.

Carnet de commandes stable par rapport à l'exercice précédent

<i>(en millions)</i>	Exercice 2013	Exercice 2012
Carnet de commandes en début de période	1 403,2 \$	1 270,0 \$
+ commandes	376,7	430,9
- produits des activités ordinaires	(272,8)	(278,1)
+/- ajustements	(85,6)	(19,6)
Carnet de commandes en fin de période	1 421,5 \$	1 403,2 \$

Pour l'exercice 2013, les ajustements s'expliquent en grande partie par le reclassement de l'équipement fourni aux termes d'un contrat de services à long terme.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes pour le trimestre s'est établi à 1,53. Pour les 12 derniers mois, il était de 1,38.

5.3 Secteur Nouveaux marchés principaux

EXPANSIONS ET INITIATIVES NOUVELLES DE L'EXERCICE 2013

Les expansions et initiatives nouvelles de CAE Santé comprennent ce qui suit :

Acquisition

- Nous avons procédé à l'acquisition de Blue Phantom, un chef de file de la simulation d'échographie, laquelle offre des modèles de formation dans plus de 20 spécialités du secteur médical.

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons annoncé, en collaboration avec Elsevier, le lancement du nouveau Système d'apprentissage par la simulation (SLS) pour le domaine des soins infirmiers;
- Nous avons lancé la nouvelle tablette électronique pour METIman à l'occasion du symposium annuel à l'intention des formateurs de la National Association of Emergency Medical Services (EMS) à Orlando (États-Unis);
- Nous avons lancé les simulateurs chirurgicaux EndoVR et LapVR à l'American College of Surgeons Clinical Conference à Chicago (États-Unis);
- Nous avons lancé le nouveau simulateur de patient victime de traumatismes CAE Caesar lors du symposium Military Health System Research à Fort Lauderdale (États-Unis);
- Nous avons procédé au lancement officiel du simulateur d'échographie obstétrique VIMEDIX pour la santé des femmes lors de l'International Meeting on Simulation in Healthcare à Orlando (États-Unis). Le simulateur permet d'effectuer une échographie fœtale à 20 semaines;
- Nous avons lancé Müse 2.0, une nouvelle version de notre interface de simulateur de patients, offerte en 9 langues et pouvant simuler la surveillance de 12 électrodes;
- Nous avons lancé une nouvelle version du Program for Nursing Curriculum Integration devant l'International Nursing Association for Clinical Simulation and Learning à San Antonio (États-Unis);
- Nous avons lancé notre programme Services pour les hôpitaux à l'American Nurses Credentialing Center National Magnet Conference à Los Angeles (États-Unis).

Expansion

- Nous avons agrandi notre installation de formation à Mayence (Allemagne), où nous offrons dorénavant de la formation personnalisée au moyen de simulateurs de patients, de simulateurs chirurgicaux et de simulateurs d'échographie.

Les expansions et initiatives nouvelles de CAE Mines comprennent ce qui suit :

Nouveaux programmes et produits

- Nous avons lancé une nouvelle application logicielle pour la gestion de la répartition du minerai et des stériles dans les mines à ciel ouvert;
- Nous avons présenté une mise à niveau majeure de notre système de photogrammétrie en trois dimensions Sirovision qui est maintenant muni du matériel de photographie souterraine;
- Nous avons lancé un nouveau logiciel de modélisation géologique des dépôts stratigraphiques en vue de consolider notre gamme de produits liés au charbon et au minerai de fer ainsi que de nouvelles versions de notre solution logicielle de gestion de données géologiques Fusion et de nos logiciels de planification stratégique NPV Scheduler et Maxipit.

Expansion

- Nous avons annoncé un partenariat stratégique avec Devex, une société spécialisée en technologie de gestion de l'exploitation minière. Le partenariat nous accorde les droits de distribution exclusifs de produits au Canada, en Inde et en Russie et prévoit une distribution conjointe dans d'autres marchés;
- Nous avons étendu nos capacités de soutien à la clientèle au Brésil, en Chine, en Inde, au Mexique et aux États-Unis.

COMMANDES

Les principales ventes de CAE Santé ce trimestre comprennent ce qui suit :

- La vente d'un système de gestion des centres et d'un simulateur de patient HPS à un collège communautaire aux États-Unis;
- La vente de trois simulateurs de patients et de trois simulateurs chirurgicaux en vue de soutenir un programme de formation en Inde;
- La vente de six simulateurs d'échographie et de didacticiels en Australie;
- La vente d'un système de gestion des centres à un établissement de recherche universitaire au Canada;
- La vente de deux simulateurs de patients, de deux simulateurs d'échographie et de didacticiels en vue de soutenir une école de médecine aux États-Unis;
- La vente de quatre simulateurs de patients et d'un simulateur chirurgical en vue de soutenir un programme de formation en Arabie saoudite;
- La vente de quatre simulateurs de patients en vue de soutenir un programme de formation portant sur l'évaluation médicale et le traitement des enfants aux États-Unis.

Les principales ventes de CAE Mines ce trimestre comprennent ce qui suit :

- La vente de nos nouveaux logiciels de modélisation stratigraphique à des clients sud-africains et chiliens;
- Un projet à long terme en vue de mettre en œuvre une gamme complète de logiciels de gestion des données géologiques, de modélisation des ressources et de planification de mines à ciel ouvert et de mines souterraines à des emplacements de Besra Gold Inc. au Vietnam et en Malaisie;
- La vente de logiciels de gestion des données géologiques à un client brésilien;
- La vente de logiciels de planification de mines souterraines à China Gold International Resources Corp. Ltd. (Chine);
- La vente de logiciels de planification de mines souterraines à un client russe.

Résultats financiers

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	Exercice 2013	Exercice 2012	T4-2013	T3-2013	T2-2013	T1-2013	T4-2012
Produits des activités ordinaires	112,1	83,0	29,0	28,7	28,3	26,1	24,2 \$
Résultat opérationnel sectoriel	6,4	(13,8)	1,8	1,7	2,2	0,7	(1,2) \$
<i>Marges opérationnelles</i>	5,7	-	6,2	5,9	7,8	2,7	- %
Dotation aux amortissements	11,7	7,0	4,0	3,1	2,2	2,4	2,2 \$
Dépenses en immobilisations corporelles	3,1	2,8	0,7	0,7	0,8	0,9	1,0 \$
Dépenses en immobilisations incorporelles et autres actifs	9,5	5,7	2,5	2,1	2,3	2,6	2,7 \$
Capital utilisé	199,2	179,3	199,2	198,6	177,6	181,9	179,3 \$

Produits des activités ordinaires stables par rapport au trimestre précédent et en hausse de 20 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012

Les produits des activités ordinaires sont demeurés stables par rapport au trimestre précédent. La hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé du fait de l'intégration de Blue Phantom, acquise en novembre 2012, a été neutralisée par la baisse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines.

L'augmentation par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012 s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé, laquelle découle de la progression des ventes de systèmes de gestion des centres et de l'intégration de Blue Phantom, et par l'augmentation des produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines.

Produits des activités ordinaires de 112,1 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 35 %, soit 29,1 millions \$, par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation s'explique essentiellement par la hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Santé, laquelle découle en grande partie de l'intégration de METI, acquise en août 2011, et de la croissance découlant de l'expansion de notre gamme de produits et de notre position sur le marché, de même que par la hausse des produits des activités ordinaires provenant de CAE Mines.

Résultat opérationnel sectoriel en hausse de 6 % par rapport au trimestre précédent et en hausse par rapport au résultat opérationnel sectoriel correspondant à une perte au quatrième trimestre de l'exercice 2012

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 1,8 million \$ (6,2 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 1,7 million \$ (5,9 % des produits des activités ordinaires) au trimestre précédent et à un résultat opérationnel sectoriel correspondant à une perte de 1,2 million \$ au quatrième trimestre de l'exercice 2012.

L'augmentation du résultat opérationnel sectoriel par rapport au trimestre précédent traduit essentiellement la hausse des marges opérationnelles de CAE Mines.

L'augmentation du résultat opérationnel sectoriel par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012 s'explique essentiellement par la hausse des marges opérationnelles de CAE Mines et de CAE Santé ainsi que par l'intégration de Blue Phantom. Cette augmentation a été neutralisée en partie par un avantage net de 1,7 million \$ comptabilisé au quatrième trimestre de l'exercice 2012 au titre de la reprise des provisions au titre de la contrepartie conditionnelle liée à des acquisitions antérieures.

Résultat opérationnel sectoriel de 6,4 millions \$ pour l'exercice, en hausse de 20,2 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

Le résultat opérationnel sectoriel s'est établi à 6,4 millions \$ (5,7 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice, comparativement à un résultat opérationnel sectoriel correspondant à une perte de 13,8 millions \$ à l'exercice précédent.

L'augmentation s'explique en grande partie par l'intégration des acquisitions, à savoir METI et Blue Phantom, par la prise en compte, au deuxième trimestre de l'exercice 2012, de charges de 8,4 millions \$ liées à l'acquisition et à l'intégration de METI, et par la hausse des produits des activités ordinaires et des marges opérationnelles de CAE Santé et de CAE Mines.

Capital utilisé en hausse de 0,6 million \$ par rapport au trimestre précédent et de 19,9 millions \$ par rapport à l'exercice précédent

La hausse par rapport au trimestre précédent est essentiellement attribuable à l'augmentation des immobilisations incorporelles, contrebalancée par la baisse du fonds de roulement hors trésorerie.

La hausse par rapport à l'exercice précédent est essentiellement attribuable à l'augmentation des immobilisations incorporelles qui découle surtout de l'acquisition de Blue Phantom.

6. MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS CONSOLIDÉS

Nous gérons nos liquidités et surveillons régulièrement les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur leur évolution, notamment :

- Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, notamment le moment auquel les paiements d'étape sur contrats sont versés, et la gestion du fonds de roulement;
- Les besoins au titre des dépenses d'investissement en immobilisations;
- Les remboursements prévus au titre de la dette à long terme, notre capacité d'emprunt et les conditions futures du marché du crédit.

6.1 Mouvements de trésorerie consolidés

(en millions)	Exercice 2013	Exercice 2012	T4-2013	T3-2013	T4-2012
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	265,8 \$	305,6 \$	81,0 \$	58,5 \$	97,8 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(61,7)	(71,7)	47,3	45,9	24,3
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	204,1 \$	233,9 \$	128,3 \$	104,4 \$	122,1 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ⁸	(34,6)	(48,9)	(2,9)	(8,9)	(8,3)
Autres actifs	(22,4)	(12,3)	(7,7)	(3,6)	(4,8)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	8,9	34,4	1,1	7,8	6,1
Dividendes versés	(37,1)	(33,4)	(10,2)	(9,0)	(8,4)
Flux de trésorerie disponibles ⁸	118,9 \$	173,7 \$	108,6 \$	90,7 \$	106,7 \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance ⁸	(121,2)	(116,8)	(29,5)	(24,0)	(36,1)
Frais de développement inscrits à l'actif	(49,6)	(42,8)	(12,6)	(13,0)	(12,8)
Autres mouvements de trésorerie, montant net	3,0	3,7	1,4	1,1	2,6
Regroupements d'entreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis)	(285,3)	(126,0)	(0,7)	(20,2)	0,1
Coentreprises (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis)	(0,7)	(27,6)	(0,7)	-	-
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	-	1,5	0,3	3,9	-
(Diminution) augmentation nette de la trésorerie avant produit et remboursement de la dette à long terme	(334,9) \$	(134,3) \$	66,8 \$	38,5 \$	60,5 \$

* avant variations du fonds de roulement hors trésorerie

Flux de trésorerie disponibles de 108,6 millions \$ ce trimestre

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté de 17,9 millions \$ par rapport au trimestre précédent et de 1,9 million \$ par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012. À l'instar des exercices précédents, nos flux de trésorerie disponibles sont plus élevés pour les deux derniers trimestres et plus faibles pour les deux premiers trimestres de l'exercice. Cette tendance devrait se poursuivre durant l'exercice 2014.

Les flux de trésorerie disponibles ont augmenté par rapport au trimestre précédent, ce qui est principalement attribuable à la hausse des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, contrebalancée en partie par la baisse du produit de la cession d'immobilisations corporelles.

L'augmentation par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2012 est surtout attribuable aux variations favorables du fonds de roulement hors trésorerie et à la baisse des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, annulées en partie par le recul des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, par la baisse du produit de la cession d'immobilisations corporelles et par la hausse des dépenses liées aux autres actifs.

⁸ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Flux de trésorerie disponibles de 118,9 millions \$ pour l'exercice

Les flux de trésorerie disponibles ont diminué de 54,8 millions \$, soit 32 %, par rapport à l'exercice précédent.

La baisse des flux de trésorerie disponibles est surtout attribuable au recul des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et du produit de la cession d'immobilisations corporelles.

Dépenses d'investissement en immobilisations de 32,4 millions \$ ce trimestre et de 155,8 millions \$ pour l'exercice

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance se sont établies à 29,5 millions \$ ce trimestre et à 121,2 millions \$ pour l'exercice. Nous cherchons toujours à élargir sélectivement notre réseau de formation pour obtenir une part de marché supplémentaire, et pour répondre aux demandes de nos clients en matière de formation. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance ont totalisé 2,9 millions \$ ce trimestre et 34,6 millions \$ pour l'exercice.

Regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis, de 285,3 millions \$ pour l'exercice

Le mouvement de trésorerie attribuable aux regroupements d'entreprises, déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis, découle principalement de l'acquisition d'OAA et de Blue Phantom au cours de l'exercice.

6.2 Sources de financement

Nous disposons de marges de crédit à taux variable consenties dans chaque cas par un consortium de prêteurs. Ces facilités de crédit nous permettent, ainsi qu'à certaines de nos filiales, d'emprunter directement de l'argent pour les besoins opérationnels et les besoins généraux, et d'émettre des lettres de crédit et des garanties bancaires.

Le montant total disponible en vertu de ces marges de crédit bancaire au 31 mars 2013 était de 550,0 millions \$ US (450,0 millions \$ US en 2012) avec la possibilité, sous réserve du consentement des prêteurs, de porter le montant total à 850,0 millions \$ US. Au 31 mars 2013, un prélèvement équivalant à 68,6 millions \$ US avait été effectué sur ces facilités (13,3 millions \$ US en 2012), et un montant de 121,6 millions \$ US avait servi à l'émission de lettres de crédit (123,7 millions \$ US en 2012). Le taux d'intérêt sur ces facilités de crédit à terme renouvelables est, à notre gré, fondé sur le taux préférentiel bancaire, le taux des acceptations bancaires ou le TIOL majoré d'une marge qui dépend de la notation de crédit accordée par Standard & Poor's Rating Services. Le 29 juin 2012, nous avons modifié nos facilités de crédit renouvelables non garanties de manière à repousser la date d'échéance d'avril 2015 à avril 2017, ainsi qu'à porter le montant disponible aux termes de la facilité de 450,0 millions \$ US à 550,0 millions \$ US à des conditions plus favorables.

Nous disposons d'une garantie pour cautionnement bancaire d'un montant de 150,0 millions \$ US d'Exportation et développement Canada (EDC). Il s'agit d'une facilité renouvelable non engagée au titre de cautionnements bancaires, de garanties de restitution d'acomptes ou d'instruments semblables. Au 31 mars 2013, l'encours de l'ensemble de ces instruments, converti en dollars canadiens, s'élevait à 62,6 millions \$ (70,1 millions \$ en 2012).

Nous disposons d'une facilité de 30,0 millions € auprès d'une banque européenne pour qu'elle procède à l'émission de garanties bancaires et de lettres de crédit. Converti en dollars canadiens, le montant que nous avons utilisé principalement pour soutenir nos activités militaires en Europe s'est élevé à quelque 9,6 millions \$ (26,4 millions \$ en 2012).

Nous participons à un programme en vertu duquel nous vendons des intérêts indivis dans certains de nos comptes débiteurs et de nos actifs au titre des contrats en cours (programme d'actifs financiers courants) à des tiers pour une contrepartie en trésorerie d'au plus 150,0 millions \$ sans recours contre CAE. Au 31 mars 2013, nous avons vendu pour 88,6 millions \$ de comptes débiteurs (81,5 millions \$ en 2012) et pour 3,1 millions \$ de contrats en cours (54,2 millions \$ en 2012).

En mai 2012, nous avons conclu une facilité de crédit non garantie de premier rang assortie d'une durée de deux ans, sur laquelle nous avons utilisé 304,1 millions \$ pour financer l'acquisition d'OAA. La facilité de crédit portait intérêt à des taux variables fondés sur le taux des acceptations bancaires ou le TIBEUR majoré d'une marge. Au 31 décembre 2012, la facilité avait été remboursée intégralement à même le produit des billets non garantis de premier rang émis en décembre 2012.

En décembre 2012, dans le cadre d'un placement privé, nous avons émis 348,9 millions \$ (125,0 millions \$ et 225,0 millions \$ US) de billets non garantis de premier rang. Une tranche de 50,0 millions \$ de ce montant porte intérêt à des taux variables fondés sur le taux des acceptations bancaires majoré d'une marge. La tranche restante de 298,9 millions \$ (75,0 millions \$ et 225,0 millions \$ US) porte intérêt à des taux allant de 3,6 % à 4,2 %. Les billets viennent à échéance entre décembre 2019 et décembre 2027. Une tranche de 209,1 millions \$ du produit total a été affectée au remboursement de l'encours de la facilité de crédit non garantie de premier rang conclue en mai 2012, la tranche restante ayant été utilisée pour rembourser une partie de l'encours de la facilité de crédit à terme renouvelable non garantie.

Au cours de l'exercice 2013, nous avons exercé des options de rachat de 6,9 millions \$ US et de 1,6 million € visant deux simulateurs qui étaient comptabilisés comme des contrats de location-financement, ce qui a donné lieu à une baisse de nos obligations au titre des contrats de location-financement.

Nous avons certains accords relatifs à la dette qui exigent le maintien d'un certain niveau de capital. Au 31 mars 2013, nous respectons toutes nos clauses restrictives de nature financière, sauf en ce qui a trait à Hatsoff Helicopter Training Private Limited (Hatsoff), une coentreprise en Inde entre CAE et Hindustan Aeronautics Limited, qui ne respectait pas certaines clauses restrictives et dont un paiement d'intérêt partiel d'un montant de 1,4 million \$ US était en défaut. Au 31 mars 2013, la tranche de la dette sans recours attribuable à notre participation s'établissait à 20,8 millions \$, ce montant ayant été reclassé dans le passif courant dans notre état consolidé de la situation financière. La direction de Hatsoff a entrepris des discussions avec l'institution financière afin de résoudre le manquement et le défaut.

Nous estimons que notre trésorerie et nos équivalents de trésorerie, notre accès à des facilités de crédit et nos flux de trésorerie disponibles attendus procurent une souplesse suffisante à nos activités et nous permettent de verser des dividendes et de remplir toutes nos autres obligations financières prévues à court terme.

Le tableau suivant résume notre dette à long terme :

<i>(en millions)</i>	31 mars 2013	31 mars 2012
Total de la dette à long terme	1 210,0	\$ 821,6
Déduire :		
Partie courante de la dette à long terme	86,1	113,6
Partie courante des contrats de location-financement	26,9	22,4
Partie non courante de la dette à long terme	1 097,0	\$ 685,6

6.3 Partage des coûts avec les gouvernements

Nous avons conclu des ententes avec divers gouvernements en vertu desquelles ces derniers partagent les coûts, en fonction des dépenses de la Société, de certains programmes de R-D concernant la modélisation et la simulation, les systèmes visuels, la technologie perfectionnée de simulation de vol servant à des applications civiles et la simulation en réseau servant à des applications militaires, ainsi que les nouveaux marchés de la formation fondée sur la simulation dans les secteurs des soins de santé et des mines.

Au cours de l'exercice 2009, nous avons annoncé notre intention d'investir un montant pouvant atteindre 714 millions \$ dans le projet Falcon, un programme de R-D qui se poursuivra sur cinq ans. L'objectif du projet Falcon est de développer nos technologies en matière de modélisation et de simulation, d'en mettre au point de nouvelles et d'augmenter nos capacités au-delà de la formation pour les transposer dans d'autres secteurs du marché aéronautique et de la défense, comme l'analyse et les opérations. En parallèle, le gouvernement du Canada a accepté de participer au projet Falcon au moyen d'un investissement remboursable d'au plus 250 millions \$ qui s'inscrit dans le cadre de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense (ISAD), qui soutient les projets stratégiques de recherche industrielle et de développement préconcurrentiel des industries de l'aérospatiale, de la défense, de l'espace et de la sécurité (voir les notes 1 et 13 afférentes à nos états financiers consolidés).

Au cours de l'exercice 2010, nous avons annoncé notre intention d'investir un montant pouvant atteindre 274 millions \$ dans le projet Nouveaux marchés principaux, un programme de R-D qui se poursuivra sur sept ans. L'objectif est de tirer parti de notre savoir-faire en matière de modélisation, de simulation et de services de formation pour le transposer dans les nouveaux marchés des soins de santé et des mines. Le gouvernement du Québec a accepté de participer en fournissant des apports pouvant atteindre 100 millions \$ pour couvrir les frais engagés avant la fin de l'exercice 2016.

Vous trouverez plus de détails à la note 14 afférente aux états financiers consolidés.

6.4 Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos activités, nous contractons certaines obligations et certains engagements commerciaux sous la forme de débetures, de billets et autres. Le tableau ci-dessous résume les diverses échéances de nos obligations contractuelles.

Obligations contractuelles

<i>Au 31 mars 2013 (en millions)</i>	2014	2015	2016	2017	2018	Par la suite	Total
Dette à long terme (exclusion faite des intérêts)	87,5 \$	39,6 \$	91,2 \$	96,0 \$	43,5 \$	715,9 \$	1 073,7 \$
Contrats de location-financement (exclusion faite des intérêts)	26,9	22,2	14,6	8,7	8,7	61,4	142,5
Contrats de location simple	56,7	42,7	37,6	34,7	28,9	89,0	289,6
Obligations d'achat	12,5	12,5	-	-	-	-	25,0
	183,6 \$	117,0 \$	143,4 \$	139,4 \$	81,1 \$	866,3 \$	1 530,8 \$

Au 31 mars 2013, nous disposons également d'un montant de 359,8 millions \$ US au titre de nos facilités de crédit consenties, comparativement à 313,0 millions \$ US au 31 mars 2012.

Nous avons des obligations d'achat aux termes d'ententes exécutoires qui nous lient juridiquement. La plupart de ces ententes sont conclues avec des sous-traitants relativement à la fourniture des services prévus aux contrats à long terme que nous avons avec des clients. Les modalités des ententes sont importantes, car elles prescrivent des obligations d'acheter des biens ou services en quantités fixes ou minimales, à des prix fixes, minimaux ou variables, et selon un échéancier approximatif.

Au 31 mars 2013, nous avons d'autres passifs non courants qui ne sont pas inclus dans le tableau ci-dessus. Ils représentent certaines obligations au titre des prestations de retraite constituées, des produits différés, des profits différés sur des actifs et divers passifs non courants. Les obligations de paiement au titre des prestations de retraite constituées dépendent de divers facteurs, dont les rendements boursiers, les écarts actuariels et le taux d'intérêt.

Nous n'avons pas inclus les passifs d'impôt différé, car ces paiements sont fonction du résultat imposable et des reports prospectifs de pertes fiscales dont nous pourrions disposer.

7. SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

7.1 Capital utilisé consolidé

<i>(en millions)</i>	31 mars 2013	31 mars 2012
Utilisation du capital :		
Actifs courants	1 333,8 \$	1 148,1 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(293,2)	(287,3)
Passifs courants	(1 002,8)	(883,4)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	113,0	136,0
Fonds de roulement hors trésorerie ⁹	150,8 \$	113,4 \$
Immobilisations corporelles	1 498,6	1 293,7
Autres actifs non courants	1 046,3	741,9
Autres passifs non courants	(644,4)	(572,5)
Total du capital utilisé	2 051,3 \$	1 576,5 \$
Provenance du capital :		
Partie courante de la dette à long terme	113,0 \$	136,0 \$
Dette à long terme	1 097,0	685,6
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(293,2)	(287,3)
Dette nette ⁹	916,8 \$	534,3 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1 102,7	1 021,9
Participations ne donnant pas le contrôle	31,8	20,3
Provenance du capital	2 051,3 \$	1 576,5 \$

Capital utilisé en hausse de 474,8 millions \$, soit 30 %, par rapport à l'exercice précédent

L'augmentation est principalement attribuable à la hausse des immobilisations incorporelles découlant de l'acquisition d'OAA et de Blue Phantom et de l'accroissement des immobilisations corporelles. La hausse a été neutralisée en partie par l'augmentation des autres passifs non courants.

Notre rendement du capital utilisé⁹ (RCU) a été de 9,9 % pour l'exercice, comparativement à 15,0 % pour l'exercice précédent. La diminution s'explique en grande partie par la baisse du résultat net du fait des coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition engagés durant l'exercice et par la hausse du capital utilisé découlant de l'acquisition d'OAA.

Fonds de roulement hors trésorerie en hausse de 37,4 millions \$

L'augmentation découle essentiellement de l'augmentation des comptes débiteurs, des impôts à recouvrer et des stocks, neutralisée en partie par la hausse des comptes créditeurs et des charges à payer ainsi que des provisions.

Montant net des immobilisations corporelles en hausse de 204,9 millions \$

L'augmentation est surtout attribuable aux dépenses d'investissement en immobilisations de 155,8 millions \$ et au montant de 151,0 millions \$ lié à l'acquisition d'OAA, contrebalancées en partie par la dotation aux amortissements de 107,6 millions \$.

Autres actifs non courants en hausse de 304,4 millions \$

La hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des immobilisations incorporelles découlant de l'acquisition d'OAA (213,7 millions \$) et de Blue Phantom (19,7 millions \$).

⁹ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

Augmentation de la dette nette par rapport à l'exercice précédent

La hausse résulte en grande partie de l'émission de billets non garantis de premier rang de 125,0 millions \$ et de 225,0 millions \$ US dans le cadre d'un placement privé durant l'exercice.

Variation de la dette nette

<i>(en millions)</i>	Exercice 2013	Exercice 2012
Dette nette en début de période	534,3 \$	383,8 \$
Effet des mouvements de trésorerie sur la dette nette (voir tableau à la section sur les mouvements de trésorerie consolidés)	334,9	134,3
Incidence des variations des taux de change sur la dette à long terme	12,7	7,8
Autres	34,9	8,4
Augmentation de la dette nette pour la période	382,5 \$	150,5 \$
Dette nette en fin de période	916,8 \$	534,3 \$

Augmentation de la dette nette ajustée¹⁰ par rapport à l'exercice précédent

La hausse résulte en grande partie de la dette nette plus élevée découlant de l'émission de billets non garantis de premier rang de 125,0 millions \$ et de 225,0 millions \$ US dans le cadre d'un placement privé principalement pour financer l'acquisition d'OAA et de Blue Phantom durant l'exercice.

Variation de la dette nette

<i>(en millions)</i>	31 mars 2013	31 mars 2012
Partie courante de la dette à long terme	113,0 \$	136,0 \$
Dette à long terme	1 097,0	685,6
Déduire : trésorerie et les équivalents de trésorerie	(293,2)	(287,3)
Déduire : obligations au titre des contrats de location-financement	(142,5)	(142,9)
Dette nette ajustée	774,3 \$	391,4 \$

Total des capitaux propres en hausse de 92,3 millions \$ pour l'exercice

L'augmentation des capitaux propres découle en grande partie du résultat net de 142,4 millions \$, neutralisé en partie par des dividendes de 37,1 millions \$ et un ajustement de la perte actuarielle liée aux régimes à prestations définies de 22,5 millions \$.

Informations sur les actions en circulation

Nos statuts constitutifs autorisent l'émission d'un nombre illimité d'actions ordinaires et l'émission en séries d'un nombre illimité d'actions privilégiées. Au 31 mars 2013, nous avons au total 259 979 059 actions ordinaires émises et en circulation, pour un capital-actions de 471,7 millions \$.

Au 30 avril 2013, nous avons un total de 259 979 059 actions ordinaires émises et en circulation.

Politique en matière de dividendes

Pour l'exercice 2013, nous avons versé un dividende de 0,04 \$ par action au premier trimestre et un dividende de 0,05 \$ par action pour chacun des trois autres trimestres. Ces dividendes étaient admissibles au titre de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de ses équivalents provinciaux.

Le montant de tout dividende et le moment auquel son versement a lieu sont déterminés au gré du conseil d'administration. Ce dernier revoit la politique en matière de dividendes annuellement, en fonction des besoins de trésorerie aux fins des activités opérationnelles, des besoins de liquidités et de la situation financière prévue. Compte tenu de la politique actuelle en matière de dividendes et du nombre d'actions ordinaires en circulation au 31 mars 2013, nous prévoyons déclarer des dividendes annuels d'environ 52,0 millions \$ pour l'exercice 2014.

Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous avons émis des lettres de crédit et des cautions de bonne exécution non inscrites à l'état consolidé de la situation financière qui se sont établies à 113,2 millions \$ pour l'exercice, comparativement à 127,7 millions \$ pour l'exercice précédent. Cette baisse est due à la diminution des obligations au titre de la restitution d'acomptes.

Obligations au titre des régimes de retraite

Nous avons des régimes de retraite à prestations définies et à cotisations définies. Nous prévoyons cotiser environ 8,1 millions \$ en sus des cotisations annuelles requises au titre des services rendus au cours de l'exercice pour combler une partie du déficit de capitalisation du régime de retraite à prestations définies. L'augmentation des cotisations requises pour financer nos obligations au titre des régimes de retraite découle essentiellement des faibles rendements des obligations à long terme, du rendement du marché et de la modification des hypothèses concernant le taux de mortalité utilisées.

¹⁰ Mesures hors PCGR et autres mesures financières (voir point 3.6).

7.2 Arrangements non comptabilisés

Bien que la majorité de nos opérations de cession-bail conclues dans le cadre des activités de notre secteur FS/C soient classées comme des contrats de location-financement et que les obligations connexes soient inscrites à l'état consolidé de la situation financière, certaines opérations de cession-bail sont classées comme des contrats de location simple et représentent des obligations non comptabilisées.

La plupart de nos obligations non comptabilisées courantes nous viennent des contrats de location simple concernant ce qui suit :

- L'exploitation d'un centre de formation dans le cadre du projet MSH avec le ministère britannique de la Défense portant sur la fourniture de services de formation fondée sur la simulation. Les engagements au titre de contrats de location-exploitation sont établis entre l'exploitant (qui détient l'entente de services avec le ministère britannique de la Défense) et le propriétaire (qui détient les biens). Ces contrats sont sans possibilité de recours contre nous;
- Certains bâtiments qui sont loués dans l'ensemble de notre réseau de formation et d'installations de production dans le cours normal de nos activités;
- Certains FFS qui sont loués dans l'ensemble de notre réseau de formation dans le cours normal de nos activités.

De plus amples renseignements concernant les contrats de location simple sont fournis à la note 28 afférente aux états financiers consolidés.

Dans le cours normal des activités, nous participons à un programme en vertu duquel nous vendons des intérêts indivis dans certains de nos comptes débiteurs et de nos actifs au titre des contrats en cours (programme d'actifs financiers courants) à des tiers pour une contrepartie en trésorerie d'au plus 150,0 millions \$ sans recours contre CAE. Nous continuons d'agir en tant qu'agent de recouvrement. Ces transactions sont comptabilisées lorsque nous sommes réputés avoir cédé le contrôle des comptes débiteurs et des actifs au titre des contrats en cours transférés. Certains actifs au titre des contrats en cours qui sont vendus dans le cadre de ce programme ne sont pas admissibles à la décomptabilisation, et la contrepartie en trésorerie reçue à l'égard de ces actifs est classée dans la partie courante de la dette à long terme. Au 31 mars 2013, des comptes débiteurs et des actifs au titre des contrats en cours d'un montant de 88,6 millions \$ (81,5 millions \$ au 31 mars 2012) et de 3,1 millions \$ (54,2 millions \$ au 31 mars 2012) ont été vendus à des institutions financières en vertu de ces accords.

7.3 Instruments financiers

Nous sommes exposés à divers risques financiers dans le cours normal de nos activités. Nous concluons des contrats à terme et des swaps pour atténuer le risque auquel nous exposent les fluctuations des taux de change, des taux d'intérêt et du cours de nos actions qui se répercutent sur la charge liée aux paiements fondés sur des actions. Nous surveillons continuellement les instruments dérivés utilisés dans les opérations de couverture pour nous assurer qu'ils compensent efficacement les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie des éléments couverts. Nous n'utilisons pas d'instrument financier à des fins de spéculation, mais uniquement pour réduire la volatilité de nos résultats pouvant découler de ces risques, et nous ne traitons qu'avec des contreparties solvables.

Classement des instruments financiers

Nous avons établi les classements suivants pour nos instruments financiers :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les liquidités soumises à restrictions et tous les instruments dérivés, à l'exception des dérivés désignés comme instruments de couverture efficaces, sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- Les comptes débiteurs, les contrats en cours, les comptes débiteurs non courants et les avances sont classés dans les prêts et créances, sauf ceux que nous avons l'intention de vendre immédiatement ou à court terme, qui sont classés dans les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net;
- Un placement de portefeuille est classé dans les instruments disponibles à la vente;
- Les comptes créditeurs et charges à payer et la dette à long terme, y compris les intérêts à payer, ainsi que les obligations au titre des contrats de location-financement sont classés dans les autres passifs financiers et sont tous évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier correspond au montant auquel l'instrument pourrait être échangé aux termes d'une transaction réalisée dans des conditions de pleine concurrence entre des parties compétentes agissant en toute liberté. La juste valeur d'un instrument financier est établie en fonction des informations disponibles sur le marché à la date de clôture. Lorsqu'il n'existe aucun marché actif pour un instrument financier, nous avons recours aux méthodes d'évaluation décrites ci-après pour déterminer la juste valeur de l'instrument. Pour formuler les hypothèses qu'exige le modèle d'évaluation, nous nous appuyons principalement sur des facteurs de marché externes faciles à observer. Les hypothèses ou les facteurs qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables intègrent nos meilleures estimations des hypothèses posées par les intervenants du marché, et ils sont utilisés en l'absence de données externes. Le risque de crédit lié à l'autre partie et la juste valeur de notre propre risque de crédit ont été pris en compte dans l'estimation de la juste valeur de tous les actifs et passifs financiers, y compris les dérivés.

Les hypothèses et méthodes d'évaluation ci-après ont été utilisées pour estimer la juste valeur des instruments financiers :

- La juste valeur des comptes débiteurs, des contrats en cours et des comptes créditeurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée;
- La juste valeur des contrats de location-financement est estimée selon la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie;
- La juste valeur de la dette à long terme, des obligations non courantes et des comptes débiteurs non courants, incluant les avances, est estimée en fonction des flux de trésorerie actuels et calculés au moyen des taux d'intérêt en vigueur pour des instruments assortis de modalités et de durées résiduelles similaires;
- La juste valeur des instruments dérivés, y compris les contrats à terme, les swaps et les dérivés incorporés dont les caractéristiques et les risques économiques ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte, est déterminée selon des techniques d'évaluation et est calculée d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés estimatifs, selon une courbe appropriée des taux d'intérêt et des taux de change, après ajustement pour tenir compte de notre risque de crédit propre et du risque de crédit de la contrepartie. Les hypothèses sont fondées sur les conditions du marché à chaque date de clôture. Les instruments dérivés représentent les montants estimatifs que nous encaisserions ou paierions pour régler les contrats à chaque date de clôture;
- La juste valeur du placement disponible à la vente dont la valeur de marché n'est pas facile à déterminer, mais dont la juste valeur peut faire l'objet d'une estimation fiable est évaluée à l'aide d'un modèle fondé sur les flux de trésorerie actuels, lequel repose sur certaines hypothèses non étayées par des prix ou des taux observables sur le marché.

Une description de la hiérarchie de la juste valeur est présentée à la note 30 afférente aux états financiers consolidés.

Gestion des risques financiers

En raison de la nature de nos activités et des instruments financiers que nous détenons, nous sommes principalement exposés au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché, notamment au risque de change et au risque de taux d'intérêt. Nous gérons notre exposition aux risques de crédit, de liquidité et de marché selon les paramètres de gestion des risques approuvés par le conseil d'administration. Ces paramètres de gestion des risques n'ont pas changé depuis la période précédente, sauf indication contraire.

Nous utilisons des instruments dérivés pour gérer le risque de marché associé à la volatilité des taux de change, des taux d'intérêt et des paiements fondés sur des actions afin d'en réduire au minimum les conséquences sur nos résultats et notre situation financière.

Les dérivés incorporés sont comptabilisés à leur juste valeur séparément du contrat hôte lorsque les caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas clairement et étroitement liés à ceux du contrat hôte. Nous devenons partie à un instrument dérivé autonome dont la comptabilité de couverture n'est pas permise afin de compenser l'exposition au risque de change des dérivés sur devises incorporés. Dans de telles circonstances, les deux dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture avec comptabilisation des variations de la juste valeur dans le résultat net consolidé.

Nous avons pour politique de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation. Nous pouvons désigner nos instruments dérivés, qu'ils soient autonomes ou incorporés, comme éléments de couverture. Ce processus consiste à associer les instruments de couverture dérivés à des actifs ou à des passifs précis, à des engagements fermes ou à des transactions prévues. Dans une certaine mesure, nous avons recours à des passifs financiers non dérivés pour couvrir ses expositions au risque de change.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque que nous subissions une perte financière si un débiteur manque à ses obligations découlant des ententes qu'il a conclues avec CAE. Nous sommes exposés au risque de crédit relativement à nos comptes débiteurs et à certains autres actifs dans le cours normal de nos activités. Nous sommes également exposés au risque de crédit dans le cadre de nos activités courantes de trésorerie en raison de notre trésorerie, de nos équivalents de trésorerie et de nos actifs financiers dérivés.

Le risque de crédit découlant de nos activités normales est géré en ce qui concerne le crédit accordé aux clients. La provision pour créances douteuses est établie lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que nous soyons dans l'impossibilité de recouvrer les montants dus conformément aux conditions initiales de la créance (voir la note 5 afférente aux états financiers consolidés). Lorsqu'un compte client n'est pas recouvrable, il est radié au moyen du compte de provision pour créances douteuses. Les recouvrements subséquents de montants radiés sont comptabilisés en résultat.

Nos clients sont essentiellement des entreprises bien établies dont les notations sont publiquement affichées ou des organismes gouvernementaux, ce qui facilite la surveillance du risque de crédit. En outre, nous recevons habituellement d'importants acomptes non remboursables au titre des contrats de construction. Nous surveillons de près notre risque lié aux principales compagnies aériennes afin de le réduire autant que possible. Nos comptes clients ne sont pas détenus auprès de clients en particulier, mais auprès d'un vaste éventail de sociétés et d'organismes gouvernementaux. De plus, nous réduisons davantage le risque de crédit en vendant contre trésorerie certains comptes débiteurs et contrats en cours à l'actif à des institutions financières tierces, sans possibilité de recours (programme portant sur des actifs financiers courants). Nous ne détenons aucun bien en garantie. Le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est réduit du fait qu'ils sont détenus auprès d'un groupe diversifié composé d'importantes institutions financières nord-américaines et européennes.

Nous sommes exposés au risque de crédit en cas d'inexécution des engagements pris par les contreparties à nos instruments financiers dérivés, et nous prenons plusieurs mesures pour réduire ce risque. Premièrement, nous concluons des contrats avec des contreparties très solvables (principalement celles ayant une notation de A ou plus). Nous avons signé des accords de compensation globale de l'International Swaps & Derivatives Association, Inc. (ISDA) avec la majorité des contreparties avec qui nous réalisons des transactions sur instruments financiers dérivés. Ces accords rendent possible la pleine compensation lorsque l'une des parties au contrat manque à ses obligations, pour chacune des transactions visées par l'accord et en vigueur à la date du manquement. De plus, nos contreparties ou CAE (ou les deux, au besoin) pouvons demander des garanties pour les instruments financiers dérivés présentant un risque de crédit lorsque le solde net des profits et des pertes sur chaque transaction excède le seuil défini dans la convention-cadre de l'ISDA. Enfin, nous surveillons régulièrement la solvabilité des contreparties dans le but de réduire au minimum l'exposition au risque de crédit.

La valeur comptable présentée aux notes 5 et 30 afférentes aux états financiers consolidés représente l'exposition maximale au risque de crédit découlant de chaque actif financier aux dates pertinentes.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente la possibilité que nous ne puissions honorer nos engagements de trésorerie lorsqu'ils deviennent exigibles.

Nous gérons ce risque en établissant des prévisions de trésorerie ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. La gestion des liquidités consolidées exige un suivi régulier des rentrées et des sorties de fonds prévues. Pour ce faire, nous formulons une prévision de notre position de trésorerie consolidée afin de nous assurer de l'utilisation appropriée et efficace de nos ressources en trésorerie. Les liquidités sont évaluées en fonction des besoins saisonniers, de la croissance, des dépenses d'investissement en immobilisations et des dates d'échéance des dettes, incluant les obligations non comptabilisées. Nous réduisons le risque de liquidité en conservant suffisamment de ressources financières liquides pour financer nos activités et honorer nos engagements et nos obligations. Pour gérer notre risque de liquidité, nous avons accès à une facilité de crédit renouvelable non garantie de 550,0 millions \$ US, avec la possibilité, sous réserve du consentement des prêteurs, de porter le montant total à 850,0 millions \$ US. De plus, nous avons conclu des ententes visant la vente de certains comptes débiteurs et contrats en cours à l'actif d'une valeur pouvant atteindre 150,0 millions \$ (programme portant sur des actifs financiers courants). Nous sommes constamment à l'affût de nouvelles possibilités de financement en vue de maximiser la structure de notre capital et de conserver une certaine flexibilité sur le plan financier.

Risque de marché

Le risque de marché représente notre exposition à une baisse ou à une augmentation de valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des prix du marché, que cette variation soit causée par des facteurs propres aux instruments financiers ou à leurs émetteurs ou encore par des facteurs touchant tous les instruments financiers de cette catégorie qui sont négociés sur le marché. Nous sommes principalement exposés au risque de change et au risque de taux d'intérêt.

Risque de change

Le risque de change représente notre exposition à une baisse ou à une augmentation de la valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des taux de change. Nous sommes principalement exposés au risque de change en raison d'engagements de vente, d'acquisitions prévues et de dettes libellées en monnaies étrangères ainsi que de notre investissement net dans des établissements à l'étranger qui utilisent une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien, principalement le dollar US, l'euro et la livre sterling. En outre, ces établissements sont exposés au risque de change principalement du fait de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, et d'autres éléments du fonds de roulement qui ne sont pas libellés dans leur monnaie fonctionnelle.

Nous gérons également le risque de change en nous assurant que les établissements à l'étranger concluent des contrats d'approvisionnement, des contrats de vente et des activités de financement dans leur monnaie fonctionnelle.

Nous avons recours à des contrats de change à terme et à des swaps de devises pour gérer notre exposition aux transactions en monnaies étrangères et pour modifier de façon synthétique la devise d'exposition de certains postes de l'état de la situation financière. Parmi ces transactions, on retrouve les transactions prévues et les engagements fermes libellés en monnaies étrangères. Nos programmes de couverture de change ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance, conformément à l'objectif de fixation des taux de change des éléments couverts.

Analyse de sensibilité au risque de change

Le risque de change découle des instruments financiers qui sont libellés en monnaies étrangères. En supposant une appréciation raisonnablement probable de 5 % du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling par rapport au dollar canadien au 31 mars 2013, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs, l'incidence avant impôt sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global aurait été un ajustement net négatif de 1,3 million \$ (ajustement net négatif de 1,0 million \$ en 2012) et un ajustement net négatif de 24,9 millions \$ (ajustement net négatif de 24,5 millions \$ en 2012), respectivement. Une dépréciation raisonnablement probable de 5 % des monnaies pertinentes par rapport au dollar canadien aurait eu l'effet contraire sur le résultat avant impôts et sur les autres éléments du résultat global.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt représente notre exposition à une augmentation ou à une baisse de la valeur de nos instruments financiers en raison de la variation des taux d'intérêt. Nous sommes exposés au risque de taux d'intérêt en raison de notre dette à long terme à taux variable et au risque de juste valeur en raison de notre dette à long terme à taux fixe. Nous gérons essentiellement le risque de taux d'intérêt en fixant le taux de la dette à taux variable liée à certains projets en particulier afin de réduire la variation des flux de trésorerie. Nous avons également une dette à taux variable sous forme de notre facilité de crédit renouvelable non garantie et d'autres dettes à taux variable visant des actifs en particulier. Nous cherchons à maintenir une combinaison appropriée de dettes à taux fixe et à taux variable afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt. Les instruments financiers dérivés utilisés pour convertir de façon synthétique l'exposition aux taux d'intérêt portent principalement sur des swaps de taux d'intérêt.

Nous avons aussi recours à des instruments financiers pour gérer le risque que posent les fluctuations des taux d'intérêt, ainsi que pour maintenir dans certaines proportions les éléments à taux fixe et à taux variable de notre dette à long terme. À la clôture de l'exercice, la répartition était de 81 % à taux fixe et de 19 % à taux variable (77 % à taux fixe et 23 % à taux variable en 2012).

Nos programmes de couverture de taux d'intérêt ne sont habituellement pas touchés par les fluctuations de la conjoncture, puisque les instruments financiers dérivés connexes sont généralement détenus jusqu'à leur échéance afin d'assurer une gestion appariée des actifs et des passifs, conformément à l'objectif de réduction des risques découlant des fluctuations des taux d'intérêt. En conséquence, un changement dans les taux d'intérêt variables n'a pas d'incidence importante sur le résultat net et sur les autres éléments du résultat global.

Analyse de sensibilité au risque de taux d'intérêt

À l'exercice 2013 et l'exercice 2012, une augmentation ou une diminution de 1 % des taux d'intérêt n'aurait pas eu une incidence notable sur notre résultat net ni sur nos autres éléments du résultat global, toutes les autres variables demeurant constantes par ailleurs.

Charge liée aux paiements fondés sur des actions

Nous avons conclu des swaps sur actions avec une importante institution financière canadienne afin de réduire l'effet, sur notre encaisse et nos résultats, des fluctuations du cours de nos actions visées par le régime de droits différés à la valeur d'actions (RDDVA) et le régime de droits différés à la valeur d'actions pour intéressement à long terme (RDLT). Aux termes de ce swap, nous bénéficions de l'avantage économique que nous procurent les dividendes et la plus-value des actions en contrepartie de paiements versés à l'institution financière pour les coûts de financement et toute moins-value des actions. L'effet net des swaps sur actions annule en partie les fluctuations du cours de nos actions, fluctuations qui influent sur le coût du RDDVA et du RDLT, et il est redéfini tous les trimestres. Au 31 mars 2013, les contrats de swap sur actions visaient 2 706 816 de nos actions ordinaires (2 500 000 en 2012).

Couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger

Au 31 mars 2013, nous avons désigné une partie des effets de premier rang que nous détenons, dont la valeur totalisait 417,8 millions \$ US (192,8 millions \$ US en 2012), ainsi qu'une partie de son obligation au titre des opérations de cession-bail totalisant 17,9 millions \$ US (19,7 millions \$ US en 2012) comme couverture d'investissements nets dans des établissements à l'étranger. Les profits et les pertes liés à la conversion de la tranche désignée des effets de premier rang sont constatés dans les autres éléments du résultat global afin de compenser tout profit ou perte de change lié à la conversion des états financiers des établissements à l'étranger.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait aucune concentration des risques découlant des instruments financiers et que l'information présentée ci-dessus est représentative de notre exposition au risque pour la période.

Se reporter à l'état consolidé du résultat global pour obtenir le montant total de la variation de la juste valeur des instruments financiers désignés comme des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en résultat au cours de la période et le montant total des profits et des pertes comptabilisés dans les autres éléments du résultat global, et à la note 30 afférente aux états financiers consolidés pour le classement des instruments financiers.

8. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES**Acquisitions au cours de l'exercice 2013**

Au cours de l'exercice 2013, nous avons effectué deux transactions de regroupements d'entreprises pour une contrepartie totale de 304,0 millions \$.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2013, des coûts liés à l'acquisition de 6,0 millions \$ ont été inclus dans les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition inscrits au compte consolidé de résultat.

Oxford Aviation Academy Luxembourg S.à r.l.

En mai 2012, nous avons acquis 100 % des actions d'Oxford Aviation Academy Luxembourg S.à r.l. (OAA), un fournisseur de services de formation en aéronautique et de placement des membres d'équipage. Grâce à cette acquisition, nous renforçons notre leadership et notre portée mondiale dans le domaine de la formation pour l'aviation civile en augmentant notre nombre de centres de formation, en étendant notre réseau d'école de pilotage et en élargissant notre catalogue de solutions de formation aéronautique et nos services de placement de membres d'équipage.

L'évaluation de la juste valeur des actifs identifiables nets acquis et des passifs identifiables nets repris est présentée dans le tableau suivant. La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises est de 71,3 millions \$ (y compris les noms de marque et les relations avec des clients) et celle du goodwill, de 142,4 millions \$. Le goodwill découlant de l'acquisition d'OAA est attribuable aux avantages gagnés, dont :

- Les synergies résultant du regroupement de nos activités et de celles d'OAA;
- L'élargissement de notre catalogue dans le domaine du service de placement de pilotes et de techniciens de maintenance par l'intermédiaire de Parc Aviation;
- Une main-d'œuvre chevronnée composée d'experts en la matière.

La juste valeur des comptes débiteurs acquis s'établit à 28,2 millions \$. Le montant brut des sommes à recevoir au titre de contrats s'élève à 29,6 millions \$, dont une tranche de 1,4 million \$ a fait l'objet d'une provision pour créances douteuses.

Des produits des activités ordinaires de 245,1 millions \$ et un résultat opérationnel sectoriel de 12,7 millions \$ figurent dans le compte consolidé de résultat au titre d'OAA depuis l'acquisition. Si OAA avait été consolidée à compter du 1^{er} avril 2012, le compte consolidé de résultat aurait tenu compte des produits des activités ordinaires et du résultat opérationnel sectoriel d'OAA de 39,0 millions \$ et de 0,9 million \$, respectivement. Ces montants pro forma ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant son regroupement avec CAE. Les montants sont présentés à titre d'information supplémentaire et ne sont pas représentatifs de notre rendement futur.

Advanced Medical Technologies, LLC (Blue Phantom^{MC})

En novembre 2012, nous avons acquis Advanced Medical Technologies, LLC (Blue Phantom), société spécialisée dans la conception, le développement et la vente de modèles synthétiques pour la formation fondée sur la simulation d'échographie. Cette acquisition nous permet d'accroître nos activités en simulation médicale en ajoutant à notre offre de produits la simulation de propriétés échographiques de tissus et en améliorant nos simulateurs de patients ainsi que notre gamme de simulateurs d'échographie.

L'évaluation de la juste valeur des actifs identifiables nets acquis et des passifs identifiables nets repris est présentée dans le tableau suivant. La juste valeur des immobilisations incorporelles identifiables acquises est de 10,0 millions \$ (y compris le nom de marque, la technologie, la propriété intellectuelle et les relations avec des clients) et celle du goodwill, de 9,7 millions \$. Le goodwill découlant de l'acquisition de Blue Phantom est attribuable aux avantages gagnés, dont :

- L'ajout de la simulation de propriétés échographiques de tissus à notre offre de produits de soins de santé;
- La croissance prévue de la gamme de produits Blue Phantom.

La juste valeur des comptes débiteurs acquis et le montant brut des sommes à recevoir au titre de contrats connexes s'établissent à 1,1 million \$.

Des produits des activités ordinaires de 2,1 millions \$ et un résultat opérationnel sectoriel de 1,4 million \$ figurent dans le compte consolidé de résultat au titre de Blue Phantom depuis l'acquisition. Si Blue Phantom avait été consolidée à compter du 1^{er} avril 2012, le compte consolidé de résultat aurait tenu compte de produits des activités ordinaires et d'un résultat opérationnel sectoriel supplémentaires de 4,2 millions \$ et de 2,9 millions \$, respectivement. Ces montants pro forma ont été estimés en fonction des activités de l'entreprise acquise avant son regroupement avec CAE. Les montants sont présentés à titre d'information supplémentaire et ne sont pas représentatifs de notre rendement futur.

Autres

Des ajustements du calcul des actifs nets identifiables acquis et des passifs nets identifiables repris à l'égard des acquisitions réalisées au cours de l'exercice 2012 ont également été apportés pendant la période, dont une baisse nette du goodwill de 2,3 millions \$ et une hausse nette des immobilisations incorporelles de 2,8 millions \$.

Les actifs nets acquis et les passifs nets repris dans le cadre des acquisitions se présentent comme suit :

(en millions)	OAA	Autres	Total 2013	Total 2012
Actif courant ¹⁾	35,9 \$	1,1 \$	37,0 \$	17,8 \$
Passif courant	(90,4)	(0,1)	(90,5)	(19,7)
Immobilisations corporelles	151,0	0,1	151,1	3,3
Autres actifs	-	-	-	20,6
Immobilisations incorporelles	71,3	10,0	81,3	39,7
Goodwill ²⁾	142,4	9,7	152,1	99,1
Impôts sur le résultat différés	(7,5)	-	(7,5)	(8,1)
Dettes à long terme	(16,1)	-	(16,1)	-
Autres passifs non courants	(18,1)	-	(18,1)	(26,1)
Juste valeur des actifs nets acquis, abstraction faite de la situation de trésorerie à l'acquisition	268,5 \$	20,8 \$	289,3 \$	126,6 \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie d'une filiale acquise	14,6	0,1	14,7	4,8
Contrepartie totale³⁾	283,1 \$	20,9 \$	304,0 \$	131,4 \$
Prix d'achat à payer	(3,8)	(0,9)	(4,7)	(0,3)
Autres	-	-	-	(0,3)
Contrepartie totale réglée en trésorerie	279,3 \$	20,0 \$	299,3 \$	130,8 \$
Contrepartie supplémentaire liée à des acquisitions d'exercices antérieurs	-	0,7	0,7	-
Contrepartie en trésorerie totale	279,3 \$	20,7 \$	300,0 \$	130,8 \$

¹⁾ Abstraction faite de la position de trésorerie.

²⁾ Une tranche de 9,7 millions \$ de ce goodwill est déductible aux fins fiscales.

³⁾ La contrepartie totale relative à l'acquisition d'OAA inclut un montant de 279,3 millions \$ payé aux anciens actionnaires d'OAA pour le remboursement de la dette.

Les actifs nets, y compris le goodwill, d'OAA sont pris en compte dans le secteur Formation et services associés – Civil. Les actifs nets, y compris le goodwill, de Blue Phantom sont pris en compte dans le secteur Nouveaux marchés principaux.

9. RISQUES ET INCERTITUDES LIÉS À NOTRE ACTIVITÉ

Nous exerçons nos activités dans différents secteurs industriels comportant chacun divers éléments de risque et d'incertitude. La direction et le conseil d'administration se penchent sur les principaux risques liés à nos activités, particulièrement dans le cadre du processus annuel de planification stratégique et d'établissement du budget. Les risques et incertitudes décrits ci-après pourraient avoir une incidence défavorable importante sur nos activités, notre situation financière et notre résultat opérationnel. Ces risques sont classés comme suit : risques liés à l'industrie, risques propres à CAE et risques liés au marché. Ces risques ne sont pas nécessairement les seuls auxquels nous sommes exposés; d'autres risques et incertitudes inconnus de notre part ou que nous jugeons négligeables à l'heure actuelle pourraient avoir une incidence défavorable sur nos activités.

La direction cherche à atténuer les risques qui sont susceptibles de se répercuter négativement sur notre rendement à venir par un processus de mise en évidence, d'évaluation, de déclaration et de gestion des risques considérés comme importants du point de vue de l'entreprise dans son ensemble.

9.1 Risques liés à l'industrie

Concurrence

Les marchés où nous vendons notre matériel de simulation et proposons nos services de formation sont hautement compétitifs. De nouvelles entreprises ont fait leur apparition au cours des dernières années, et l'environnement compétitif s'est intensifié avec le positionnement des sociétés des secteurs de l'aéronautique et de la défense dans le but d'accroître leur part de marché en consolidant les sociétés de simulation du secteur civil et en développant leurs propres capacités internes. Récemment, Lockheed Martin and L-3 Communications ont toutes deux acquis des concurrents du secteur de la simulation d'avions de ligne. La majorité de nos concurrents des marchés de la simulation et de la formation évoluent également dans d'autres grands segments du complexe de l'aéronautique et de la défense. En conséquence, plusieurs d'entre eux ont une plus grande envergure que nous et peuvent disposer de ressources financières et techniques, et de ressources de marketing, de fabrication et de distribution beaucoup plus importantes. De plus, certains concurrents ont des relations bien établies avec des constructeurs d'aéronefs, des compagnies aériennes et des gouvernements ou sont d'importants fournisseurs de ces derniers, ce qui pourrait leur donner un avantage au moment de l'attribution de contrats par ces organisations. Nous faisons particulièrement concurrence à Boeing, qui jouit d'un avantage concurrentiel sur nous en ce qui concerne les prix et d'autres facteurs. Boeing a un modèle d'octroi de licences pour les simulateurs destinés à ses appareils civils, selon lequel les fabricants de simulateurs et les fournisseurs de services de formation sont tenus de verser à Boeing des redevances au titre de la fabrication, de la mise à jour ou de la mise à niveau des simulateurs, et des services de formation à l'égard des simulateurs Boeing.

Certains constructeurs OEM se sont montrés intéressés à élargir leurs services en offrant des services de formation à leurs clients. Les constructeurs OEM ont certains avantages concurrentiels par rapport aux fournisseurs de services de formation indépendants. Ils contrôlent le prix des données, des pièces et du matériel qui sont souvent nécessaires pour fabriquer un simulateur visant un de leurs appareils. Or, ces éléments représentent un coût d'investissement critique pour tous les fournisseurs de services de formation fondée sur la simulation. Certains constructeurs OEM pourraient être en position d'exiger des redevances sur licences pour autoriser la fabrication de simulateurs fondés sur leurs appareils ou pour autoriser la formation sur ces simulateurs. CAE a aussi certains avantages, notamment le fait d'être un fabricant de simulateurs, le fait d'arriver dans certains cas à reproduire des appareils sans obtenir de données, de pièces ou de matériel auprès d'un constructeur OEM et le fait de posséder un réseau de formation diversifié comprenant des coentreprises avec d'importantes compagnies aériennes qui achètent leurs appareils auprès de certains constructeurs OEM. Nous travaillons avec certains constructeurs OEM au développement d'occasions d'affaires liées à l'équipement et aux services de formation.

Nous obtenons la plupart de nos contrats dans le cadre de processus d'appel d'offres qui nous amènent à consacrer beaucoup de temps et d'énergie à des soumissions pour des contrats qui, à terme, pourraient ne pas nous être attribués. Rien ne garantit que nous continuerons de remporter des contrats octroyés par voie d'appel d'offres aussi régulièrement que nous l'avons fait par le passé.

La croissance économique sous-tend la demande pour tous nos produits et services. Les périodes de récession économique, les contraintes de crédit ou les mesures d'austérité mises en place par les gouvernements se traduisent généralement par une concurrence accrue pour chaque commande possible, ce qui donne habituellement lieu à une baisse des profits réalisés sur les ventes conclues au cours d'une telle période. Si de telles conditions se produisent, nos prix et nos marges pourraient s'en ressentir.

Budgets de la défense et calendrier des dépenses à cet égard

Nous tirons une très grande partie de nos produits des activités ordinaires des ventes aux clients des secteurs militaires dans le monde. Nous agissons à titre de maître d'œuvre ou de sous-traitant pour le compte de divers programmes gouvernementaux canadiens, américains, européens et autres. L'interruption du financement d'un programme gouvernemental pourrait entraîner pour nous un important manque à gagner, ce qui pourrait nuire à nos activités. En outre, une réduction importante des dépenses militaires dans les pays auprès desquels nous avons obtenu des contrats pourrait nuire considérablement à nos ventes et à notre résultat. Nous avons été touchés par la baisse des dépenses militaires au cours de la dernière année dans certains pays, comme l'Allemagne, ce qui a entravé nos produits des activités ordinaires et notre rentabilité. Nous connaissons également des processus d'approvisionnement plus longs et des retards dans les marchés parvenus à maturité, comme ceux des États-Unis, du Canada et de l'Europe, qui influent sur le calendrier d'obtention des contrats et retardent la constatation des produits des activités ordinaires.

Programmes militaires financés par l'État

Comme la plupart des fournisseurs de marchés publics, nous pouvons faire l'objet d'audits et de contrôles périodiques. Les ajustements rendus nécessaires par les audits et contrôles gouvernementaux pourraient nuire à nos résultats opérationnels. De plus, certains frais pourraient ne pas être remboursés ou admis dans la négociation de contrats à prix fixe. Par conséquent, nous courons un risque plus grand d'actions en justice et de poursuites en responsabilité intentées à notre encontre que des entreprises qui ne traitent qu'avec le secteur privé, ce qui pourrait nuire considérablement à nos activités.

Secteur de l'aviation civile

Nous tirons une part importante de nos produits des activités ordinaires de la vente de matériel et de services de formation pour l'aviation commerciale et l'aviation d'affaires.

Si le prix du carburant devait atteindre des niveaux élevés pendant une longue période, cela pourrait inciter davantage les compagnies aériennes à remplacer leurs vieux appareils plus énergivores. Cependant, une hausse de cette nature pourrait aussi restreindre les ressources financières que les compagnies aériennes ont à leur disposition et éventuellement entraîner des retards ou des annulations dans les livraisons de nouveaux appareils. Si le prix du carburant connaissait une hausse soutenue, les compagnies aériennes pourraient être amenées à réduire leur capacité de vol ou à ralentir leur croissance, car une telle capacité ne serait alors pas économiquement viable. Cette réaction provoquerait, par ricochet, une baisse de la demande visant notre matériel et nos services de formation.

Les contraintes sur le marché du crédit pourraient entraver la capacité des compagnies aériennes et d'autres sociétés à acheter de nouveaux avions, ce qui nuirait à la demande visant notre matériel et nos services de formation et à la capacité d'acheter nos produits.

De plus, les comptes débiteurs nous exposent au risque de crédit. Afin d'atténuer ce risque, nous avons adopté des politiques visant à ne pas nous exposer outre mesure à un client particulier. Ces politiques prévoient l'analyse de la situation financière de certains clients et l'examen à intervalles réguliers de leur solvabilité. Nous souscrivons également, de temps à autre, de l'assurance crédit et, dans certains cas, exigeons une lettre de crédit bancaire garantissant les paiements que nos clients nous doivent.

Réglementation imposée par les autorités du secteur de l'aviation

Nous sommes tenus de nous conformer à la réglementation imposée par les autorités du secteur de l'aviation, réglementation qui peut changer sans préavis et pourrait perturber nos ventes et activités. Tout changement imposé par un organisme de réglementation, tel que des changements aux normes de sécurité imposés par les autorités du secteur de l'aviation comme la Federal Aviation Administration des États-Unis, pourrait nous obliger à apporter des modifications imprévues à nos produits et services et entraîner des retards ou des annulations dans les ventes. Nous ne pouvons prévoir l'incidence que pourraient avoir sur nos activités des modifications aux lois et règlements en vigueur. Tout changement pourrait avoir de grandes conséquences sur notre résultat opérationnel ou notre situation financière.

Vente ou octroi sous licence de produits de CAE nécessitant l'approbation d'autorités de réglementation et le respect des exigences

La vente ou l'octroi sous licence de plusieurs de nos produits est assujéti à des contrôles réglementaires. Ces contrôles peuvent notamment nous interdire de vendre à certains pays ou à certaines entités ou particuliers d'un pays, ou encore de vendre une certaine technologie, comme les simulateurs liés au domaine militaire ou encore tout matériel d'entraînement, y compris les données militaires et les pièces, sans avoir préalablement obtenu une licence d'exportation ou d'autres approbations auprès d'une ou de plusieurs autorités gouvernementales. Ces règlements changent assez fréquemment et rien ne garantit que nous serons autorisés ultérieurement à vendre ou à octroyer sous licence certains produits à des clients, ce qui pourrait entraîner pour nous des pertes ou un manque à gagner.

L'incapacité de nous conformer aux lois et règlements en matière de contrôle des exportations et aux impératifs de sécurité nationale pourrait donner lieu à des amendes ou nous exclure temporairement ou définitivement des marchés publics à titre de maître d'œuvre ou de sous-traitant, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur notre résultat opérationnel ou notre rentabilité, sans compter que cela porterait atteinte à notre réputation et à notre capacité d'obtenir d'autres contrats sur des marchés publics par la suite.

9.2 Risques propres à la Société

Évolution des produits

Le marché militaire et celui de l'aviation civile dans lesquels nous évoluons sont caractérisés par des changements au niveau des exigences des clients, par l'arrivée de nouveaux modèles d'aéronefs ainsi que par l'évolution des normes de l'industrie. Notre incapacité à prévoir précisément les besoins futurs de nos clients actuels et éventuels et à mettre au point des produits améliorés qui répondent à l'évolution des normes et des technologies pourrait nous faire perdre des clients ou nuire à notre capacité d'en attirer de nouveaux et, du coup, se répercuter sur nos produits des activités ordinaires. L'évolution de la technologie pourrait également influencer sur la valeur de la flotte de simulateurs de vol.

Activités de recherche et de développement

Certaines de nos initiatives en matière de R-D sont menées grâce à l'appui financier des gouvernements, dont le gouvernement du Québec, par l'entremise d'Investissement Québec (IQ), et le gouvernement du Canada, par l'entremise de l'ISAD. Si nous ne pouvons pas remplacer ces programmes à l'avenir par d'autres programmes gouvernementaux de partage des risques aussi avantageux pour nous, cela pourrait avoir des conséquences négatives sur notre rendement financier ainsi que sur nos activités de recherche et de développement.

Nous recevons des crédits d'impôt à l'investissement à l'égard des activités de R-D admissibles que nous menons au Canada de la part du gouvernement fédéral et des crédits d'impôt à l'investissement à l'égard des activités de R-D admissibles que nous menons au Québec de la part du gouvernement provincial. Les crédits que nous recevons sont fonction des lois fédérales et provinciales en vigueur. Les crédits d'impôt à l'investissement auxquels nous avons accès peuvent être réduits par des modifications législatives des gouvernements concernés, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur notre situation financière et nos activités de recherche et développement.

Contrats d'approvisionnement à prix fixe et à long terme

Nous fournissons des produits et services principalement aux termes de contrats à prix fixe qui nécessitent l'absorption du dépassement des coûts, malgré la difficulté à estimer tous les coûts à engager pour la réalisation de ces contrats et la difficulté à prévoir le chiffre final des ventes que nous pourrions atteindre. De plus, bon nombre de nos contrats de fourniture de simulateurs et de services à des compagnies aériennes et à des organisations du secteur de la défense sont des contrats de longue durée, pouvant aller jusqu'à 20 ans. Certains de ces contrats établissent le prix des simulateurs à livrer ou des services de formation à fournir sous réserve d'ajustements tenant compte de l'inflation et de l'augmentation des coûts. Si ces ajustements se révélaient insuffisants pour absorber l'inflation ou l'augmentation des coûts, notre résultat opérationnel pourrait en souffrir.

Approvisionnement et empiétement des constructeurs OEM

Nous obtenons des données, des pièces, du matériel et bien d'autres intrants auprès d'un grand nombre de constructeurs OEM, de sous-traitants et d'autres sources. Nous ne sommes pas toujours en mesure de trouver au moins deux fournisseurs pour les intrants dont nous avons besoin et, dans le cas des simulateurs pour des appareils particuliers et d'autres dispositifs de formation, des intrants importants ne proviennent que d'un seul fournisseur. Nous sommes donc vulnérables aux retards dans le calendrier de livraison, à la situation financière des fournisseurs uniques et à leur volonté de faire affaire avec nous. Les groupes commerciaux de certains fournisseurs uniques comprennent des entreprises qui font concurrence à une partie de nos activités. Cette situation pourrait donner lieu à des modalités de concession de licences coûteuses, à des redevances élevées, voire au refus de nous accorder une licence visant les données, les pièces et le matériel qui sont souvent nécessaires à la construction d'un simulateur fondé sur l'appareil d'un constructeur OEM.

Garanties et autres réclamations sur des produits

Nous fabriquons des simulateurs qui sont de nature complexe et perfectionnée. Ils peuvent contenir des défauts difficiles à déceler et à corriger. Les irrégularités de fonctionnement ou pannes de ces produits pourraient nous valoir des réclamations au titre de la garantie ou encore nous faire perdre des clients. La correction de ces défauts pourrait nécessiter d'importantes dépenses en immobilisations. Si ces produits défectueux étaient intégrés au matériel des clients, nous pourrions en outre faire l'objet d'une action en responsabilité du fait des dommages causés par nos produits à ce matériel. Tout défaut ou toute action ou erreur pourrait nuire à notre résultat opérationnel et à nos activités. Rien ne garantit que notre couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs actions d'importance.

Risque lié à l'intégration des produits et à la gestion des programmes

Notre activité pourrait également souffrir d'une éventuelle incompatibilité de nos produits avec d'autres logiciels, systèmes informatiques et systèmes de communications perfectionnés et en constante évolution. Si nous éprouvons des difficultés avec un projet ou n'en atteignons pas les étapes prescrites dans les délais impartis, nous pourrions devoir consacrer à un projet particulier plus de ressources qu'il n'en avait été prévu pour lui à l'origine, notamment sur le plan de l'ingénierie. Bien que le montant des provisions couvrant les risques de pertes sur contrats à prix fixe nous semble adéquat, nous pourrions subir des pertes plus élevées que les provisions établies à la suite des obligations qui nous sont faites aux termes des contrats d'approvisionnement à long terme et à prix fixe.

Protection des droits de propriété intellectuelle

Nous comptons en partie sur nos secrets industriels et sur des restrictions contractuelles, comme des ententes de confidentialité et des licences, pour établir et protéger nos droits de propriété intellectuelle. Or, ces moyens pourraient se révéler inefficaces dans la prévention du détournement de nos technologies ou dans la dissuasion d'autres parties d'élaborer des technologies semblables. Il pourrait se révéler impossible ou difficile de faire respecter nos droits de propriété intellectuelle ou d'en acquérir et de les faire respecter dans certains pays.

Propriété intellectuelle

Nos produits tournent à l'aide de logiciels et de systèmes informatiques complexes qui nous sont fournis par des tiers et qui pourraient parfois nous être inaccessibles. La construction de nos simulateurs dépend souvent de la réception de données, notamment de données confidentielles ou exclusives relatives aux fonctionnalités, à la conception et aux performances d'un produit ou d'un système, que nos simulateurs sont censés reproduire. Rien ne garantit que nous pourrions obtenir ces données à des conditions acceptables, ni même que nous pourrions les obtenir.

Des actions de contrefaçon pourraient être intentées à notre encontre ou à l'encontre de nos clients. Le cas échéant, nous pourrions perdre la cause ou ne pas être en mesure de mettre au point un procédé qui ne viole pas les droits de tiers ou d'obtenir des licences à des conditions acceptables sur le plan commercial, ni même de simplement les obtenir.

Certains marchés où nous exerçons nos activités, y compris, sans toutefois s'y limiter, le marché des soins de santé, sont sujets à un important brevetage par des tiers. Notre capacité de modifier nos produits existants ou d'élaborer de nouveaux produits pourrait être entravée par les brevets de tiers, ce qui pourrait donner lieu à des coûts supplémentaires liés à l'obtention d'une licence nous permettant d'utiliser le brevet ou d'intégrer les déclarations qui y figurent dans nos activités d'élaboration.

De plus, tout litige relatif à la protection de nos droits de propriété intellectuelle pourrait se révéler long et onéreux, et porter préjudice à nos activités ou résultats financiers, que nous ayons gain de cause ou non.

Personnel clé

Notre pérennité et notre prospérité dépendent en partie de notre capacité d'attirer et de garder à notre service du personnel clé possédant les compétences, l'expertise et l'expérience pertinentes. Notre politique de rémunération vise à atténuer ce risque.

Relations de travail

Nous comptons quelque 550 employés syndiqués qui sont protégés par une convention collective expirant au premier trimestre de l'exercice 2014. La négociation d'une nouvelle convention collective pourrait donner lieu à des perturbations de travail, y compris des arrêts ou des ralentissements. Un arrêt de travail pourrait interrompre nos activités de construction au Canada, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur nos secteurs des produits de simulation, sur les services que nous fournissons à nos clients et sur notre rendement financier.

Responsabilité environnementale

Nos activités actuelles et passées ainsi que celles d'anciens exploitants de certains de nos établissements actuels et anciens entraînent ou ont entraîné l'utilisation, la production, l'entreposage, le transport et la destruction de matières dangereuses.

L'adoption de nouvelles lois et de leurs règlements d'application, le resserrement des lois et règlements existants, la découverte d'une contamination inconnue, l'imposition de nouvelles exigences de nettoyage ou des réclamations fondées sur des engagements d'indemnisation des dommages à l'environnement que nous pourrions avoir pris pourraient nous contraindre à des dépenses substantielles, ce qui pourrait porter un grand préjudice à notre résultat opérationnel et à notre situation financière.

De plus, comme nos activités abandonnées ne sont pas assurées contre de pareilles réclamations, toute action d'importance intentée contre l'une d'entre elles pour des motifs environnementaux serait susceptible de nuire considérablement à notre rentabilité future.

Actions en responsabilité pour risques divers

En raison de la nature même de nos activités, nous sommes exposés à des actions en responsabilité, notamment des actions pour préjudices physiques importants ou décès, qui pourraient faire suite à :

- Des accidents ou sinistres mettant en cause du matériel de formation que nous avons vendu ou des aéronefs pour lesquels nous avons fourni du matériel ou des services de formation;
- Nos services de dotation en pilotes;
- Nos activités de formation au vol en situation réelle.

Nous pourrions être également visés par des actions en responsabilité à l'égard de nos produits consécutives à des dommages découlant de la vente de matériel ou de la prestation de services par des entités ayant repris à leur compte des activités que nous avons abandonnées. Rien ne garantit que notre couverture d'assurance suffira à couvrir une ou plusieurs actions d'importance.

Intégration des entreprises acquises

La réussite de nos acquisitions dépend de notre capacité à cristalliser les synergies, tant en termes de commercialisation de notre gamme élargie de produits offerts que d'intégration à notre mode de fonctionnement des activités des nouvelles unités.

Capacité à pénétrer de nouveaux marchés

Nous cherchons à tirer parti de nos connaissances, de notre expérience et de nos pratiques exemplaires en matière de formation aéronautique fondée sur la simulation et d'optimisation afin de pénétrer les nouveaux marchés de la formation fondée sur la simulation dans les secteurs des soins de santé et des mines.

Alors que nous pénétrons ces nouveaux marchés, nous pourrions faire face à des difficultés et à des dépenses imprévues qui pourraient porter préjudice à nos activités, à notre rentabilité et à notre réputation. La pénétration de nouveaux marchés est, par définition, plus difficile que la gestion de nos marchés principaux déjà établis. Les risques associés à la pénétration de nouveaux marchés sont plus importants. Cependant, nous estimons que la Société aura la possibilité de dégager, à long terme, des produits des activités ordinaires importants de ces nouveaux champs d'activité.

Système de gestion intégré (ERP)

Nous avons franchi une étape importante au cours de l'exercice 2013 grâce à la mise en œuvre réussie de la partie de l'implantation canadienne de notre système ERP portant sur la construction. Nous continuons de déployer le système ERP. Si ce système n'est pas exploité de la façon prévue, au moment prévu, nous pourrions avoir de la difficulté à obtenir des dédommagements ou correctifs de la part des tiers. Nous pourrions aussi ne pas être en mesure de tirer du système toute la valeur que nous en attendions, ce qui pourrait porter préjudice à nos activités, à notre rentabilité et à notre réputation.

Durée du cycle de vente

Le cycle de vente de nos produits et services est long et imprévisible, allant de 6 à 18 mois pour les applications dans le domaine de l'aviation civile, et de 6 à 24 mois ou plus pour les applications militaires. Pendant que les clients évaluent nos produits et services, nous pouvons être tenus d'engager des dépenses et de déployer des efforts de gestion. Le fait d'engager de telles dépenses sans produits des activités ordinaires correspondants pour un trimestre donné nuira à notre résultat opérationnel et pourrait accentuer la volatilité du cours de notre action. Nous pouvons fabriquer d'avance certains produits en prévision des commandes à venir et pour faciliter une livraison plus rapide en vue d'obtenir un avantage concurrentiel. Par contre, si les commandes pour ces produits ne se concrétisent pas au moment prévu, nous devons conserver le produit préfabriqué en stock jusqu'à ce qu'une vente soit conclue.

Dépendance envers la technologie

Nous dépendons des systèmes et des réseaux de technologies de l'information pour traiter, transmettre et stocker les données et l'information financière sous forme électronique, pour gérer les activités commerciales et respecter les exigences liées à la réglementation, aux lois, à la sécurité nationale, aux contrats et à l'impôt. De plus, nos activités nécessitent l'utilisation, d'une manière appropriée et sûre, d'informations confidentielles et sensibles appartenant à des tiers tels des constructeurs OEM et des forces de défense nationales. Une défaillance des systèmes de technologies de l'information ou une violation de la sécurité des données pourrait perturber nos activités, entraîner la perte d'informations commerciales, compromettre la confidentialité de l'information, nécessiter une attention et des ressources importantes de la part de la direction et avoir une incidence défavorable significative sur nos activités, notre réputation et notre rendement financier. Nous avons mis en place des contrôles de sécurité, des mécanismes visant à assurer le respect des politiques et des systèmes de surveillance afin de prévenir les menaces potentielles.

9.3 Risques liés au marché

Écart de change

Nous exerçons nos activités à l'échelle mondiale, et près de 90 % de nos produits des activités ordinaires sont réalisés en devises, principalement en dollars US, en euros et en livres sterling. Nos produits des activités ordinaires sont répartis à raison d'environ un tiers aux États-Unis, un autre tiers en Europe et le dernier tiers dans le reste du monde.

Les activités que nous menons au Canada génèrent environ 34 % de nos produits des activités ordinaires, et une grande proportion de nos charges opérationnelles sont libellées en dollars canadiens. L'appréciation du dollar canadien a un effet défavorable sur nos produits des activités ordinaires libellés en monnaies étrangères et, de ce fait, sur nos résultats financiers. La dépréciation du dollar canadien a quant à elle un effet défavorable sur nos coûts libellés en monnaies étrangères et sur notre compétitivité par rapport à d'autres constructeurs de matériel dans des pays où les charges opérationnelles sont moindres. Pour atténuer en partie ce risque, nous avons mis sur pied divers programmes de couverture. Cependant, nos activités de couverture de devises ne permettent pas d'éliminer complètement le risque de change et ne procurent qu'une compensation à court terme.

Les activités de nos établissements à l'étranger – surtout de la formation et des services associés pour les secteurs Militaire et Civil – sont essentiellement libellées dans les monnaies locales. Une couverture naturelle existe du fait que les produits des activités ordinaires et les charges opérationnelles sont libellés dans les mêmes devises. Ces activités nous exposent toutefois à un risque de change non couvert étant donné que nous consolidons nos résultats en dollars canadiens aux fins de la présentation de l'information financière. La dévaluation des devises étrangères par rapport au dollar canadien, par exemple, la volatilité de l'euro à la suite des mesures d'austérité européennes et les conditions économiques du marché du crédit, aurait un impact de conversion négatif.

Disponibilité du capital

Notre principale facilité de crédit, refinancée en juin 2012, devra être renouvelée en avril 2017. À l'heure actuelle, il nous est impossible de déterminer si elle sera renouvelée au même coût, pour la même durée et selon des modalités similaires à celles qui nous ont été offertes.

Nous avons également diverses facilités d'emprunt dont les échéances s'échelonnent jusqu'en mars 2036. En ce moment, nous ne pouvons déterminer si ces facilités seront refinancées au même coût, pour les mêmes durées et à des modalités semblables à ce qui était disponible précédemment.

Régimes de retraite

La capitalisation des régimes de retraite s'appuie sur des estimations actuarielles et est assujettie aux limites prévues par la réglementation fiscale et autre. Les estimations actuarielles établies au cours de l'exercice étaient fondées sur des hypothèses liées aux niveaux prévus de rémunération des salariés lors de leur départ à la retraite et au rendement à long terme prévu des actifs des régimes de retraite. Les rapports d'évaluation actuarielle sur la capitalisation déterminent le montant des cotisations en trésorerie que nous devons verser aux régimes de retraite agréés. Selon les derniers rapports sur la capitalisation de nos régimes, les régimes de retraite accusent des déficits de solvabilité. Nous sommes donc tenus de verser des cotisations en trésorerie pour les financer. Si la valeur des actifs des régimes ne remonte pas avant la date des prochaines évaluations de la capitalisation, nous devons augmenter le montant de ces cotisations en trésorerie, ce qui nous empêchera d'affecter les fonds visés à d'autres fins.

Faire des affaires à l'étranger

Nous exerçons des activités dans une trentaine de pays et vendons nos produits et services auprès de clients d'un peu partout dans le monde. Pour l'exercice 2013, les ventes à des clients de l'extérieur de l'Amérique du Nord ont compté pour environ 60 % de nos produits des activités ordinaires, et nous nous attendons à ce qu'elles continuent d'en représenter une grande portion dans un avenir prévisible. Du coup, nous sommes exposés au risque de faire des affaires à l'étranger.

Les principaux risques auxquels nous faisons face sont les suivants :

- L'évolution des lois et des règlements;
- Les tarifs douaniers, embargos, contrôles et autres restrictions;
- L'évolution générale de la conjoncture et des conditions géopolitiques;
- Les risques liés au recours à des représentants et à des consultants à l'étranger et la complexité s'y rattachant.

10. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

La liste des participations ayant une incidence significative sur nos résultats ou nos actifs est présentée à la note 33 afférente aux états financiers consolidés.

Le tableau suivant présente les soldes en cours de la Société auprès de ses coentreprises qui sont spécifiquement attribuables aux participations des autres coentrepreneurs :

<i>(en millions)</i>	2013	2012
Comptes débiteurs	12,4 \$	23,4 \$
Contrats en cours : actifs	20,8	18,1
Autres actifs	9,4	10,0
Comptes créditeurs et charges à payer	12,6	5,4
Contrats en cours : passifs	4,8	6,2

Le tableau suivant présente les transactions de la Société avec ses coentreprises qui sont spécifiquement attribuables aux participations des autres coentrepreneurs :

<i>(en millions)</i>	2013	2012
Produits des activités ordinaires tirés des produits et services	63,3 \$	57,6 \$
Achats de produits et services, et autres	6,0	6,7
Autres transactions influant sur le résultat	0,5	9,8

Les autres actifs comprennent une obligation au titre de contrats de location-financement d'une partie liée qui viennent à échéance en octobre 2022 et portent intérêt au taux de 5,14 % par année. Aucune provision n'a été constituée à l'égard des montants à recevoir de parties liées au 31 mars 2013 (néant en 2012).

De plus, au cours de l'exercice 2013, des transactions s'élevant à 4,3 millions \$ (2,1 millions \$ en 2012) ont été faites aux prix normaux du marché avec certaines entreprises pour lesquelles certains membres du conseil de la Société sont associés ou dirigeants.

Rémunération du personnel de direction clé

Le personnel de direction clé désigne les personnes ayant l'autorité et la responsabilité des principales décisions opérationnelles, financières et stratégiques de la Société, y compris certains cadres dirigeants. La rémunération du personnel de direction clé au titre des services de salariés est présentée ci-dessous :

(en millions)	2013	2012
Salaires et autres avantages du personnel à court terme	4,0 \$	4,9 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	2,0	1,3
Indemnités de fin de contrat de travail	-	1,5
Paiements fondés sur des actions	2,4	2,5
	8,4 \$	10,2 \$

11. MODIFICATIONS DE MÉTHODES COMPTABLES

11.1 Nouvelles normes et modifications adoptées à l'exercice 2013

Instruments financiers

En octobre 2010, l'International Accounting Standards Board (IASB) a modifié IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir* de manière à exiger la présentation d'informations quantitatives et qualitatives sur les transferts d'actifs financiers lorsque les actifs transférés ne sont pas décomptabilisés en totalité ou que l'entreprise cédante conserve un lien de gestion. La modification exige également la présentation d'informations supplémentaires si une part importante du montant total du transfert survient dans les derniers jours d'une période. Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2011. Nous avons adopté ces modifications durant l'exercice 2013. Nous avons vendu des comptes débiteurs et des actifs au titre des contrats en cours dans le cadre du programme d'actifs financiers courants. Ces actifs financiers transférés sont décomptabilisés en totalité puisque nous ne conservons aucun lien de gestion. En conséquence, les modifications d'IFRS 7 n'ont eu aucune incidence sur les informations que nous présentons.

11.2 Nouvelles normes n'ayant pas encore été adoptées

Partenariats

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 11 *Partenariats* en remplacement d'IAS 31 *Participation dans des coentreprises*, et SIC-13 *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*. IFRS 11 porte sur les droits et les obligations inhérents à un partenariat, plutôt que sur la forme juridique, comme c'est actuellement le cas pour IAS 31. La norme corrige les incohérences de présentation des partenariats en exigeant le recours à la méthode de la mise en équivalence pour comptabiliser les participations dans les entités contrôlées conjointement. IFRS 11 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. À l'heure actuelle, nous utilisons la méthode de la consolidation proportionnelle pour comptabiliser les participations dans des coentreprises, mais nous appliquerons la méthode de la mise en équivalence selon IFRS 11 à compter du 1^{er} avril 2013.

Selon cette méthode, la quote-part nous revenant de l'actif net, du résultat net et des autres éléments du résultat global des coentreprises sera présentée sur un seul poste, respectivement dans l'état de la situation financière, le compte de résultat et l'état du résultat global. Nous avons déterminé que le classement de nos partenariats ne serait pas modifié par l'adoption d'IFRS 11. Cette détermination tient compte de la structure des partenariats, de la forme juridique de toute entité distincte, des modalités contractuelles des accords et d'autres faits et circonstances.

Avantages du personnel

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 19 *Avantages du personnel* afin d'exiger le calcul des intérêts nets liés au passif ou à l'actif net au titre des prestations définies en fonction du taux d'actualisation utilisé pour évaluer l'obligation au titre des prestations définies et d'étoffer les exigences d'information. Ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. En conséquence, nous déterminerons le montant net du produit ou de la charge d'intérêts lié au passif ou à l'actif net au titre des prestations définies, que nous présenterons dans les charges ou les produits financiers. Les intérêts nets liés au passif ou à l'actif au titre des prestations définies remplaceront le coût financier lié à l'obligation au titre des prestations définies et le rendement prévu des actifs des régimes.

Consolidation

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 10 *États financiers consolidés* en remplacement de SIC-12 *Consolidation – Entités ad hoc* ainsi que d'une partie d'IAS 27 *États financiers consolidés et individuels*. La nouvelle norme étoffe les principes existants de l'utilisation de la notion de contrôle comme facteur déterminant de l'inclusion d'une entité dans les états financiers consolidés. IFRS 10 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Nous avons déterminé que l'adoption d'IFRS 10 le 1^{er} avril 2013 ne donnera lieu à aucun changement de la situation de consolidation de nos filiales.

Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 12 *Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités*. IFRS 12 est une nouvelle norme complète sur les exigences d'information au titre de toutes les formes de participations dans d'autres entités, y compris les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées non consolidées. La norme exige qu'une entité présente des informations sur la nature et les risques associés à ses participations dans d'autres entités et les effets de ces participations sur sa situation financière, son rendement financier et ses flux de trésorerie. IFRS 12 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Les nouvelles informations devant être présentées conformément à IFRS 12 seront ajoutées à nos états financiers consolidés de l'exercice 2014.

Évaluation de la juste valeur

En mai 2011, l'IASB a publié IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur*. IFRS 13 définit la juste valeur, intègre, dans une même norme, un cadre pour l'évaluation de la juste valeur et prescrit les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur. IFRS 13 s'applique lorsqu'une autre norme IFRS impose ou permet des évaluations à la juste valeur. Elle n'établit aucune nouvelle obligation d'évaluer un actif ou un passif à la juste valeur, ne modifie pas les évaluations à la juste valeur prévues par les autres normes IFRS et ne traite pas de la présentation des variations de la juste valeur. La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Nous évaluons actuellement l'incidence de cette norme sur nos états financiers consolidés.

Présentation des états financiers

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 1 *Présentation des états financiers* afin de modifier les exigences d'information sur les composantes des autres éléments du résultat global, notamment en exigeant la présentation de composantes distinctes des autres éléments du résultat global en deux groupes, selon qu'ils peuvent ou non être reclassés en résultat net dans l'avenir. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012. Les nouvelles exigences visant les autres éléments du résultat global seront intégrées à notre état consolidé des autres éléments du résultat global de l'exercice 2014.

Immobilisations corporelles

Dans ses améliorations annuelles de 2011, l'IASB a modifié IAS 16 *Immobilisations corporelles* en vue de préciser si certains actifs font partie des immobilisations corporelles ou des stocks. Cette modification précise que les pièces de rechange et le matériel d'entretien qui répondent à la définition des immobilisations corporelles ne sont pas classés dans les stocks. La modification apportée dans les améliorations annuelles de 2011 élimine la nécessité de classer dans les immobilisations corporelles les pièces de rechange et le matériel d'entretien utilisés au titre d'un seul élément d'immobilisation corporelle. Cette amélioration annuelle s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Nous évaluons actuellement l'incidence de cette norme sur nos états financiers consolidés.

Instruments financiers

En novembre 2009, l'IASB a publié IFRS 9 *Instruments financiers*, première partie d'un projet en trois étapes visant le remplacement d'IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. IFRS 9 traite du classement et de l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers. Elle remplace les modèles d'évaluation et de catégories multiples établis par IAS 39 pour les instruments d'emprunt par un nouveau modèle d'évaluation hybride qui comprend deux catégories : les instruments comptabilisés au coût amorti et les instruments comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net. La majorité des exigences de classement et d'évaluation des passifs financiers d'IAS 39 ont été reportées vers IFRS 9. Cependant, la tranche des variations de la juste valeur liée à notre risque de crédit propre doit être présentée aux autres éléments du résultat global plutôt qu'en résultat. IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015, et son application anticipée est permise. Nous évaluons actuellement l'incidence de cette norme sur nos états financiers consolidés.

Les tableaux suivants résument les ajustements apportés à notre état consolidé de la situation financière au 1^{er} avril 2012 et au 31 mars 2013 ainsi qu'à notre compte consolidé de résultat net, à notre état consolidé du résultat global et à notre tableau consolidé des flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 mars 2013 par suite des changements futurs touchant les méthodes comptables entrant en vigueur à l'exercice 2014.

Rapprochement sommaire de la situation financière

(en millions)	31 mars 2013	Ajuste- ment IFRS 11	Ajuste- ment IAS 19	31 mars 2013 modifié	1 ^{er} avril 2012	Ajuste- ment IFRS 11	Ajuste- ment IAS 19	1 ^{er} avril 2012 modifié
Actif								
Trésorerie et équivalents de trésorerie	293,2 \$	(33,2) \$	- \$	260,0 \$	287,3 \$	(32,6) \$	- \$	254,7 \$
Total de l'actif courant, compte non tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	1 040,6	7,0	-	1 047,6	860,8	0,1	-	860,9
Immobilisations corporelles	1 498,6	(355,8)	-	1 142,8	1 293,7	(300,5)	-	993,2
Participations mises en équivalence	-	196,9	-	196,9	-	172,9	-	172,9
Autres actifs non courants	1 046,3	(2,3)	-	1 044,0	741,9	5,3	-	747,2
Total de l'actif	3 878,7 \$	(187,4) \$	- \$	3 691,3 \$	3 183,7 \$	(154,8) \$	- \$	3 028,9 \$
Passif et capitaux propres								
Total du passif courant	1 002,8 \$	(96,4) \$	- \$	906,4 \$	883,4 \$	(57,6) \$	-	825,8 \$
Provisions	8,3	(0,4)	-	7,9	6,0	(0,5)	-	5,5
Dettes à long terme	1 097,0	(94,2)	-	1 002,8	685,6	(97,2)	-	588,4
Obligations relatives aux redevances	160,6	-	-	160,6	161,6	-	-	161,6
Obligations au titre des avantages du personnel	136,1	-	-	136,1	114,2	-	0,1	114,3
Autres passifs non courants	339,4	(8,3)	-	331,1	290,7	(8,8)	-	281,9
Total du passif	2 744,2 \$	(199,3) \$	- \$	2 544,9 \$	2 141,5 \$	(164,1) \$	0,1 \$	1 977,5 \$
Capitaux propres								
Capital-actions	471,7 \$	- \$	- \$	471,7 \$	454,5 \$	- \$	- \$	454,5 \$
Surplus d'apport	21,9	-	-	21,9	19,2	-	-	19,2
Cumul des autres éléments du résultat global	(16,6)	4,6	-	(12,0)	(9,8)	3,8	-	(6,0)
Résultats non distribués	625,7	7,3	-	633,0	558,0	5,5	(0,1)	563,4
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	1 102,7 \$	11,9 \$	- \$	1 114,6 \$	1 021,9 \$	9,3 \$	(0,1) \$	1 031,1 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	31,8	-	-	31,8	20,3	-	-	20,3
Total des capitaux propres	1 134,5 \$	11,9 \$	- \$	1 146,4 \$	1 042,2 \$	9,3 \$	(0,1) \$	1 051,4 \$
Total du passif et des capitaux propres	3 878,7 \$	(187,4) \$	- \$	3 691,3 \$	3 183,7 \$	(154,8) \$	- \$	3 028,9 \$

Rapprochement du résultat net

Exercice clos le 31 mars 2013 (en millions, sauf les montants par action)	Tel que publié actuellement	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	Modifié
Produits des activités ordinaires	2 104,5 \$	(69,3) \$	- \$	2 035,2 \$
Coût des ventes	1 482,8	(31,8)	(0,6)	1 450,4
Marge brute	621,7 \$	(37,5) \$	0,6 \$	584,8 \$
Frais de recherche et de développement	60,6	(0,5)	-	60,1
Frais de vente, généraux et d'administration	269,9	(5,6)	0,2	264,5
Autres profits – montant net	(23,4)	1,0	-	(22,4)
Quote-part après impôts du résultat net des participations mises en équivalence	-	(20,1)	-	(20,1)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	68,9	(0,2)	-	68,7
Résultat opérationnel	245,7 \$	(12,1) \$	0,4 \$	234,0 \$
Produits financiers	(7,3)	(2,1)	-	(9,4)
Charges financières	75,5	(6,1)	5,1	74,5
Charges financières – montant net	68,2 \$	(8,2) \$	5,1 \$	65,1 \$
Résultat avant impôts sur le résultat	177,5 \$	(3,9) \$	(4,7) \$	168,9 \$
Charge d'impôt sur le résultat	35,1	(5,7)	(1,2)	28,2
Résultat net	142,4 \$	1,8 \$	(3,5) \$	140,7 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	139,4 \$	1,8 \$	(3,5) \$	137,7 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3,0	-	-	3,0
Résultat par action des activités maintenues attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société				
De base et dilué	0,54 \$	- \$	(0,01) \$	0,53 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (de base)	259,0	-	-	259,0
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dilué)	259,4	-	-	259,4

Rapprochement sommaire du résultat global

<i>Exercice clos le 31 mars 2013</i> <i>(en millions)</i>	Tel que publié actuellement	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	Modifié
Résultat net	142,4 \$	1,8 \$	(3,5)\$	140,7 \$
Différences de conversion	2,5 \$	- \$	- \$	2,5 \$
Variations nettes dans les couvertures de flux de trésorerie	(9,2)	0,8	-	(8,4)
Pertes actuarielles liées aux régimes à prestations définies	(22,5)	-	3,6	(18,9)
Autres éléments du résultat global	(29,2)\$	0,8 \$	3,6 \$	(24,8)\$
Résultat global total	113,2 \$	2,6 \$	0,1 \$	115,9 \$
Attribuable aux :				
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	110,1 \$	2,6 \$	0,1 \$	112,8 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3,1	-	-	3,1
	113,2 \$	2,6 \$	0,1 \$	115,9 \$

Rapprochement sommaire du tableau des flux de trésorerie

<i>Exercice clos le 31 mars 2013</i> <i>(en millions)</i>	Tel que publié actuellement	Ajustement IFRS 11	Ajustement IAS 19	Modifié
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	204,1 \$	(49,6) \$	- \$	154,5 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(504,9)	71,2	-	(433,7)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	306,7	(22,2)	-	284,5

11.3 Recours au jugement, et utilisation d'estimations et d'hypothèses

La préparation d'états financiers consolidés exige de notre direction qu'elle pose des jugements, fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur l'application des méthodes comptables et sur les montants présentés des actifs et des passifs, sur les informations à fournir sur les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers consolidés et sur les montants des produits des activités ordinaires et des charges de la période concernée. Cela exige aussi que la direction exerce son jugement aux fins de l'application de nos méthodes comptables. Les éléments qui demandent beaucoup de jugement ou qui sont très complexes, ainsi que les cas dans lesquels les hypothèses et les estimations sont importantes eu égard aux états financiers consolidés sont présentés par la suite. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Les variations seront comptabilisées dans la période au cours de laquelle elles sont détectées.

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition, à la date à laquelle le contrôle est obtenu. Les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise sont évalués à la juste valeur. En fonction de la complexité de ces évaluations, nous consultons des experts indépendants ou calculons la juste valeur à l'interne, à l'aide de techniques d'évaluation appropriées qui se fondent généralement sur une prévision du total des flux de trésorerie actuels nets futurs attendus. Ces évaluations sont étroitement liées aux hypothèses formulées par la direction à l'égard du rendement futur des actifs connexes et de toute variation du taux d'actualisation appliqué.

Frais de développement

Les frais de développement sont comptabilisés à titre d'immobilisations incorporelles et amortis sur leur durée d'utilité lorsqu'ils remplissent les critères d'inscription à l'actif. Les prévisions relatives aux produits des activités ordinaires et à la rentabilité des projets pertinents servent à évaluer la conformité aux critères d'inscription à l'actif et la valeur recouvrable des actifs.

Dépréciation des actifs non financiers

Nous soumettons le goodwill à un test de dépréciation qui est fondé sur des calculs de la juste valeur diminuée des coûts de vente et qui fait appel à des modèles d'évaluation tels que le modèle de flux de trésorerie actuels. Les flux de trésorerie proviennent des projections approuvées par la direction pour les cinq prochains exercices. Les projections de flux de trésorerie sont établies en fonction de l'expérience passée et représentent la meilleure estimation de la direction en ce qui concerne l'évolution des circonstances. Au-delà de la période de cinq ans, les flux de trésorerie sont extrapolés d'après des taux de croissance estimatifs. Les hypothèses clés qui sous-tendent le calcul par la direction de la juste valeur diminuée des coûts de vente comprennent les estimations des taux de croissance, des taux d'actualisation après impôt et des taux d'impôt. Les taux d'actualisation après impôt sont établis en fonction du coût moyen pondéré du capital représentatif des unités génératrices de trésorerie respectives et varient de 7,5 % à 9,5 %. Ces estimations, ainsi que la méthode employée, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation du goodwill.

De même, lorsque des immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles sont soumises à des tests de dépréciation, le calcul de leur valeur recouvrable amène la direction à faire des estimations qui peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute dépréciation.

Comptabilisation des produits des activités ordinaires

Nous employons la méthode de l'avancement des travaux pour comptabiliser nos contrats à prix fixe visant la prestation de services et la fabrication de produits. Le recours à cette méthode nous oblige à estimer les travaux exécutés à ce jour par rapport à l'ensemble des travaux à exécuter. La direction évalue chaque mois les coûts estimatifs nécessaires à l'achèvement, les estimations de l'avancement des travaux ainsi que les produits des activités ordinaires et les marges constatés, et ce, pour chaque contrat. Les changements apportés aux estimations des coûts et du résultat sur la durée du contrat pris en compte dans la période au cours de laquelle il devient manifeste que de tels changements sont requis.

Régimes de retraite à prestations définies

Le coût des régimes de retraite à prestations définies ainsi que la valeur actuelle des obligations au titre des prestations définies sont déterminés à l'aide d'évaluations actuarielles. Ces évaluations comprennent des hypothèses concernant les taux d'actualisation, les taux de rendement prévu des actifs, les hausses futures des salaires, les taux de mortalité et les augmentations futures des prestations de retraite. Toutes les hypothèses sont révisées à chaque date de clôture. Toute modification de ces hypothèses influera sur la valeur comptable des obligations au titre des prestations définies. Pour déterminer le taux d'actualisation approprié, la direction tient compte des taux d'intérêt des obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellées dans la même monnaie que les prestations qui seront versées et dont les durées jusqu'à l'échéance se rapprochent de celles du passif au titre du régime de retraite connexe. Le taux de mortalité est établi en fonction des données publiques sur la mortalité dans le pays concerné. Les hausses futures des salaires et des prestations de retraite sont déterminées en fonction des taux d'inflation futurs prévus pour le pays concerné.

Le rendement prévu des actifs des régimes est déterminé en tenant compte des rendements prévus des actifs qui sous-tendent la politique de placement applicable pendant la période au cours de laquelle l'obligation doit être éteinte. Pour le calcul du rendement prévu des actifs des régimes, les rendements historiques et les rendements futurs prévus ont été pris en compte séparément pour chaque catégorie d'actifs, en fonction de la répartition des actifs et de la politique de placement.

Les autres hypothèses clés concernant les obligations au titre des prestations définies s'appuient, en partie, sur la conjoncture du marché. Voir la note 15 afférente aux états financiers consolidés pour plus de détails concernant les hypothèses posées.

Remboursements d'aide gouvernementale

Aux fins de la détermination du montant de l'aide gouvernementale à rembourser, nous formulons des hypothèses et faisons des estimations qui concernent les taux d'actualisation, les produits des activités ordinaires prévus et leur échéancier prévu, s'il y a lieu. Les projections de produits des activités ordinaires tiennent compte de l'expérience passée et représentent la meilleure estimation de la direction quant à l'avenir. Au-delà d'une période de cinq ans, les produits des activités ordinaires sont extrapolés d'après des taux de croissance estimés en fonction du calendrier estimatif des remboursements. Les remboursements estimés sont actualisés en utilisant des taux moyens allant de 7,6 % à 8,5 % sur la base des termes d'instruments financiers semblables. Ces estimations, ainsi que la méthode employée pour établir les estimations, peuvent avoir une incidence importante sur les valeurs respectives et, au bout du compte, sur le montant de toute obligation remboursable au titre de l'aide gouvernementale. Une augmentation de 1 % des taux de croissance entraînerait une hausse d'environ 10,2 millions \$ (8,2 millions \$ en 2012) de l'obligation relative aux redevances au 31 mars 2013.

Paiements fondés sur des actions

Nous évaluons le coût des transactions avec des salariés qui sont réglées en capitaux propres et en trésorerie en fonction de la juste valeur des instruments connexes à la date à laquelle ils sont attribués. L'estimation de la juste valeur aux fins des paiements fondés sur des actions exige que nous choisissons le modèle d'évaluation qui convient le mieux à une attribution donnée, d'après les modalités de cette attribution. À cette fin, nous devons aussi formuler des hypothèses et sélectionner les données les plus appropriées à intégrer dans le modèle d'évaluation, notamment la durée prévue de l'option, la volatilité et le rendement de l'action.

Impôts sur le résultat

Nous sommes assujettis aux lois fiscales de divers territoires. Nous devons avoir recours au jugement pour déterminer la charge d'impôt mondiale. La détermination des actifs et des passifs d'impôt comporte certaines incertitudes quant à l'interprétation de règlements fiscaux complexes. Nous constituons une provision pour les éventuels impôts à payer d'après la moyenne pondérée en fonction de la probabilité des résultats possibles. Les différences entre les résultats réels et ces estimations pourraient avoir une incidence sur les passifs d'impôt et les passifs d'impôt différé dans la période au cours de laquelle elles sont établies.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que nous dégagions un résultat imposable auquel les pertes pourront être imputées. La direction doit faire preuve de jugement pour déterminer le montant des actifs d'impôt différé pouvant être comptabilisés, d'après l'échéancier probable et le niveau du résultat imposable futur ainsi que les stratégies fiscales futures. Le montant total des actifs d'impôt différé peut être modifié si les estimations du résultat imposable futur prévu et des avantages attendus des stratégies fiscales sont revues à la baisse, ou en cas d'adoption de modifications des lois fiscales qui limitent, en temps ou en étendue, notre capacité à utiliser des avantages fiscaux futurs.

12. CONTRÔLES ET PROCÉDURES

L'auditeur interne fait régulièrement rapport à la direction des faiblesses qu'il trouve dans nos processus de contrôle interne, rapports qui sont soumis à l'examen du comité d'audit.

En conformité avec le Règlement 52-109 publié par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM), des certificats signés par le président et chef de la direction et par le chef de la direction financière ont été déposés. Ces documents attestent le caractère approprié de nos contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que la conception et l'efficacité de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

12.1 Évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information

Nos contrôles et procédures de communication de l'information sont élaborés de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information est accumulée et communiquée à notre président et chef de la direction, à notre chef de la direction financière et aux autres membres de la direction de manière à permettre la prise de décisions opportunes à l'égard de l'information à fournir.

Sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière, la direction a évalué, en date du 31 mars 2013, l'efficacité de nos contrôles et procédures de communication de l'information, au sens des règles 13a-15(e) et 15d-15(e) de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis. À partir de leur évaluation, le président et chef de la direction et le chef de la direction financière en sont arrivés à la conclusion que la conception et le fonctionnement des contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces en date du 31 mars 2013 et de nature à assurer que l'information est enregistrée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois canadiennes et américaines régissant les valeurs mobilières.

12.2 Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de l'établissement et du maintien de mécanismes adéquats de contrôle interne à l'égard de l'information financière, tels qu'ils sont définis dans les règles 13a-15(f) et 15d-15(f) de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis. Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS. La direction a évalué la conception et le fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en date du 31 mars 2013 à partir du cadre et des critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations (COSO) de la Treadway Commission, et elle a conclu à leur efficacité. La direction n'a signalé aucune faiblesse importante à cet égard.

Il n'y a eu aucune modification de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière survenue pendant l'exercice 2013 qui ait eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

13. RÔLE DE SURVEILLANCE DU COMITÉ D'AUDIT ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le comité d'audit examine notre rapport de gestion annuel et les états financiers consolidés connexes avec la direction et les auditeurs externes, et il recommande leur approbation au conseil d'administration. De plus, la direction et nos auditeurs internes font périodiquement rapport au comité d'audit sur leur évaluation de nos contrôles et procédures internes de communication de l'information financière. L'auditeur externe présente périodiquement à la direction un rapport sur les faiblesses relevées dans nos contrôles internes, rapport qui est soumis à l'examen du comité d'audit.

14. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Des renseignements complémentaires sur CAE, dont sa plus récente notice annuelle, peuvent être consultés en ligne sur son site Web à www.cae.com, sur SEDAR à www.sedar.com ou sur EDGAR à www.sec.gov.

15. PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles des exercices 2011 à 2013.

<i>(en millions, sauf les montants par action et les taux de change)</i>	T1	T2	T3	T4	Total
Exercice 2013					
Produits des activités ordinaires	480,1	514,4	522,1	587,9	2 104,5 \$
Résultat net	21,7	36,8	37,5	46,4	142,4 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	21,3	36,5	37,8	43,8	139,4 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	0,3	(0,3)	2,6	3,0 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,08	0,14	0,15	0,17	0,54 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,08	0,14	0,15	0,17	0,54 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	258,4	258,7	259,2	259,7	259,0
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	258,6	259,0	259,5	260,2	259,4
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	1,01	1,00	0,99	1,01	1,00
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,30	1,25	1,29	1,33	1,29
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,60	1,57	1,59	1,57	1,58
Exercice 2012					
					Total
Produits des activités ordinaires	427,9	433,5	453,1	506,7	1 821,2 \$
Résultat net	43,5	38,7	46,1	53,7	182,0 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	43,1	38,4	45,6	53,2	180,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	0,4	0,3	0,5	0,5	1,7 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,17	0,15	0,18	0,21	0,70 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,17	0,15	0,18	0,21	0,70 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	257,0	257,3	257,6	257,9	257,5
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	258,0	258,0	258,0	258,6	258,2
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	0,97	0,98	1,02	1,00	0,99
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,39	1,38	1,38	1,31	1,37
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,58	1,58	1,61	1,57	1,58
Exercice 2011					
					Total
Produits des activités ordinaires	366,4	388,0	410,8	465,6	1 630,8 \$
Résultat net	36,6	39,4	38,9	46,0	160,9 \$
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	37,2	39,1	38,5	45,5	160,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	(0,6)	0,3	0,4	0,5	0,6 \$
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,15	0,15	0,15	0,18	0,62 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,14	0,15	0,15	0,18	0,62 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (de base)	256,5	256,6	256,8	256,9	256,7
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	256,8	257,1	257,7	258,2	257,5
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	1,03	1,04	1,01	0,99	1,02
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,31	1,34	1,38	1,35	1,34
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,53	1,61	1,60	1,58	1,58

Principales informations sectorielles

<i>(en millions, sauf les marges opérationnelles)</i>	T4-2013	T4-2012	Exercice 2013	Exercice 2012	Exercice 2011
Secteurs civils					
Produits de simulation – Civil					
Produits des activités ordinaires	129,8 \$	83,1 \$	402,4 \$	342,5 \$	272,9 \$
Résultat opérationnel sectoriel	22,3	14,0	73,6	51,6	34,8
<i>Marges opérationnelles (%)</i>	17,2	16,8	18,3	15,1	12,8
Formation et services associés – Civil					
Produits des activités ordinaires	201,8	132,3	755,6	498,4	454,0
Résultat opérationnel sectoriel	31,8	30,3	121,5	122,2	99,9
<i>Marges opérationnelles (%)</i>	15,8	22,9	16,1	24,5	22,0
Total pour les secteurs civils					
Produits des activités ordinaires	331,6 \$	215,4 \$	1 158,0 \$	840,9 \$	726,9 \$
Résultat opérationnel sectoriel	54,1	44,3	195,1	173,8	134,7
<i>Marges opérationnelles (%)</i>	16,3	20,6	16,8	20,7	18,5
Secteurs militaires					
Produits de simulation – Militaire					
Produits des activités ordinaires	154,9 \$	195,6 \$	561,6 \$	619,2 \$	586,0 \$
Résultat opérationnel sectoriel	19,2	34,6	77,9	101,2	105,0
<i>Marges opérationnelles (%)</i>	12,4	17,7	13,9	16,3	17,9
Formation et services associés – Militaire					
Produits des activités ordinaires	72,4	71,5	272,8	278,1	279,9
Résultat opérationnel sectoriel	10,2	11,0	35,2	40,9	50,3
<i>Marges opérationnelles (%)</i>	14,1	15,4	12,9	14,7	18,0
Total pour les secteurs militaires					
Produits des activités ordinaires	227,3 \$	267,1 \$	834,4 \$	897,3 \$	865,9 \$
Résultat opérationnel sectoriel	29,4	45,6	113,1	142,1	155,3
<i>Marges opérationnelles (%)</i>	12,9	17,1	13,6	15,8	17,9
Secteur Nouveaux marchés principaux					
Produits des activités ordinaires	29,0 \$	24,2 \$	112,1 \$	83,0 \$	38,0 \$
Résultat opérationnel sectoriel	1,8	(1,2)	6,4	(13,8)	(8,4)
<i>Marges opérationnelles (%)</i>	6,2	(5,0)	5,7	(16,6)	(22,1)
Total					
Produits des activités ordinaires	587,9 \$	506,7 \$	2 104,5 \$	1 821,2 \$	1 630,8 \$
Résultat opérationnel sectoriel	85,3	88,7	314,6	302,1	281,6
<i>Marges opérationnelles (%)</i>	14,5	17,5	14,9	16,6	17,3
Autres	(13,7) \$	- \$	(68,9) \$	- \$	1,0 \$
Résultat opérationnel	71,6 \$	88,7 \$	245,7 \$	302,1 \$	282,6 \$

Rétrospective financière sur cinq ans*(en millions, sauf les montants par action)*

	2013	2012	2011
IFRS			
Produits des activités ordinaires	2 104,5 \$	1 821,2 \$	1 630,8 \$
Résultat net	142,4	182,0	160,9
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	139,4	180,3	160,3
Participations ne donnant pas le contrôle	3,0	1,7	0,6
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	1,00	0,99	1,02
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,29	1,37	1,34
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,58	1,58	1,58
Situation financière :			
Total de l'actif	3 878,7 \$	3 183,7 \$	2 817,3 \$
Total des passifs financiers non courants ¹	1 306,9	869,0	757,5
Total de la dette nette	916,8	534,3	383,8
Par action :			
Résultat par action de base attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,54 \$	0,70 \$	0,62 \$
Résultat par action dilué attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	0,54	0,70	0,62
Dividendes	0,19	0,16	0,15
Capitaux propres	4,38	4,05	3,63

(en millions, sauf les montants par action)

	2010	2009
PCGR du Canada antérieurs		
Produits des activités ordinaires	1 526,3 \$	1 662,2 \$
Résultat des activités poursuivies	144,5	202,2
Résultat net	144,5	201,1
Taux de change moyen du dollar US en dollar canadien	1,09	1,13
Taux de change moyen de l'euro en dollar canadien	1,54	1,59
Taux de change moyen de la livre sterling en dollar canadien	1,74	1,91
Situation financière :		
Total de l'actif	2 621,9 \$	2 665,8 \$
Total des passifs financiers non courants ¹	457,0	375,4
Total de la dette nette	179,8	285,1
Par action :		
Résultat de base des activités poursuivies	0,56 \$	0,79 \$
Résultat dilué des activités poursuivies	0,56	0,79
Résultat net de base	0,56	0,79
Résultat net dilué	0,56	0,79
Dividendes de base	0,12	0,12
Capitaux propres	4,52	4,70

¹⁾ Comprend la dette à long terme, les passifs financiers dérivés et les autres passifs non courants qui répondent à la définition d'un passif financier.

États financiers consolidés

État consolidé de la situation financière	61
Compte consolidé de résultat	62
État consolidé du résultat global	63
États consolidés des variations en capitaux propres	64
Tableau consolidé des flux de trésorerie	65

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Note 1 – Nature des activités et principales méthodes comptables	66
Note 2 – Modification de méthodes comptables	79
Note 3 – Regroupements d'entreprises	83
Note 4 – Participations dans des coentreprises	85
Note 5 – Comptes débiteurs	86
Note 6 – Stocks	86
Note 7 – Immobilisations corporelles	87
Note 8 – Immobilisations incorporelles	88
Note 9 – Autres actifs	89
Note 10 – Comptes créditeurs et charges à payer	90
Note 11 – Contrats en cours	90
Note 12 – Provisions	91
Note 13 – Facilités d'emprunt	92
Note 14 – Aide gouvernementale	95
Note 15 – Obligations au titre des avantages du personnel	96
Note 16 – Profits différés et autres passifs non courants	99
Note 17 – Impôts sur le résultat	99
Note 18 – Capital-actions, résultat par action et dividendes	102
Note 19 – Cumul des autres éléments du résultat global	103
Note 20 – Rémunération du personnel	103
Note 21 – Dépréciation d'actifs non financiers	103
Note 22 – Autres profits – montant net	104
Note 23 – Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	104
Note 24 – Charges financières, montant net	104
Note 25 – Paiements fondés sur des actions	105
Note 26 – Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie	108
Note 27 – Éventualités	109
Note 28 – Engagements	109
Note 29 – Gestion du risque lié au capital	109
Note 30 – Instruments financiers	110
Note 31 – Gestion des risques financiers	113
Note 32 – Secteurs opérationnels et secteurs géographiques	121
Note 33 – Relations avec des parties liées	124
Note 34 – Transactions avec des parties liées	126

Rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction de CAE est responsable de la mise en place et du maintien d'un processus de contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière (aux termes des dispositions 13a-15(f) et 15d-15(f) de la *Securities Exchange Act of 1934* des États-Unis). Ce processus a été conçu sous la supervision du président et chef de la direction et du chef de la direction financière de CAE pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

Au 31 mars 2013, la direction a fait une évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière selon le cadre et les critères établis dans le rapport *Internal Control – Integrated Framework* publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission. À la lumière de cette évaluation, la direction a conclu que, au 31 mars 2013, le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était efficace.



M. Parent
Président et chef de la direction



S. Lefebvre
Vice-président, Finances et chef de la direction financière

Montréal (Canada)
Le 16 mai 2013

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de CAE inc.

Nous avons terminé les audits intégrés des états financiers consolidés de CAE inc. et de ses filiales pour l'exercice considéré et l'exercice précédent et de leur contrôle interne à l'égard de l'information financière au 31 mars 2013. Nous présentons ci-après notre opinion sur ces audits.

Rapport sur les états financiers consolidés

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de CAE inc. et de ses filiales, qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 31 mars 2013 et au 31 mars 2012 et les comptes consolidés de résultat, les états consolidés du résultat global et des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, et les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation des états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et à celles du *Public Company Accounting Oversight Board* (des États-Unis). Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Les normes d'audit généralement reconnues du Canada requièrent également que nous nous conformions aux règles de déontologie.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir, par voie de contrôles par sondages, des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit sur les états financiers consolidés.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de CAE inc. et de ses filiales au 31 mars 2013 et au 31 mars 2012, ainsi que de leur performance financière et de leurs flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board.

Rapport sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Nous avons également effectué l'audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière de CAE inc. et de ses filiales au 31 mars 2013, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* publié par le *Committee of Sponsoring Organizations (COSO)* de la *Treadway Commission*.

Responsabilité de la direction en matière de contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction a la responsabilité de maintenir un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et d'effectuer une évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière figurant dans le rapport de la direction sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière ci-joint.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière selon les normes du *Public Company Accounting Oversight Board* (des États-Unis). Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont efficaces dans tous leurs aspects significatifs.

Un audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière comprend l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, l'évaluation du risque de faiblesse importante, l'application de tests et l'évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en fonction de l'évaluation du risque, ainsi que la mise en place d'autres procédures que l'auditeur a jugé nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, notre audit constitue une base raisonnable à l'expression de notre opinion sur le contrôle interne de la société à l'égard de l'information financière.

Définition du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une société est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus, et qui comprend les politiques et procédures qui i) concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés qui donnent une image fidèle des opérations et des cessions d'actifs de la société; ii) fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées comme il se doit pour établir les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus et que les encaissements et décaissements de la société ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration de la société; iii) fournissent l'assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actifs de la société qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers est soit évitée, soit détectée à temps.

Limites inhérentes

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines anomalies. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures est exposée au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

Opinion

À notre avis, CAE inc. et ses filiales maintenaient, dans tous les aspects significatifs, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 31 mars 2013 selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* publié par le *Committee of Sponsoring Organizations (COSO)*.



Le 16 mai 2013

Montréal (Québec) Canada

1 CPA Auditeur, CA, permis n°A123498